A°. 1900.  N°. 24.

PUBLICATIE-BLAD.

BESLUIT,

houdende afkondiging van de te Venetië *tusschen* Nederland, Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, België, Spanje, Frankrijk, Groot-Brittannië en Ierland, Griekenland, Italië, Luxemburg, Montenegro, Turkije, Perzië, Portugal, Rumenië, Rusland, Servië *en* Zwitserland *gesloten internationale sanitaire conventie, alsmede bericht van de nederlegging der akte van bekrachtiging.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 23 Februari ll. Lr. A1. en B. No. 5/41, waaruit blijkt, dat de op 19 Maart 1897 te *Venetië* gesloten en bij de wet van 14 Juli 1898 (Staatsblad No. 175, Publicatie-blad 1900 No. 22) goedgekeurde internationale sanitaire conventie tusschen *Nederland, Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, België, Spanje, Frankrijk, Groot-Brittannië en Ierland, Griekenland, Italië, Luxemburg, Montenegro, Turkije, Perzië, Portugal, Rumenië, Rusland, Servië* en *Zwitserland* door de Koningin is bekrachtigd, en dat de nederlegging der akten van bekrachtiging den 31n. October 1899 te Rome heeft plaats gehad;

BESLUIT:

Te bepalen, dat genoemde conventie zal worden afgekondigd door plaatsing van dit besluit met den daaraan gehechten afdruk van de conventie en het proces verbaal van de nederlegging der akten van bekrachtiging en van de vertaling dier stukken, in het Publicatie-blad.

Gegeven te Willemstad, den 20n. Maart 1900.

BARGE.

De Gouvernements-Secretaris,
C. C. J. VAN ROMONDT.

Uitgegeven den 28n. September 1900.

De Gouvernements-Secretaris,
C. C. J. VAN ROMONDT.

CONVENTION.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et, en Son nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume; Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi d'Espagne, et, en Son nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume; le Président de la Republique Française; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi des Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg; Son Altesse le Prince de Monténégro; Sa Majesté l'Empereur des Ottomans; Sa Majesté le Schah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Serbie; le Conseil Fédéral Suisse,

Ayant décidé de se concerter en vue de régler des mesures à prendre pour prévenir l'invasion et la propagation de la peste et la surveillance sanitaire à établir à cet effet dans la Mer Rouge et dans le Golfe Persique, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en Son nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume:

Le Jonkheer P. J. F. M. van der Does de Willebois, Agent Politique et Consul Général des Pays-Bas en Egypte, Chevalier de l'Ordre du Lion-Néerlandais,

M. le Dr. Ruysch, Conseiller au Ministère de l'Intérieur, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand:

M. Otto de Mühlberg, Son Conseiller actuel intime de Légation,

M. Curt Lehmann, Son Conseiller actuel de Légation;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie;

M. le Comte HENRY DE LÜTZOW, Son Chambellan et Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Dresde,

M. le Chev. A. DE SUZZARA, Conseiller aulique et ministériel au Ministère Impérial et Royal des Affaires étrangères;

M. le Dr. Chev. DE KUSY, Conseiller ministériel au Ministère Impérial et Royal de l'Intérieur et Conseiller supérieur de santé,

M. N. EBNER D'EBENTHALL, Conseiller ministériel au Ministère Impérial et Royal du Commerce,

M. le Dr. CHYZER, Conseiller ministériel et Chef de la section sanitaire au Ministère Royal hongrois de l'Intérieur,

M. E. ROEDIGER, Conseiller de section au Ministère Royal hongrois du Commerce;

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. BECO, Secrétaire général de Son Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics, Commandeur de l'Ordre Royal de Léopold, etc.,

M. le Dr. E. VAN ERMENGEM, Professeur d'hygiène et de bactériologie à l'Université de Gand, Officier de l'Ordre Royal de Léopold;

Sa Majesté le Roi d'Espagne, et en Son nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume;

Don SILVERIO BAGUER DE CORSI Y RIVAS, Comte de BAGUER, Son Ministre Résident,

M. le Dr. CALVO Y MARTIN, Professeur de la Faculté de Médecine, Conseiller de l'Instruction publique, Sénateur du Royaume à vie, Membre de l'Académie Royale de Médecine de Madrid, Grand Cordon de première classe d'Isabelle la Catholique, Commandeur de l'Ordre de Charles III,

DON MANUEL ALONSO SANUDO, Professeur de la clinique

médicale de la Faculté de Madrid et Membre de l'Académie Royale de Médecine de Saragosse ;

Le Président de la République Française :

M. CAMILLE BARRÈRE, Ambassadeur de la République Française près la Confédération Suisse, Commandeur de l'Ordre National de la Légion d'honneur.

M. le Prof. BROUARDEL, Président du Comité consultatif d'hygiène publique de France, Doyen de la Faculté de Médecine de Paris, Membre de l'Académie des Sciences, Membre de l'Académie de Médecine, Commandeur de l'Ordre National de la Légion d'honneur ;

M. le Prof. PROUST, Inspecteur général des services sanitaires, Professeur d'hygiène à la Faculté de Médecine de Paris, Membre de l'Académie de Médecine, Commandeur de l'Ordre National de la Légion d'honneur ;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes :

L'hon. M. MICHAEL HERBERT, Compagnon de l'Ordre du Bain, Son Secrétaire d'Ambassade,

M. le Dr. R. THORNE THORNE, Compagnon de l'Ordre du Bain, Chef de la Section médicale du "Local Government Board",

M. JAMES CLEGHORN, Chirurgien Général, Directeur général du Service médical des Indes Britanniques,

M. J. LANE NOTTER, Chirurgien Colonel du Service médical militaire, Professeur d'hygiène militaire à l'Ecole de Médecine militaire de Netley,

M. H. FARNALL, Compagnon de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges, Secrétaire au Ministère des Affaires étrangères à Londres ;

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

M. le Dr. ZANCAROL, Son Délégué au Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte, Commandeur de l'Ordre National du Sauveur ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. le Comte LELIO BONIN-LONGARE, Son Sous-Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères,

M. le Prof. R. SANTOLIQUIDO, Chef de division pour la santé publique au Ministère Royal de l'Intérieur,

M. le Dr. FOA, Professeur d'anatomie pathologique à l'Université de Turin ;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg :

M. BECO, Secrétaire général du Ministère d'Agriculture et des Travaux publics de Belgique,

M. le Dr. VAN ERMENGEM, Professeur d'hygiène et de bactériologie à l'Université de Gand ;

Son Altesse le Prince de Monténégro :

M. le Comte H. DE LÜTZOW, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. I. et R. Apostolique en Saxe ;

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans :

M. le Dr. COZZONIS Effendi, Inspecteur général de l'Administration sanitaire de l'Empire Ottoman, Grand Cordon de l'Ordre du Medjidié, Grand Officier de l'Ordre de l'Osmanié, etc. ;

Sa Majesté le Schah de Perse :

M. le Dr. PANAYOTE Bey, Délégué de Perse au Conseil Supérieur de santé à Constantinople, Commandeur des Ordres Impériaux du Lion et du Soleil, de l'Osmanié et du Medjidié ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves :

M. A. D. DE OLIVEIRA SOARES,, Son Chargé d'affaires *ad interim* en Italie ;

M. le Prof J. THOMAZ DE SOUSA-MATINS, ancien Membre du Comité central de santé, Professeur de pathologie générale, Commandeur de l'Ordre National de Saint-Jacques de l'Epée ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. A. E. LAHOVARY, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi d'Italie, Commandeur de l'Ordre Royal de la Couronne etc.;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

M. ALEXANDRE YONINE, Son Conseiller privé et Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Confédération Suisse,

M. le Dr. LOUKIANOW, Conseiller d'Etat actuel, Directeur de l'Institut Impérial de médecine expérimentale;

Sa Majesté le Roi de Serbie:

M. MILAN JOVANOVITCH BATUT, Professeur d'hygiène publique à la Faculté des Sciences de Belgrade;

Le Conseil Fédéral Suisse:

M. GASTON CALIN, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi d'Italie,

M. le Dr. F. SCHMID, Directeur du Bureau sanitaire Fédéral Suisse;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes touchant les régions contaminées de peste, ainsi qu'à l'égard des provenances de ces régions:

I. Sont adoptées les mesures indiquées et précisées dans le *Règlement Sanitaire Général pour prévenir l'invasion et la propagation de la peste*, annexé à la présente Convention, lequel a la même valeur que s'il y était incorporé.

II. Il sera recommandé aux autorités compétentes du Maroc d'appliquer, dans les ports de ce pays, des mesures en harmonie avec celles prévues dans le règlement sus-mentionné;

III. Les pays qui n'ont pas pris part à la Conférence ou qui n'ont pas signé la Convention, pourront y accéder sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement Royal d'Italie et, par celui-ci, aux autres Gouvernements signataires :

IV. La présente Convention aura une durée de cinq ans, à compter de l'échange des ratifications. Elle sera renouvelée de cinq en cinq années, par tacite reconduction, à moins que l'une des Hautes Parties contractantes n'ait notifié six mois avant l'expiration de la dite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets.

Dans le cas où l'une des Puissances dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard ;

V. Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de provoquer, par la voie diplomatique, les modifications qu'elles jugeraient nécessaires d'apporter à la Convention ou à son annexe.

La présente Convention sera ratifiée ; les ratifications en seront déposées à Rome le plus tôt possible, et, au plus tard, dans le délai d'un an à dater du jour de la signature.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Venise, en dix-huit exemplaires, le dix-neuf mars mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

(*L. S.*) Dr. Ruysch.
(*L.* S.) v. Mühlberg.
(*L. S.*) Lehmann.
(*L. S.*) H. de Lützow.
(*L. S.*) Suzzara.
(*L. S.*) Dr. De Kusy.
(*L. S.*) Ebner.
(*L. S.*) Chyzer.
(*L. S.*) Roediger.
(*L. S.*) E. Beco.
(*L. S.*) Dr. van Ermengem.
(*L. S.*) Comte de Baguer.
Pour les Docteurs Calvo et Sanudo,
Baguer.
(*L. S.*) Camille Barrère.
(*L. S.*) P. Brouardel.
(*L. S.*) A. Proust.

(*L. S.*) Michael Herbert.
(*L. S.*) R. Thorne Thorne.
(*L. S.*) James Cleghorn.
(*L. S.*) J. Lane Notter.
(*L. S.*) H. Farnall.
(*L. S.*) G. Zancarol.
(*L. S.*) Bonin.
(*L. S.*) Rocco Santoliquido.
(*L. S.*) Pio Foà.
(*L. S.*) E. Beco.
(*L. S.*) D. van Ermengem.
(*L. S.*) H. Lützow.
(*L. S.*) Dr. Cozzonis.
(*L. S*). Dr. Panayote.
(*L. S.*) A. D. de Oliveira Soares.
(*L. S.*) J. T. Sousa Matins.
(*L. S.*) A. E. Lahovary.
(*L. S.*) A. Yonine.
(*L. S.*) S. Loukianow.
(*L. S.*) Dr. M. Jovanovitch Batut.
(*L. S.*) Carlin.
(*L. S.*) Dr. Schmid.

REGLEMENT SANITAIRE GENERAL pour prévenir l'invasion et la propagation de la peste.

CHAPITRE I.

MESURES À PRENDRE HORS D'EUROPE.

I.

NOTIFICATION.

Les Gouvernements des pays qui adhéreront à la présente Convention notifieront télégraphiquement aux divers Gouvernements l'existence de tout cas de peste ayant apparu sur leur territoire conformément au titre I du chapitre II "Mesures à prendre en Europe".

Les titres, II, III, IV du même chapitre II sont également applicables.

Il est désirable que, dans les autres pays, les mesures déstinées à tenir les Gouvernements signataires de la Convention au courant de l'apparition d'une épidémie de peste, ainsi que des moyens employés pour éviter sa propagation et son importation dans les pays indemnes, prévus pour l'Europe, soient également appliquées.

II.

POLICE SANITAIRE DES NAVIRES PARTANT DANS LES PORTS CONTAMINÉS.

MESURES COMMUNES AUX NAVIRES ORDINAIRES ET AUX NAVIRES A PÈLERINS.

1°. Visite médicale obligatoire, individuelle, faite de jour, à terre, au moment de l'embarquement, pendant le temps nécessaire, par un médecin délégué de l'autorité publique, de toute personne prenant passage à bord d'un navire.

L'autorité consulaire dont relève la navire peut assister à cette visite.

2°. Désinfection obligatoire et rigoureuse, fait à terre, sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité publique, de tout objet contaminé ou suspect, dans les conditions de l'article 5 du chapitre III de l'annexe de la présente Convention.

3°. Interdiction d'embarquement de toute personne présentant des symptômes de peste.

NAVIRES À PÈLERINS

1°. Lorsqu'il existe des cas de peste dans le port, l'embarquement ne se fera à bord des navires à pèlerins qu'après que les personnes réunies en groupes auront été soumises à une observation permettant de s'assurer qu'aucune d'elles n'est atteinte de la peste.

Il est entendu que pour exécuter cette mesure chaque Gouvernement pourra tenir compte des circonstances et possibilités locales [1].

2°. Les pèlerins seront tenus de justifier des moyens strictement nécessaires pour accomplir le pèlerinage à l'aller et au retour, et pour le séjour dans les Lieux Saints, si les circonstances locales le permettent.

MESURES À PRENDRE À BORD DES NAVIRES À PÈLERINS.

TITRE I. *Dispositions générales.*

Art. 1. Les prescriptions suivantes sont applicables aux navires à pèlerins qui transportent au Hedjaz ou au golfe Persique ou qui en ramènent des pèlerins musulmans.

Art. 2. N'est pas considéré comme navire à pèlerins celui qui, outre ses passagers ordinaires, parmi lesquels peuvent être compris les pèlerins des classes supérieures, embarque des pèlerins de la dernière classe en proportion moindre d'un pèlerin par cent tonneaux de jauge brute.

Art. 3. Tout navire à pèlerins, à l'entrée de la mer Rouge et du golfe Persique, doit se conformer aux prescriptions contenues dans le *Règlement spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz*, qui sera publié par le Conseil de santé de Constantinople, conformément aux principes édictés dans la présente Convention.

Art. 4. Les navires à vapeur sont seuls admis à faire le

---

[1] La Conférence a décidé, par voie d'interpretation, que, dans les Indes néerlandaises, cette observation pourrait se faire à bord des navires en partance.

transport des pèlerins au long cours. Ce transport est interdit aux autres bateaux.

Les navires à pèlerins, faisant le cabotage, destinés aux transports de courte durée dits "voyages au cabotage", sont soumis aux prescriptions contenues dans le règlement spécial mentionné à l'article 3.

TITRE II. *Mesures à prendre avant le départ.*

Art. 5. Le capitaine ou, à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de déclarer à l'autorité compétente [1] du port de départ son intention d'embarquer des pèlerins, au moins trois jours avant le départ. Cette déclaration doit indiquer le jour projeté pour le départ et la destination du navire.

Art. 6. A la suite de cette déclaration, l'autorité compétente fait procéder, aux frais du capitaine, à *l'inspection* et au *mesurage* du navire. L'autorité consulaire dont relève le navire peut assister à cette inspection.

Il est procédé seulement à l'inspection, si le capitaine est déjà pourvu d'un certificat de mesurage délivré par l'autorité compétente de son pays, à moins qu'il n'y ait soupçon que le document ne réponde plus à l'état actuel du navire.

Art. 7. L'autorité compétente ne permet le départ d'un navire à pèlerins qu'après s'être assurée :

a. que le navire a été mis en état de propreté parfaite et, au besoin, désinfecté ;

b. que le navire est en état d'entreprendre le voyage sans danger, qu'il est bien équipé, bien aménagé, bien aéré, pourvu d'un mombre suffisant d'embarcations, qu'il ne contient rien à bord qui soit ou puisse devenir nuisible à la santé ou à

---

[1] L'autorité compétente est actuellement : dans les Indes anglaises, un *officer* désigné à cet effet par le Gouvernement local (*Native passenger Ships Act,* 1887, art. 7) : dans les Indes néerlandaises, le maître du port ; en Turquie, l'autorité sanitaire ; en Autriche-Hongrie, l'autorité du port ; en Italie, le capitaine de port ; en France, en Tunisse et en Espagne, l'autorité sanitaire ; en Egypte, l'autorité sanitaire quarantenaire, etc.

la sécurité des passagers, que le pont et l'entrepont sont en bois ou en fer recouvert de bois ;

c. qu'il existe à bord, en sus de l'approvisionnement de l'équipage et convenablement arrimés, des vivres ainsi que du combustible, le tout de bonne qualité et en quantité suffisante pour tous les pèlerins et pour toute la durée déclarée du voyage.

d. que l'eau potable embarquée est de bonne qualité et a une origine à l'abri de toute contamination ; qu'elle existe en quantité suffisante ; qu'à bord, les réservoirs d'eau potable sont à l'abri de toute souillure et fermées de sorte que la distribution de l'eau ne puisse se faire que par les robinets ou les pompes ;

e. que le navire possède un appareil distillatoire pouvant produire une quantité d'eau de cinq litres au moins, par tête et par jour, pour toute personne embarquée, y compris l'équipage ;

f. que le navire possède une étuve à désinfection pour laquelle il aura été constaté qu'elle offre sécurité et efficacité ;

g. que l'équipage comprend un médecin diplômé et commissionné (1), soit par le Gouvernement du pays auquel le navire appartient, soit par le Gouvernement du port où le navire prend des pèlerins, et que le navire possède des médicaments, conformément à ce qui sera dit aux articles 11 et 23 ;

h. que le pont du navire est dégagé de toutes marchandises et objets encombrants ;

i. que les dispositions du navire sont telles que les mesures prescrites par le titre III pourront être exécutées.

Art. 8. Le capitaine est tenu de faire apposer à bord, dans un endroit apparent et accessible aux intéressés, des affiches rédigées, dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, et indiquant :

1°. La destination du navire ;

---

(1) Exception est faite pour les Gouvernements qui n'ont pas de médecins commissionnées.

2°. La ration journalière en eau et en vivres allouée à chaque pèlerin;

3°. Le tarif des vivres non compris dans la distribution journalière et devant être payés à part.

Art. 9. Le capitaine ne peut partir qu'autant qu'il a en main:

1°. Une liste visée par l'autorité compétente et indiquant le nom, le sexe et le nombre total des pèlerins qu'il est autorisé à embarquer.

2°. Une patente de santé constatant le nom, la nationalité et le tonnage du navire, le nom du capitaine, celui du médecin, le nombre exact des personnes embarquées: équipage, pèlerins et autres passagers, la nature de la cargaison, le lieu du départ.

L'autorité compétente indiquera sur la patente si le chiffre règlementaire des pèlerins est atteint ou non, et, dans le cas où il ne le serait pas, le nombre complémentaire des passagers que le navire est autorisé à embarquer dans les escales subséquentes.

Art. 10. L'autorité compétente est tenue de prendre des mesures efficaces pour empêcher l'embarquement de toute personne ou de tout objet suspect (1), suivant les prescriptions faites sur les précautions à prendre dans les ports.

TITRE III. *Précautions à prendre pendant la traversée.*

Ars. 11. Chaque navire embarquant des pèlerins doit avoir à bord un médecin régulièrement diplômé et commissionné par le Gouvernement du pays auquel le navire appartient ou par le Gouvernement du port où le navire prend des pèlerins. Un second médecin doit être embarqué dès que le nombre des pèlerins portés par le navire dépasse 1000.

Art. 12. Le médecin visite les pèlerins, soigne les malades et veille à ce que, à bord, les règles de l'hygiène soient observées Il doit notamment:

1°. S'assurer que les vivres distribués aux pèlerins sont de

(1) Voyez chapitre IV, titre I, art. 1 et 2 de la présente Convention.

bonne qualité, que leur quantité est conforme aux engagements pris, qu'ils sont convenablement préparés;

2°. S'assurer que les prescriptions de l'article 20 relatif à la distribution de l'eau sont observées;

3°. S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable, rappeler par écrit au capitaine les prescriptions de l'article 21;

4°. S'assurer que le navire est maintenu en état constant de propreté, et spécialement que les latrines sont nettoyées conformément aux prescriptions de l'article 18;

5°. S'assurer que les logements des pèlerins sont maintenus salubres, et que, en cas de maladie transmissible, la désinfection est faite comme il sera dit à l'article 19;

6°. Tenir un journal de tous les incidents sanitaires survenus au cours du voyage et présenter ce journal à l'autorité compétente du port d'arrivée.

Art. 13. Le navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont.

En dehors de l'équipage, le navire doit fournir à chaque individu, quel que soit son âge, une *surface de un mètre cinquante centimètres carrés, c'est-à-dire seize pieds carrés anglais, avec une hauteur d'entrepont d'environ un mètre quatre-vingts centimètres.*

Pour les navires qui font le cabotage, chaque pèlerin doit disposer d'un espace *d'au moins deux mètres de largeur* dans le long des plats-bords du navire.

Art. 14. Le pont doit, pendant la traversée, rester dégagé des objets encombrants; il doit être réservé jour et nuit aux personnes embarquées et mis gratuitement à leur disposition.

Art. 15. Les gros bagages des pèlerins sont enregistrés, numérotés et placés dans la cale. Les pèlerins ne peuvent garder avec eux que les objets strictement nécessaires. Les règlements faits pour ses navires par chaque Gouvernement en détermineront la nature, la quantité et les dimensions.

Art. 16. Chaque jour, les entreponts doivent être nettoyés avec soin et frottés au sable sec, avec lequel on mélangera des désinfectants, pendant que les pèlerins seront sur le pont.

Art. 17. De chaque côté du navire, sur le pont, doit être réservé un endroit dérobé à la vue et pourvu d'une pompe à main, de manière à fournir de l'eau de mer, pour les besoins des pèlerins. Un local de cette nature doit être exclusivement affecté aux femmes.

Art. 18. Le navire doit être pourvu, outre les lieux d'aisance à l'usage de l'équipage, de latrines à effet d'eau, dans la proportion d'au moins une latrine pour chaque centaine de personnes embarquées.

Des latrines doivent être affectées exclusivement aux femmes.

Aucun lieu d'aisance ne doit exister dans les entreponts ni dans la cale.

Les latrines destinées aux passagers, aussi bien que celles affectées à l'équipage, doivent être tenue proprement, nettoyées et désinfectées trois fois par jour.

Art. 19. La désinfection du navire doit être faite conformément aux prescription des numéros 5 et 6 du chapitre III de l'annexe de la présente Convention.

Art. 20. La quantité d'eau potable mise chaque jour gratuitement à la disposition de chaque pèlerin, quel que soit son âge, doit être d'au moins cinq litres.

Art. 21. S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable ou sur la possibilité de sa contamination, soit à son origine, soit au cours du trajet, l'eau doit être bouillie ou autrement stérilisée, et le capitaine est tenu de la rejeter à la mer au premier port de relâche où il lui sera possible de s'en procurer de meilleure.

Art. 22. Le navire doit être muni de deux locaux affectés à la cuisine personelle des pèlerins. Il est interdit aux pèlerins de faire du feu ailleurs, notamment sur le pont.

Art. 23. Chaque navire doit avoir à bord des médicaments et des objets nécessaires aux soins des malades. Les règlements faits pour ces navires par chaque Gouvernement détermineront la nature et la quantité des médicaments. Les soins et les remèdes sont fournis gratuitement aux pèlerins.

Art. 24. Une infirmerie régulièrement installée et offrant de bonnes conditions de sécurité et de salubrité, doit être réservée aux logements des malades.

Elle doit pouvoir recevoir au moins 5% des pèlerins embarqués à raison de trois mètres carrés par tête (1)

Art. 25. Le navire doit être pourvu des moyens d'isoler les pénétrer auprès d'eux et n'auront aucun contact avec les autres.

Les personnes chargées de soigner les pesteux peuvent seules pénétrer auprès d'eux et n'auront aucun contact avec les autres personnes embarquées.

Les objets de literie, les tapis, vêtements qui auront été en contact avec les malades doivent être immédiatement désin-

---

(1) La Conférence ayant eu connaissance des conditions dans lesquelles les infirmeries doivent être établies d'après l'article 53 de l'acte sur les navires à pèlerins édicté par le Gouvernement de l'Inde, on recommande l'exécution. Celle-ci serait considérée comme se substituant à l'art. 24.

(Extrait) L'infirmerie sera installée sur le pont supérieur dans les parties construites sur le pont lui-même. Cette infirmerie permanente comptera six lits au moins, et aura une superficie de 144 pieds carrés au moins, une capacité de 864 pieds cubes au moins. Si le navire porte cinquante femmes ou plus, il y aura une deuxième infirmerie permanente de deux lits au moins, ayant une superficie de 72 pieds carrés et une capacité de 288 pieds cubes au moins. Cette infirmerie sera réservé aux femmes et aux enfants ayant moins de douze ans.

L'éclairage et l'aération de ces infirmeries doivent être reconnus suffisants par l'inspecteur. Elles seront construites sur une plate-forme élevée d'au moins 10 centimètres, solidement établies, leur toit sera bien calfaté. Il est préférable de les construire en fer plutôt qu'en bois.

On ne recevra sous aucun prétexte dans l'infirmerie permanente des malades atteints de variole, de choléra, de fièvre jaune ou de peste.

Le navire aura à bord le matériel nécessaire pour construire sur le pont supérieur une deuxième infirmerie temporaire, réservée aux malades qui devraient être isolés (choléra, peste, fièvre jaune, variole ou autres maladies contagieuses.)

L'emplacement que devrait occuper cette infirmerie temporaire sera designé d'avance par l'inspecteur. Elle sera construite dans des conditions analogues à celles de l'infirmerie permanente. Elle aura une superficie d'au moins 144 pieds carrés.

fectés. L'observation de cette règle est spécialement recommandée pour les vêtements des personnes qui approchent les malades, et qui ont pu être souillées. Ceux des objets ci-dessus qui n'ont pas de valeur doivent être, soit jetés à la mer si le navire n'est pas dans un port ni dans un canal, soit détruits par le feu. Les autres doivent être portés à l'étuve dans des sacs imperméables lavés avec une solution de sublimé.

Les déjections des malades doivent être recueillies dans des vases contenant une solution désinfectante. Ces vases sont vidés dans les latrines, qui doivent être rigoureusement désinfectées après chaque projection de matières.

Les locaux occupès par les malades doivent être rigoureusement désinfectés.

Les opérations de désinfection doivent être faites conformément au numéro 5 du chapitre III de la présente Convention.

Art. 26. En cas de décès survenu pendant la traversée, le capitaine doit mentionner le décès en face du nom sur la liste visée par l'autorité du port de départ, et, en outre, inscrire sur son livre de bord le nom de la personne décédée, son âge, sa provenance, la cause présumée de la mort d' après le certificat du médecin et la date du décès.

En cas de décès par maladie transmissible, le cadavre, préalablement enveloppé d'un suaire imprégné d'un solution de sublimé, sera jeté à la mer.

Art. 27. La patente délivrée au port du départ ne doit pas être changé au cours du voyage.

Elle est visée par l'autorité sanitaire de chaque port de relâche. Celli-ci y inscrit:

1°. Le nombre des passagers débarqués ou embarqués dans ce port.

2°. Les incidents survenus en mer et touchant à la santé ou à la vie des personnes embarquées.

3°. L'état sanitaire du port de relâche.

Art. 28. Dans chaque port de relâche le capitaine doit faire viser par l'autorité compétente la liste dressée en exécution de l'article 9.

Dans le cas où un pèlerin est débarqué en cours de voyage,

le capitaine doit mentionner sur cette liste le débarquement en face du nom du pèlerin.

En cas d'embarquement, les personnes embarqués doivent être mentionnés sur cette liste conformément à l'article 9 et préablement au visa nouveau que doit apposer l'autorité compétente.

Art. 29. Le capitaine doit veiller à ce que toutes les opérations prophylactiques exécutées pendant le voyage soient inscrites sur le livre de bord. Ce livre est présenté par lui à l'autorité compétente du port d'arrivée.

Art. 30. Le capitaine est tenu de payer la totalité des taxes sanitaires qui doivent être comprises dans le prix du billet.

TITRE IV. *Pénalités.*

Art. 31. Tout capitaine convaincu de ne pas s'être conformé, pour la distribution de l'eau, des vivres ou du combustible, aux engagements pris par lui, sera passible d'une amende de deux livres turques (1). Cette amende est perçue au profit du pèlerin qui aura été victime du manquement et qui établira qu'il a en vain réclamé l'exécution de l'engagement pris.

Art. 32. Toute infraction à l'article 8 est punie d'une amende de 30 livres turques.

Art. 33. Tout capitaine qui aurait commis ou qui aurait sciemment laissé commettre une fraude quelconque concernant la liste des pèlerins ou la patente sanitaire prévues à l'article 9, est passible d'une amende de 50 livres turques.

Art. 34. Tout capitaine de navire arrivant sans patente sanitaire du port de départ, ou sans visa des ports de relâche, ou non muni de la liste règlementaire et régulièrement tenue suivant les articles 9, 27 et 28, est passible, dans chaque cas, d'une amende de 12 livres turques.

Art. 35. Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à bord plus de cent pèlerins sans la présence d'un *médecin commissionné*, conformément aux prescriptions de l'article 11, est passible d'une amende de 300 livres turques.

(1) La livre turque vaut 22 frs., 50.

Art. 36. Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à son bord un nombre de pèlerins supérieur à celui qu'il est autorisé à embarquer, conformément aux prescriptions de l'article 9, est passible d'une amende de 5 livres turques par chaque pèlerin en surplus.

Le debarquement des pèlerins dépassant le nombre régulier est effectué à la première station où réside une autorité compétente, et le capitaine est tenu de fournir aux pèlerins débarqués l'argent nécessaire pour poursuivre leur voyage jusqu'à destination.

Art. 37. Tout capitaine convaincu d'avoir débarqué des pèlerins dans un endroit autre que celui de leur destination, sauf leur consentement ou hors le cas de force majeure, est passible d'un amende de 20 livres turques par chaque pèlerin débarqué à tort.

Art. 38. Toutes autres infractions aux prescriptions du présent règlement sont punies d'une amende de 10 à 100 livres turques.

Art. 39. Toute contravention constatée en cours de voyage est annotée sur la patente de santé, ainsi que sur la liste des pèlerins. L'autorité compétente, en dresse procès-verbal pour le remettre à qui de droit.

Art. 40. Dans les port ottomans la contravention est établie et l'amende imposée par l'autorité compétente, conformément aux dispositions du chapitre V de la présente Convention.

Art. 41. Tous les agents appelés à concourir à l'exécution de ce règlement son passibles de punitions conformément aux lois de leurs pays respectifs en cas de fautes commises par eux dans son application.

Art. 42. Le présent règlement sera affiché dans la langue de la nationalité du navire et dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, en un endroit apparent et accessible, à bord de chaque navire transportant des pèlerins.

MESURES A PRENDRE POUR PREVENIR L'IMPORTATION DE LA PESTE.

1. VOIE DE TERRE.

Les mesures prises sur la voie de terre contre les provenan-

ces des régions contaminées de peste doivent être conformes aux principes sanitaires formulés par la présente Convention. Les pratiques modernes de la désinfection doivent être substituées aux quarantaines de terre.

Dans ce but, des étuves et d'autres outillages de désinfection seront disposés dans des points bien choisis sur les routes suivies par les voyageurs. Les mêmes moyens seront employés sur les lignes des chemins de fer créées ou à créer. Les marchandises seront désinfectées suivant les principes adoptés par la présente Convention.

Chaque Gouvernement est libre de fermer ses frontières aux passagers et aux marchandises.

2. VOIE MARITIME.

A] MESURES A PRENDRE DANS LA MER ROUGE.

Art. 1. — *Navires indemnes. a*) Les navires reconnus *indemnes*, après visite médicale, auront libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le navire devra toutefois avoir complété ou compléter dix jours pleins à partir du moment de son départ du dernier port contaminé.

Le seul régime que peut prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée consiste dans les mesures applicables aux navires suspects (visite médicale, désinfection du linge sale, évacuation de l'eau de cale et substitution d'un bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord).

b. Les *navires indemnes* ordinaires auront la faculté de passer le canal de Suez en quarantaine. Ils entreront dans la Méditerranée en continuant l'observation de dix jours. Les navires ayant un médecin et une étuve ne subiront pas la désinfection avant le transit en quarantaine.

Art. 2. — *Navires suspects.* Les *navires suspects* sont ceux à bord desquels il y a eu des cas de peste au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau depuis douze jours. Ces navires seront traités d'une façon différente suivant qu'ils ont ou n'ont pas à bord un médecin et un appareil à désinfection (étuve).

a. Les navires ayant un médecin et un appareil de désinfection (étuve), remplissant les conditions voulues, seront admis à passer le canal de Suez en quarantaine dans les conditions du règlement pour le transit.

b. Les autres navires suspects n'ayant ni médecin ni appareil de désinfection (étuve) seront, avant d'être admis à transiter en quarantaine, retenus aux Sources de Moïse pendant le temps nécessaire pour opérer les désinfections du ling sale, du linge de corps et autres objets susceptibles, et s'assurer de l'état sanitaire du navire.

S'il s'agit d'un navire postal ou d'un paquebot spécialement affecté au transport des voyageurs, sans appareil de désinfection [étuve], mais ayant un médecin à bord, si l'autorité locale a l'assurance, par une constatation officielle, que les mesures d'assainissement et de désinfection ont été convenablement pratiquées, soit au point de départ, soit pendant la traversée, le passage en quarantaine sera accordé.

S'il s'agit de navires postaux ou de paquebots spécialement affectés au transport des voyageurs, sans appareil de désinfection (étuve), mais ayant un médecin à bord, si le dernier cas de peste remonte à plus de quatorze jours et si l'état sanitaire du navire est satisfaisant, la libre pratique pourra être donnée à Suez, lorsque les opérations de désinfection seront terminées.

Pour un bateau ayant un trajet indemne de moins de quatorze jours, les passagers à destination d'Egypte seront débarqués aux Sources de Moïse et isolés pendant le temps nécessaire pour compléter dix jours; leur linge sale et leurs effets à usage seront désinfectés. Ils recevront alors la libre pratique. Les bateaux ayant un trajet indemne de moins de quatorze jours et demandant à obtenir la libre pratique en Egypte seront rentenus aux Sources de Moïse le temps nécessaire pour compléter dix jours; ils subiront la désinfection règlementaire.

Art. 3. — *Navires infectés*, c'est-à-dire ayant de la peste à bord ou ayant présenté des cas de peste depuis douze jours. Ils se divisent en navires avec médecin et appareil de désinfection (étuve), et navires sans médecin et sans appareil de désinfection (étuve).

(*a*) Les *navires sans médecin et sans appareil de désinfection* (*étuve*) seront arrêtés aux Sources de Moïse, les personnes atteintes de peste débarquées et isolées dans un hôpital. La désinfection sera pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers seront débarqués et isolés par groupes aussi peu nombreux que possible, de manière que l'ensemble ne soit

pas solidaire d'un groupe particulier si la peste venait à se développer. Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers se ont désinféctés ainsi que le navire.

Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas du déchargement des marchandises, mais seulement de la désinfection de la partie du navire qui a été infectée.

Les passagers resteront dix jours à l'établissement des Sources de Moïse; lorsque les cas de peste remonteront à plusieurs jours, la durée de l'isolement sera diminuée. Cette durée variera selon l'époque de l'apparition du dernier cas.

Ainsi, lorsque le dernier cas se sera produit depuis neuf, dix, onze ou douze jours, la durée de l'observation sera de 24 heures; s'il s'est produit depuis huit jours, l'observation sera de deux jours; s'il s'est produit depuis sept jours, l'observation sera de trois jours et ainsi de suite, comme cela est indiqué au tableau placé plus loin.

b. Navires avec médecin et appareil de désinfection (étuve).— Les navires avec médecin et étuve seront arrêtés au Sources de Moïse.

Le médecin du bord déclarera sour serment quelles sont les personnes à bord atteintes de peste. Ces malades seront débarqués et isolés.

Après le débarquement de ces malades, le linge sale du reste des passagers et de l'équipage subira la désinfection à bord.

Lorsque la peste se sera montrée exclusivement dans l'équipage, la désinfection du linge ne portera que sur le linge sale de l'équipage et le linge des postes de l'équipage.

Le médecin du bord indiquera aussi, sous serment, la partie ou le compartiment du navire et la section de l'hôpital dans lesquels le ou les malades auront été transportés. Il declarera également, sous serment, quelles sont les personnes qui ont été en rapport avec le pestiféré depuis la premiére manifestation de la maladie, soit par des contacts directs, soit par des contacts avec des objets capables de transmettre l'infection. Ces personnes seulement seront considérées comme "suspectes".

La parti ou le compartiment du navire et la section de l'hôpital dans lesquels le ou les malades auront été transportés, seront complètment désinfectés. On entend par "partie du navire" la cabine du malade, les cabines attenantes, le couloir de ces cabines, le pont, les parties du pont sur lesquelles le ou les malades auraient séjourné.

S'il est impossible de désinfecter la partie ou le compartiment du navire qui a été occupé par les personnes atteintes de peste sans débarquer les personnes déclarées suspectes, ces personnes seront ou placées sur un autre navire spécialement affecté à cet usage, ou débarquées et logées dans l'établissement sanitaire, sans contact avec les malades, lesquels seront placés dans l'hôpital.

La durée de ce séjour sur le navire ou à terre pour le désinfection sera aussi courte que possible et n'excédera pas vingt-quatre heures.

Les suspects subiront une observation, soit sur leur bâtiment, soit sur le navire affecté à cet usage ; la durée de cette observation variera selon le tableau suivant :

Lorsque le dernier cas de peste se sera produit dans le cours du douzième du onzième, du dixième ou du neuvième jour avant l'arrivée à Suez............	l'observation sera de 24 heures.
S'il s'est produit dans le cours du huitième jour avant l'arrivée à Suez....	— — 2 jours.
S'il s'est produit dans le cours du septième jour avant l'arrivée à Suez....	— — 3 jours.
S'il s'est produit dans le cours du sixième jour avant l'arrivée à Suez....	— — 4 jours.
S'il s'est produit dans le cours du cinquième ou du quatrième jour avant l'arrivée à Suez...........	— — 5 et 6 jours.

S'il s'est produit dans le cours du troisième jour ou du second jour avant l'arrivée à Suez	l'observation sera de 7 et 8 jours.
S'il s'est produit un jour avant l'arrivée à Suez....	— — 9 jours.

Le passage en quarantaine pourra être accordé avant l'expiration des délais indiqués dans le tableau ci-dessus si l'autorité sanitaire le juge possible; il sera en tout cas accordé lorsque la désinfection aura été accomplie, si le navire abandonne, outre ses malades, les personnes indiquées ci-dessus comme "suspectes".

Une étuve placée sur un ponton pourra venir accoster le navire pour rendre plus rapides les opérations de désinfection.

Les navires infectés demandant à obtenir la libre pratique en Egypte seront retenus dix jours aux Sources de Moïse à compter du dernier cas survenu à bord et subiront la désinfection règlementaire.

Le temps pris par les opérations de désinfection est compris dans la durée de l'observation.

Organisation de la surveillance et de la désinfection à Suez et aux Sources de Moïse.

1°. La visite mécale prévue par le règlement, sera faite, pour chaque navire arrivant à Suez, par un des médecins de la station. Elle sera faite de jour pour les provenances des ports contaminés de peste.

2°. Les médecins seront au nombre de sept, un médecin en chef, quatre titulaires et deux supplèants. Si le service médical était encore insuffisant, on aurait recours aux médecins de la marine des différents Etats, qui seraient placés sous l'autorité du médecin en chef de la station sanitaire.

3°. Ils seront pourvus d'un diplôme régulier, choisis de préférence parmi les médecins ayant fait des études spéciales pratiques d'épidémiologie et de bactériologie.

4°. Ils seront nommés par le Ministre de l'Intérieur, sur la présentation du Conseil sanitaire maritime et quarantenaire dEgypte.

5°. Ils recevront un traitement qui sera de six mille francs pour les médecins suppléants et qui, primitivement de huit mille francs, pourra s'élever progressivement à douze mille francs pour les quatre médecins et de douze mille à quinze mille francs pour le médecin en chef.

6°. La station de désinfection et d'isolement des Sources de Moïse est placée sous l'autorité du médecin en chef de Suez.

7°. Si des malades y sont débarqués, deux des médecins de Suez y seront internés, l'un pour soigner les pesteux, l'autre pour soigner les personnes non atteintes de peste.

8°. Le nombre des gardes sanitaires sera porté à vingt. Un de ces gardes sera spécialement chargé de l'entretien des étuves placées aux Sources de Moïse.

9°. La station de désinfection et d'isolement des Sources de Moïse comprendra :

a. Trois étuves à désinfection au moins, dont une sera placée sur un ponton ;

b. Un nouvel hôpital d'isolement de douze lits pour les malades et les suspects. Cet hôpital sera disposé de façon à ce que les malades, les suspects, les hommes et les femmes soient isolés les uns des autres ;

c. Des baraquements, des tentes-hôpital et des tentes ordinaires pour les personnes débarquées ;

d. Des baignoires et des douches-lavage en nombre suffisant ;

e. Les bâtiments nécessaires pour les services communs, le personnel médical, les gardes etc. ; un magasin, une buanderie ;

f. Un réservoir d'eau.

Passage en quarantaine du Canal de Suez.

1°. L'autorité sanitaire de Suez accorde le passage en quarantaine ; le Conseil en est immédiatement informé. Dans les cas douteux, la décision est prise par le Conseil.

2°. Un télégramme est aussitôt ëxpidié à l'autorité désignée par chaque Puissance. L'expédition du télégramme sera faite aux frais du bâtiment.

3°. Chaque Puissance édictera des dispositions pénales contre les bâtiments qui, abandonnant le percours indiqué par le capitaine, aborderaient indûment un des ports du territoire de cette Puissance. Seront exceptés les cas de force majeure et de relâche forcée.

Lors de l'arraissonnement, le capitaine sera tenu de déclarer s'il a à son bord des équipes de chauffeurs indigènes ou de serviteurs à gages quelconques, non inscrits sur le rôle d'équipage ou le régistre à cet usage. Les questions suivantes seront posées aux capitaines de tous les navires se présentant à Suez, venant du Sud. Ils y répondront sous serment :

"Avez-vous des auxiliaires: chauffeurs ou autres gens de service, non inscrits sur le rôle d'équipage ou sur le régistre spécial ? Quelle est leur nationalité ? Où les avez-vous embarqués ?"

Les médecins sanitaires devront s'assurer de la présence de ces auxiliaires et s'ils constatent qu'il y a des manquants parmi eux, chercher avec soin les causes de l'absence.

4°. Un officier sanitaire et deux gardes sanitaires montent à bord. Ils doivent accompagner le navire jusqu'à Port-Saïd; ils ont pour mission d'empêcher les communications et de veiller à l'exécution des mesures prescrites pendant la traversée du canal.

5°. Les voyageurs pourront s'embarquer à Port-Saïd en quarantaine. Mais tout embarquement ou débarquement et tout transbordement de passagers et de marchandises sont interdits pendant le parcours du canal de Suez à Port-Saïd.

6°. Les navires transitant en quarantaine devront effectuer le parcours de Suez à Port-Saïd sans garage.

En cas d'échouage ou de garage indispensable, les opérations nécessaires seront effectuées par le personnel du bord, en évitant toute communication avec le personnel de la Compagnie du Canal de Suez.

Les transport de troupes transitant en quarantaine seront tenus de traverser le canal seulement de jour.

S'ils doivent séjourner de nuit dans le canal, ils prendront leur mouillage au lac Timsah.

7°. Le stationnement des navires transitant en quarantaine est interdit dans le port de Port-Saïd, sauf dans le cas prévu aux parag. 5 et 8.

Les opérations de ravitaillement devront être pratiquées avec les moyens du bord. Ceux des chargeurs, ou toute autre personne, qui seront montés a bord, seront isolés sur le ponton quarantenaire. Leurs vêtements y subiront la désinfection règlementaire.

8°. Lorsqu'il sera indispensable, pour les navires transitant en quarantaine, de prendre du charbon à Port-Saïd, ces navires devront exécuter cette opération dans un endroit, offrant les garanties nécessaires d'isolement et de surveillance sanitaire, qui sera indiqué par le Conseil sanitaire. Pour les navires à bord desquels une surveilance efficace de cette opération est possible et où tout contact avec les gens du bord peut être évité, le charbonnage par les ouvriers du port sera autorisé. La nuit le lieu de l'opération devra être éclairé à la lumière électrique.

9°. Les pilotes, les électriciens, les agents de la Compagnie et les gardes sanitaires seront déposés à Port-Saïd, hors du port, entre les jetées, et de là conduits directement au ponton de quarantaine, où leurs vêtements subiront une désinfection complète.

Mesures à prendre pour les navires venant en Egypte d'un port contaminé de peste, par la Méditerranée.

1°. Les navires ordinaires indemnes venant d'un port d'Europe ou du bassin de la Méditerranée infecté de peste, se présentant pour passer le canal de Suez, obtiendront le passage en quarantaine. Ils continueront leur trajet en observation de dix jours.

2°. Les navires ordinaires indemnes, qui voudront aborder en Egypte, pourront s'arrêter à Alexandrie ou à Port-Saïd, où les passagers achèveront le temps de l'observation, soit dans le lazaret de Gabari, soit à bord, selon la décision de l'autorité sanitaire locale.

3°. Les mesures auxquelles sont soumis les navires infectés et suspects venants d'un port contaminé de peste d'Europe ou des rives de la Méditerranée, désirant aborder dans un des ports d'Egypte ou passer le canal de Suez, seront dé-

terminées par le Conseil sanitaire conformément au règlement adopté par la présente Convention.

Ces mesures, pour devenir éxécutoires, devront être acceptées par les diverses Puissances représentées au Conseil. Elles règleront le régime imposé aux navires, aux passagers et aux marchandises.

Le Conseil soumettra dans les mêmes formes aux Puissances un règlement visant les mêmes questions en ce qui concerne la choléra.

Ces deux règlements doivent être présentés dans le plus bref délai possible.

SURVEILLANCE SANITAIRE DES PELERINAGES DANS LA MER ROUGE.

Régime sanitaire applicable aux navires à pèlerins venant d'un port contaminé dans la station sanitaire (réorganisée) de Camaran.

Les navires à pèlerins venant du Sud et se rendant au Hedjaz devront au préable faire escale à la station sanitaire de Camaran et seront soumis au régime ci-après:

Les navires reconus "*indemnes*" après visite médicale auront libre pratique, lorsque les opérations suivantes seront terminées:

Les pèlerins seront débarqués; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, seront désinfectés; la durée de ces opérations en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser 72 heures.

Si aucun cas de peste n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront réembarqués immédiatement et le navire se dirigera vers le Hedjaz.

Les navires "*suspects*", c'est-à-dire ceux à bord desquels il y a eu des cas de peste au moment du départ, mais aucun cas nouveau depuis douze jours, seront traités de la façon suivante: les pèlerins seront débarqués; ils pendront une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages que peut être suspects, après l'appréciation de l'autoriré sanitaire, seront désinfectés; l'eau de la cale sera changée. Les parties du navire habitées par les malades seront désinfectées. La durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser 72 heures. Si aucun cas de peste n'est

constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront réembarqués immédiatement, et le navire sera dirigé sur Djeddah, où une seconde visite médicale aura lieu à bord. Si son résultat est favorable, et sur le vu de la déclaration écrite des médecins du bord, sous serment, qu'il n'y a pas eu de cas de peste pendant la traversée, les pèlerins seront immédiatement debarqués.

Si, au contraire, un ou plusieurs cas de peste ont éte constatés pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire sera renvoyé à Camaran, où il subira le régime des navires infectés.

Les *navires infectés*, c'est-à-dire ayant à bord des cas de peste, ou bien en ayant présenté depuis douze jours, subiront le régime suivant :

Les personnes atteintes de peste seront débarquées et isolées à l'hôpital. La désinfection sera pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers seront débarqués et isolés par groupes, aussi peu nombreux que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier, si la peste venait à s'y développer.

Le linge sale, les objets à usage, les vêtement de l'équipage et des passagers seront désinfectés ainsi que le navire.

L'autorité sanitaire locale décidera si le déchargement des gros bagages et des marchandises est nécessaire, si le navire entier doit être désinfecté ou si une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

Les passagers resteront douze jours à l'établissement de Camaran ; lorsque les cas de peste remonteront à plusieurs jours, la durée de l'isolement pourra être diminuée. Cette durée pourra varier selon l'époque de l'apparation du dernier cas et d'après la décision de l'autorité sanitaire.

Le navire sera dirigé ensuite sur Djeddah, où une visite médicale individuelle et rigoureuse aura lieu à bord. Si son résultat est favorable, les pèlerins seront débarqués. Si, au contraire, la peste s'était montrée à bord pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire serait renvoyé à Camaran, où il subirait de nouveau le régime des navires infectés.

Amélioration à apporter à la station de Camaran.

A. Evacuation complète de l'île de Camaran par ses babitants.

B. Moyens d'assurer la sécurité et de faciliter le mouvement de la navigation dans la baie de l'île de Camaran :

1°. Installation de bouées et de balises en nombre suffisant;

2°. Construction d'un môle ou quai principal pour débarquer les passagers et les colis;

3°. Un appontement différent pour embarquer séparément les pèlerins de chaque campement;

4°. Des chalands en nombre suffisant, avec un remorqueur à vapeur pour assurer le service de débarquement et d'embarquement des pèlerins;

Le débarquement des pèlerins des navires infectés sera opéré par les moyens du bord.

C. Installation de la station sanitaire, qui comprendra:

1°. Un réseau de voies ferrées reliant les débarcadères aux locaux de l'Aministration et de désinfection ainsi qu'aux locaux de divers services et aux campements;

2°. Des locaux pour l'Administration et pour le personnel des services sanitaires et autres;

3°. Des bâtiments pour la désinfection et le lavage des effets portés et autres objets;

4°. Des bâtiments où les pèlerins seront soumis à des bains-douches ou à des bains de mer pendant que l'on désinfectera les vêtements en usage.

5°. Des hôpitaux séparés pour les deux sexes et complètement isolés:

a. pour l'observation des suspects;

b. pour les pesteux;

c. pour les malades atteints d'autres affections contagieuses;

d. pour les malades ordinaires.

6°. Les campements seront séparés les uns des autres d'une manière efficace et la distance entre eux devra être la plus grande possible; les logements destinés aux pèlerins se-

ront construits dans les meilleures conditions hygiéniques et ne devront contenir que vingt-cinq personnes.

7°. Un cimetière bien situé et éloigné de toute habitation, sans contact avec une nappe d'eau souterraine, et drainé à 0 m. 50 au-dessous du plan des fosses.

D. Outillage sanitaire;

1°. Etuves à vapeur en nombre suffisant et présentant toutes les conditions de sécurité, d'efficacité et de rapidité;

2°. Pulvérisateurs, étuves à désinfection et moyens nécessaires pour la désinfection chimique analogues à ceux qui sont indiqués dans le chapitre III de l'annexe de la présente Convention;

3°. Machines à distiller l'eau; appareils destinés à la stérilisation de l'eau par la chaleur; machines à fabriquer la glace.

Pour la distribution de l'eau potable: canalisations et réservoirs fermés, étanches, et ne pouvant se vider que par des robinets ou des pompes;

4°. Laboratoire bactériologique avec le personnel nécessaire.

5°. Installation de tinettes mobiles pour receuillir les matières fécales préalablement désinfectées. Epandage de ces matières sur une des parties de l'ile les plus éloignées des campements, en tenant compte des conditions nécessaires pour le bon fonctionnement de ces champs d'épandage au point de vue de l'hygiène;

6°. Les eaux sales seront éloignées des campements sans pouvoir stagner ni servir à l'alimentation. Les eaux vannes qui sortent des hôpitaux seront désinfectées par le lait de chaux, suivant les indications contenues dans la chapitre III de l'annexe de la présente Convention.

E. L'autorité sanitaire assure, dans chaque campement, un établissement pour les comestibles, un pour le combustible.

La tarif prix fixés par l'autorité compétente est affiché dans plusieurs endroits du campement et dans les principales langues des pays habités par les pèlerins.

Le contrôle de la qualité des vivres et de l'approvisionne-

ment suffisant est fait chaque jour par le médecin du campement.

L'eau est fournie gratuitement.

Amélioration à apporter aux stations sanitaires d'Abou-Säad, de Vasta et d'Abu-Ali.

1°. Création de deux hôpitaux pour pesteux, hommes et femmes, à Abou-Ali ;

2°. Création à Vasta d'un hôpital pour malades ordinaires ;

3°. Installation à Abou-Säad et à Vasta de logements en pierre capables de contenir cinquante personnes par logement ;

4°. Trois étuves à désinfection placées à Abou-Säad, Vasta, Abou-Ali, avec buanderies et accessoires ;

5°. Etablissement de douches-lavages à Abou-Säad et à Vasta ;

6°. Dans chacune des îles d'Abou-Säad et de Vasta, des machines à distiller pouvant fournir ensemble quinze tonnes d'eau par jour ;

7°. Pour les cimetières, les matières fécales et les eaux sales, le régime sera réglé d'après les principes admis pour Camaran. Un cimetière sera établi dans une des îles.

En ce qui concerne les vivres et l'eau, les règles adoptées pour Camaran sous la lettre E sont applicables aux campements d'Abou-Säad, de Vasta et d'Abou-Ali.

Il est désirable que les installations de Abou-Säad, Vasta et Abou-Ali, soient terminées dans le plus bref délai possible.

Réorganisation de la station sanitaire de Djebel-Tor.

La Conférence confirme les recommandations et vœux déjà formulés laissant au Conseil Sanitaire le soin de réaliser ces améliorations et estime en outre :

1°, Qu'il est nécessaire de fournir aux pèlerins une bonne eau potable, soit qu'on la trouve sur place, soit qu'on l'obtienne par la distillation ;

2°. Qu'il importe que tous les vivres qui sont importés par les pèlerins de Djeddah et de Yambo, quand il y a de la peste au Hedjaz, soient désinfectés comme objets suspects, ou complètement détruits, s'ils se trouvent dans des conditions d'altération dangereuses ;

3°. Que des mesures doivent être prises pour empêcher les pèlerins d'emporter au départ de Djebbel-Tor des outres, qui seront remplacées par des vases en terre cuite ou des bidons métalliques ;

4°. Que chaque section doit être pourvue d'un médecin ;

5°. Qu'un capitaine de port doit être nommé à El-Tor, pour diriger les embarquements et les débarquements et pour faire observer les règlements par les capitaines des navires et les samboukdjis ;

6°. Que pendant les époques des pèlerinages les pèlerins seulement soient mis en observation à Djebel-Tor ;

7°. Que le village de Kouroum soit évacué ;

8°. Qu'un fil télégraphique relie le campement de Djebel-Tor à la station sanitaire de Suez.

REGLEMENT APPLICABLE DANS LES PORTS ARABIQUES DE LA MER ROUGE A L'EPOQUE DU PELERINAGE.

Régime sanitaire à appliquer aux navires à pèlerins venant du Nord.

I. Voyage d'aller.

Si la présence de la peste n'est pas constatée dans le port de départ ni dans ses environs, si aucun cas de peste ne s'est produit pendant la traversée, le navire est immédiatement admis à la libre pratique.

Si la présence de la peste est constatée dans le port de départ ou dans ses environs, ou si un cas de peste s'est produit pendant la traversée, le navire sera soumis à Djebel-Tor aux règles instituées pour les navires qui viennent du Sud et qui s'arrêtent à Camaran.

II. Voyage de retour.

Art. 1. Tout navire provenant d'un port du Hedjaz ou de tout autre port de la côte arabique de la mer Rouge, contaminé de peste, ayant à bord des pèlerins ou masses analogues, à destination de Suez ou d'un port de la Méditerrannée, est tenu de se rendre à El-Tor pour y subir l'observation règlementaire indiquée plus bas.

Il y sera procédé au débarquement des passagers, bagages et marchandises susceptibles et à leur désinfection, ainsi qu'à celle des effets à usage et du navire.

Art. 2. Les navires qui ramèneront les pèlerins ne traverseront le canal qu'en quarantaine.

Les pèlerins égyptiens après avoir quitté El-Tor, devront débarquer à Ras Mallap ou tout autre endroit désigné par le Conseil Sanitaire, pour y subir l'observation de trois jours et une visite médicale, avant d'être admis en libre pratique.

Dans le cas où, pendant la traversée de El-Tor à Suez, ces navires auraient eu un cas suspect à bord, ils seront repoussés à El-Tor.

Art. 3. Les agents des Compagnies de navigation et les capitaines sont prévenus qu'après avoir fini leur observation à la station sanitaire de El-Tor et à Ras Mallap, les pèlerins égyptiens seront seuls autorisés à quitter définitivement le navire pour rentrer ensuite dans leurs foyers. Ne seront reconnus comme Egyptiens ou résidant en Egypte que les pèlerins porteurs d'une carte de résidence émanant d'une autorité égyptienne, et conforme au modèle établi. Des exemplaires de cette carte seront déposés auprès des autorités consulaires et sanitaires de Djeddah et de Yambo, où les agents et capitaines de navire pouront les examiner.

Les pèlerins non égyptiens, tels que les Turcs, les Russes, les Persans, les Tunisiens, les Algériens, les Marocains, etc., ne pourront, après avoir quitté El-Tor, être débarqués dans un port égyptien.

En conséquence les agents de navigation et les capitaines sont prévenus que le transbordement des pèlerins étrangers à l'Egypte soit à Tor, soit à Suez, à Port Saïd ou à Alexandrie est interdit.

Les bateaux qui auraient à leur bord des pèlerins appartenant aux nationalités dénommées dans le paragraphe précédent suivront la condition de ces pèlerins et ne seront reçus dans aucun port égyptien de la Méditerranée.

Art. 4. Si la présence de la peste n'est pas constatée au Hedjaz et ne l'a pas été au cours du pèlerinage, les navires seront soumis à Djebel-Tor aux règles instituées à Camaran pour les navires indemnes.

Les pèlerins seront débarquées; ils prendront une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale, la parti de leurs effets à usage et de leurs bagage qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, seront désinfectés; la durée de ces operations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne devra pas dépasser soixante-douze heures.

Si la présence de la peste est constatée au Hedjaz ou l'a été au cours du pèlerinage, ces navires seront soumis, à Djebel-Tor, aux règles instituées à Camaran pour les navires infectés.

Les personnes atteintes de peste seront débarquées et isolées à l'hôpital. La désinfection sera pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers seront débarqués et isolés par groupes, aussi peu nombreux que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier, si la peste venait à s'y developper.

Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers seront désinfectés, ainsi que le navire.

L'autorité sanitaire locale décidera si le déchargement des gros bagages et des marchandises est nécessaire, si le navire entier doit être désinfecté ou si une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

Tous les pèlerins seront soumis à une observation de douze jours plein à partir de celui où ont été terminées les opérations de désinfection. Si un cas de peste s'est produit dans une section, la période de douze jours ne commence pour cette section qu'à partir de celui où le dernier cas a été constaté.

Art. 5. Les navires provenant d'un port contaminé de peste du Hedjaz ou de tout autre port de la côte arabique de la mer Rouge, sans y avoir embarqué des pèlerins ou masses analogues et qui n'auront pas eu à bord, durant la traversée, d'accident suspect, sont placés dans la catégorie des navires ordinaires suspects. Ils seront soumis aux mesures préventives et au traitement imposés à ces navires.

S'ils sont à destination de l'Egypte, ils subiront une observation de dix jours à compter de la date du départ, aux Sources de Moïse ; ils seront soumis en outre à toutes les mesures prescrites pour le bateaux suspects (désinfection. etc.) et ne seront admis à la libre pratique qu'après visite médicale favorable.

Il est entendu que, si ces navires, durant la traversée, ont eu des accidents suspects, l'observation sera subie aux Sources de Moïse et sera de douze jouss.

Art. 6. Les caravanes composées de pèlerins égyptiens devront, avant de se rendre en Egypte, subir une quarantaine de rigueur de douze jours à El-Tor; elles seront ensuite dirigées sur Ras Mallap pour y subir une observation de cinq jours, après laquelle elles ne seront admises en libre pratique qu'après visite médicale favorable et désinfection des effets.
Les caravanes composées de pèlerins étrangers devant se rendre dans leurs foyers par la voie de terre seront soumises aux mêmes mesures que les caravanes égyptiennes et devront être accompagnées par des gardes sanitaires jusqu'aux limites du désert.
Les caravanes venant du Hedjaz par la route de Akaba ou de Moïla, seront soumises, à leur arrivée au canal, à la visite médicale et à la désinfection du linge sale et des effets à usage.

Art. 7. 1°. Le transbordement des pèlerins est strictement interdit dans les ports égyptiens.

2°. Les navires venant du Hedjaz ou d'un port de la côte arabique de la mer Rouge avec patente nette, n'ayant pas à bord des pèlerins ou masses analogues et qui n'auront pas eu d'accident suspect durant la traversée, seront admis en libre pratique à Suez après visite médicale favorable.

Art. 8. Les navires partant du Hedjaz avec patente nette et ayant à leur bord des pèlerins à destination d'un port de la côte africaine de la mer Rouge sont autorisés à se rendre à Souakin pour y subir l'observation de trois jours avec débarquement des passagers au campement quarantenaire.

Art. 9. Les caravanes de pèlerins arrivant par voie de terre seront soumises à la visite médicale et à la désinfection aux Sources de Moïse.

Mesures sanitaires à appliquer au départ des pèlerins des ports du Hedjaz et allant vers le Sud.

Il y aura dans les ports d'embarquement des installations sanitaires assez complètes pour qu'on puisse appliquer aux pèlerins qui rentrent dans leur pays, les mesures qui sont obligatoires au moment du départ de ces pèlerins dans les ports situés audelà du détroit de Bab-el-Mandeb.

L'application de ces mesures sera facultative, c'est-à-dire qu'elles ne seront appliquées que dans les cas où l'autorité consulaire du pays auquel appartient le pèlerin, ou le médecin du navire à bord duquel il va s'embarquer, les jugera nécessaires.

B. Mesures à prendre dans le golfe Persique.

I. *Régime sanitaire applicable aux provenances maritimes dans le golfe Persique.*

Est considéré comme *infecté* le navire qui a la peste à bord ou qui a présenté un ou plusieurs cas de peste depuis douze jours.

Est considéré comme *suspect* le navire à bord duquel il y a eu des cas de peste au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas depuis douze jours.

Est considéré comme *indemne*, bien que venant d'un port contaminé, le navire qui n'a eu ni décès ni cas de peste à bord, soit avant le départ, soit pendant la traversée soit au moment de l'arrivée.

Les navires *infectés* sont soumis au régime suivant:

1°. Les malades sont immédiatement débarqués et isolés;

2°. Les autres personnes doivent être également débarquées, si possible, et soumises à une observation dont la durée variera selon l'état sanitaire du navire et selon la date du dernier cas, sans pouvoir dépasser dix jours;

3°. Le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers qui, de l'avis de l'autorité sanitaire du port, seront considérés comme contaminés, seront désinfectés ainsi que le navire ou seulement la partie du navire qui a été contaminée.

Une désinfection plus étendue pourra être ordonnée par l'autorité sanitaire locale.

Les navires *suspects* sont soumis aux mesures ci-après:

1°. Visite médicale;

2°. Désinfection; le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers qui, de l'avis de l'autorité sanitaire locale, seront considérés comme contaminés, seront désinfectés;

3°. Toutes les parties du navire qui ont été habitées par les malades ou les suspects, devront être désinfectées. Une désinfection plus étendue pourra être ordonnée par l'autorité sanitaire locale;

4°. Evacuation de l'eau de la cale après désinfection et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord;

5°. L'équipage et les passagers sont soumis à une observation de dix jours à compter du moment où il n'existe plus de cas de peste à bord.

Les navires *indemnes* seront admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Ces navires doivent, toutefois, avoir complété ou compléter dix jours pleins à partir du moment de leur départ du dernier port contaminé.

Le seul régime que peut prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée consiste dans les mesures applicables aux navires suspects (visite médicale, désinfection, évacuation de l'eau de cale et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord).

Il est entendu que l'autorité compétente du port d'arrivée pourra toujours réclamer du médecin ou, à son défaut, du capitaine et sous serment, un certificat attestant qu'il n'y a pas eu de cas de peste sur le navire depuis le départ.

L'autorité compétente du port tiendra compte, pour l'application de ces mesures, de la présence d'un médecin diplômé et d'un appareil de désinfection (étuve) à bord des navires des trois catégories susmentionnées.

Des mesures spéciales peuvent être prescrites à l'égard des navires offrant de mauvaises conditions d'hygiène.

Les marchandises arrivant par mer ne peuvent être traitées autrement que les marchandises transportées par terre, au point de vue de la désinfection et des défenses d'importation, de transit et de quarantaine.

Tout navire qui ne voudra pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité du port sera libre de reprendre la mer.

Il pourra être autorisé à débarquer ses marchandises, après que les précautions nécessaires auront été prises, savoir :

1°. Isolement du navire, de l'équipage et des passagers;

2°. Evacuation de l'eau de la cale, après désinfection;

3o. Substitution d'une bonne eau potable à celle qui était emmagasinée à bord.

Il pourra également être autorisé à débarquer les passagers qui en feraient la demande, à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité locale.

II. *Etablissements sanitaires du golfe Persique.*

Il y a lieu d'installer au golfe Persique deux établissements sanitaires, l'un au détroit d'Ormutz (île d'Ormutz, île de Kishm; ou, à leur défaut, une localité à fixer dans leur voisinage), l'autre aux environs de Bassorah dans un lieu à déterminér.

Il y aura à la station sanitaire du détroit d'Ormutz deux médecins au moins, des agents sanitaires, des gardes sanitaires et tout un outillage de désinfection. Un petit hôpital sera construit.

A la station des environs de Bassorah seront construits un grand lazaret et des installations pour la désinfection des marchandises et comportant un service médicale composé de plusieurs médecins.

Les navires, avant de pénétrer dans le golfe Persique, seront arraisonnés à l'établissement sanitaire du détroit d'Ormutz. Ils y subiront le régime sanitaire prescrit par le règlement. S'ils ont des malades atteints de peste à bord, ils les débarqueront.

Toutefois, les navires qui doivent remonter le Chat-El-Arab seront autorisés, si la durée de l'observation n'est pas terminée, à continuer leur route, à la condition de passer le golfe Persique et le Chat-El-Arab en quarantaine. Un gardien-chef, deux gardes sanitaires pris à Ormutz surveilleront le bateau jusqu'à Bassorah, où une seconde visite médicale sera pratiquée et où se feront les désinfections nécessaires.

Les bateaux qui doivent toucher aux ports de la Perse pour y débarquer des passagers ou des marchandises pourront faire ces opérations à Bender-Bouchir, lorqu'une installation sanitaire convennable y aura été établie; jusque-là ces opérations seront pratiquées à Ormutz ou à Bassorah.

Il est bien entendu qu'un navire qui reste indemne à l'expiration des dix jours à compter de la date à laquelle il a quitté le dernier port contaminé de peste, recevra la libre pratique

dans les ports du Golfe après constation à l'arrivée, de son état indemne.

Les établissements sanitaires d'Ormutz et de Bassorah seront placés sous la dépendance du Conseil Supérieur de santé de Constantinople. Pour la station d'Ormutz une entente sera établie entre le Gouvernements ottoman et le Gouvernement persan.

En attendant que les Gouvernements ottoman et persan aient établi cette entente, il sera organisé d'urgence dans une des îles du détroit d'Ormutz un poste sanitaire dans lequel seront placés, par les soins du Conseil sanitaire, des médecins et des gardes sanitaires. Ces derniers accompagneront les navires passant en quarantaine jusque dans le Chat-el-Arab, dans l'établissement placé aux environs de Bassorah.

Le Conseil Supérieur de santé de Constantinople devra, en outre, organiser sans délai les établissements sanitaires de Hannikim et de Kizil Dizé, près de Bayazid, sur les frontières turco-persane et turco-russe.

CHAPITRE II.

MESURES A PRENDRE EN EUROPE.

TITRE I. — *Mesures destinées à tenir les Gouvernements signataires de la Convention au courant de l'état d'une épidémie de peste, ainsi que des moyens employés pour éviter sa propagation et son importation dans les endroits indemnes.*

NOTIFICATION ET COMMUNICATIONS ULTÉRIEURES.

Le Gouvernement du pays contaminé doit notifier aux divers Gouvernements l'existence de tout cas de peste. Cette mesure est essentielle.

Elle n'aura de valeur réelle que si celui-ci est prévenu lui-même des cas de peste et des cas douteux survenus sur son territoire. On ne saurait donc trop recommander aux divers Gouvernements la déclaration obligatoire des cas de peste par les médecins.

L'objet de la notification sera l'existence de cas de peste, l'endroit où ces cas ont paru, la date de leur apparition, le nombre des cas constatés et celui des décès.

La notification sera faite aux agences diplomatiques ou consulaires dans la capitale du pays contaminé. Pour les pays qui n'y sont pas représentés, la notification sera faite directement par télégraphe aux Gouvernements étrangers.

Cette première notification sera suivie de communications

ultérieures données d'une façon régulière, de manière à tenir les Gouvernements au courant de la marche de l'épidémie. Ces communications se feront au moins une fois par semaine.

Les renseignements sur le début et sur la marche de la maladie devront être aussi complets que possible. Ils indiqueront plus particulièrement les mesures prises en vue de combattre l'extension de l'épidémie. Ils devront préciser les mesures phophylactiques adoptées relativement :

à l'inspection sanitaire ou à la visite médicale,

à l'isolement,

à la désinfection,

et les mesures prescrites au point de vue du départ des navires et de l'exportation des objets susceptibles.

Il est entendu que les pays limitrophes se réservent de faire des arrangements spéciaux en vue d'organiser un service d'informations directes entre les chefs des administrations des frontières.

Le Gouvernement de chaque Etat sera tenu de publier immédiatement les mesures qu'il croit devoir prescrire au sujet des provenance d'un pays ou d'une circonscription territoriale contaminée.

Il communiquera aussitôt cette publication à l'agent diplomatique ou consulaire du pays contaminé, résidant dans sa capitale. A défaut d'agence diplomatique ou consulaire dans la capitale, la communication se fera directement au Gouvernement du pays intéressé.

Il sera tenu également de faire connaître par les mêmes voies le retrait de ces mesures ou les modifications dont elles seraient l'objet.

TITRE II. *Conditions dans lesquelles une circonscription* (1) *territoriale doit être considérée comme contaminée ou saine.*

Est considérée comme contaminée toute circonscription où a été constatée officiellement l'existence de cas de peste.

---

(1) On entend par le mot *circonscription* une partie de territoire d'un pays placéé-sous une autorité administrative bien déterminée, ainsi : une province, un "gouvernement", un district, un département, un canton, une île, une comune, une ville, un village, un port, un polder, etc., quelles que soient l'étendue et la population de ces portions de territoire.

N'est plus considérée comme contaminée toute circonscription dans laquelle la peste a existé, mais où, après constation officielle, il n'y a eu ni décès, ni cas nouveau de peste depuis dix jours après la guérison ou la mort du dernier pesteux, à condition que les mesures de désinfection nécessaires aient été exécutées.

Les mesures préventives seront appliquées au territoire contaminé à partir du moment où des cas de peste auront été officiellement constatés.

Ces mesures cesseront d'être appliquées dès qu'il aura été officiellement constaté que la circonscription est redevenue saine.

Ne sera pas considéré comme autorisant l'application de ces mesures le fait que quelques cas importés se sont manifestés dans une circonscription territoriale, sans donner lieu à des cas de transmission.

TITRE III. *Nécessité de limiter aux circonscriptions territoriales contaminées les mesures destinées à empêcher la propagation de l'épidémie.*

Pour restreindre les mesures aux seules régions atteintes, les Gouvernements ne doivent les appliquer qu'aux provenances des circonscription contaminées.

Mais cette restriction limitée à la circonscription contaminée ne devra être acceptée qu'à la condition formelle que le Gouvernement du pays contaminé prenne les mesures nécessaires pour prévenir l'exportation des objets susceptibles provenant de la circonscriptions contaminée.

Quand une circonscription est contaminée, aucune mesure restrictive ne sera prise contre les provenances de cette circonscription, si ces provenances l'ont quittée cinq jours au moins avant le premier cas de peste.

TITRE IV. *Marchandises ou objets susceptibles envisagés au point de vue des défenses d'importation ou de transit et de la désinfection.*

I. IMPORTATION ET TRANSIT.

Les objets ou marchandises susceptibles, qui peuvent être prohibés á l'entrée, sont :

1°. Les linges de corps, hardes et vêtements portés (effets à usage), les literies ayant servi.

Lorsque ces objets sont transportés comme bagages ou à la

suite d'un changement de domicile (effets d'installation), ils sont soumis à un régime spécial.

Les paquets laissés par les soldats et les matelots et renvoyés dans leur patrie après décès sont assimilés aux objets compris dans le 1o. qui précède.

2°. Les chiffons et drilles, sans en excepter les chiffons comprimés par la force hydraulique, qui sont transportés comme marchandises en ballots.

3°. Les sacs usés, les tapis, les broderies ayant servi.

4°. Les cuirs verts, les peaux non tannées, les peaux fraîches.

5°. Les débris frais d'animaux, onglons, sabots, crins, poils, soies et laines brutes.

6°. Les cheveux.

Le transit des marchandises ou objets susceptibles, emballés de telle façon qu'ils ne puissent être manipulés en route, ne doit pas être interdit.

De même, lorsque les marchandises ou objets susceptibles sont transportés de telle façon qu'en cours de route, ils n'aient pu être en contact avec des objets souillés, leur transit à travers une circonscription territoriale contaminée ne doit pas être un obstacle à leur entrée dans le pays de destination.

Les marchandises et objets susceptibles ne tomberont pas sous l'application des mesures de prohibition à l'entrée, s'il est démontré à l'autorité du pays de destination qu'ils ont été expédiés cinq jours au moins avant le premier cas de peste.

Il n'est pas admissible que les marchandises puissent être retenues en quarantaine, aux frontières de terre. La prohibition pure et simple ou la désinfection sont les seules mesures qui puissent être prises.

II. Desinfection.

Bagages. La désinfection sera obligatoire pour le linge sale, les hardes, vêtements et objets, qui font partie de bagages ou de mobiliers (effets d'installation), provenant d'une circonscription territoriale déclarée contaminée et que l'autorité sanitaire locale considérera comme contaminés.

Marchandises. La désinfection ne sera appliquée qu'aux marchandises et objets que l'autorité sanitaire locale considé-

rera comme contaminés, ou à ceux dont l'importation peut être défendue.

Il appartient à l'autorité du pays de destination de fixer le mode et l'endroit de la désinfection.

La désinfection devra être faite de manière à ne détériorer les objets que le moins possible.

Il appartient à chaque Etat de régler la question relative au payement éventuel de dommages-intérêts résultant d'une désinfection.

Les lettres et correspondances imprimés, livres, journaux, papiers d'affaires etc. (non compris les colis postaux) ne seront soumis à aucune restriction ni désinfection.

Titre V. *Mesures à prendre aux frontières terrestre. Service des chemins de fer. Voyageurs.*

Les voitures affectées au transport des voyageurs, de la poste et des bagages ne peuvent être retenues aux frontières.

S'il arrive qu'une de ces voitures soit souillée, elle sera détachée du train pour être désinfectée, soit à la frontière, soit à la station d'arrêt la plus rapprochée, lorsque la chose sera possible.

Il en sera de même pour les wagons à marchandises.

Il ne sera plus établi de quarantaines terrestres. Seules les personnes présentant des sypmtômes de peste peuvent être retenues.

Ce principe n'exclut pas le droit pour chaque Etat, de fermer, au besoin, une partie de ses frontières.

Il importe que les voyageurs soient soumis, au point de vue de leur état de santé, à une surveillance de la part du personnel des chemins de fer.

L'intervention médicale se bornera à une visite des voyageurs et aux soins à donner aux malades.

S'il y a visite médicale, elle sera combinée autant que possible avec la visite douanière de façon que les voyageurs soient retenus le moins longtemps possible.

Dès que les voyageurs venant d'un endroit contaminé seront arrivés à destination, il serait de la plus haute utilité de les soumettre à une surveillance de dix jours à compter de la date du départ.

Les mesures concernant le passage aux frontières du personnel des chemins de fer et de la poste sont du ressort des

administrations intéressées. Elles seront combinées de façon à ne pas entraver le service régulier.

Les Gouvernements se réservent le droit de prendre des mesures particulières à l'égard de certaines catégories de personnes, notamment envers :

a. Les bohémiens et les vagabonds ;

b. Les émigrants et les personnes voyageant ou passant la frontière par troupes.

TITRE VI. *Régime spécial des zônes-frontières.*

Le règlement du trafic-frontière et des questions inhérentes à ce trafic, ainsi que l'adoption de mesures exceptionnelles de surveillance, doivent être laissés à des arrangements spéciaux entre les Etats limitrophes.

TITRE VII. *Voies fluviales, fleuves, canaux et lacs.*

On doit laisser aux Gouvernements des Etats riverains le soin de régler, par des arrangements spéciaux, le régime sanitaire des voies fluviales.

TITRE VIII. *Partie maritime. Mesures à prendre dans les ports.*

Est considéré comme *infecté* le navire qui a la peste à bord ou qui a présenté un ou plusieurs cas de peste depuis douze jours.

Est considéré comme *suspect* le navire à bord duquel il y a eu des cas de peste au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau depuis douze jours.

Est considéré comme *indemne*, bien que venant d'un port contaminé, le navire qui n'a eu ni décès ni cas de peste à bord, soit avant le départ, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée.

Les navires *infectés* sont soumis au régime suivant :

1°. Les malades sont immédiatement débarqués et isolés.

2°. Les autres personnes doivent être également débarquées, si possible, et soumises à une observation ou à une

surveillance (1) dont la durée variera selon l'état sanitaire du navire et selon la date du dernier cas, sans pouvoir dépasser dix jours.

3°. Le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers, qui, de l'avis de l'autorité sanitaire du port, seront considérés comme contaminés, seront desinfectés.

4°. L'eau de la cale sera évacuée après désinfection et l'on substituera une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord.

5°. Toutes les parties du navire qui ont été habitées par les pesteux devront être désinfectées Une désinfection plus étendue pourra être ordonnée par l'autorité sanitaire locale.

Les navires *suspects* sont soumis aux mesures ci-après:

1°. Visite médicale.

2°. Désinfection : le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers, qui, de l'avis de l'autorité sanitaire locale, seront considérés comme contaminés, seront désinfectés.

3°. Evacuation de l'eau de la cale après désinfection et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord.

4°. Désinfection de toutes les parties du navire qui ont été habitées par les pesteux. Une désinfection plus étendue pourra être ordonnée par l'autorité sanitaire locale.

Il est recommandé de soumettre à une surveillance, au point de vue de leur état de santé, l'équipage et les passagers pendant dix jours à dater de l'arrivée du navire.

Il est également recommandé d'empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

---

(1) Le mot "observation" vent dire : isolement des voyageurs soit à bord d'un navire, soit dans un lazaret, avant qu'ils n'obtiennent la libre pratique.

Le mot "surveillance" veut dire : les voyageurs ne seront pas isolés ; ils obtiennent de suite la libre pratique, mais sont suivis dans les diverses localités où ils se rendent et soumis à un examen médical constatant leurs état de santé.

Les navires *indemnes* seront admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que peut prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée consiste dans les mesures applicaples aux navires suspects (visite médicale, désinfection, évacuation de l'eau de cale et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord), sauf toutefois ce qui a trait à la désinfection du navire.

Il ost recommandé de soumettre à une surveilladce, au point de vue de leur état de santé, l'équipage et les pasagers pendant dix jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé.

Il est également recommandé d'empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

Il est entendu que l'autorité compétente du port d'arrivée pourra toujours réclamer un certificat du médecin du bord ou, à son défaut, du capitaine, et sous serment, attestant qu'il n'y a pas eu de cas de peste sur le navire depuis le départ.

L'autorité compétente du port tiendra compte, pour l'application de ces mesures, de la présence d'un médecin et d'un appareil de désinfection (étuve) à bord des navires de trois catégories susmentionnées.

Des mesures spéciales peuvent être prescrites à l'égard des navires encombrés, notamment, des navires d'émigrants ou de tout autre navire offrant de mauvaises conditions d'aygiène.

Les marchandises arrivant par mer ne peuvent être traitées autrement que les marchandises transportées par terre, au point de vue de la désinfection et des défenses d'importation, de transit et de quarantaine.

Tout navire qui ne voudra pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité du port sera libre de reprendre la mer.

Il pourra être autorisé à débarquer ses marchandises, après que les précautions nécessaires auront été prises, à savoir :

1°. Isolement du navire, de l'équipage et des passagers.

2°. Evacuation de l'eau de la cale, après désinfection.

3°. Substition d'une bonne eau potable à celle qui était emmagasinée à bord.

Il pourra également être autorisé à débarquer les passagers qui en feraient la demande à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité locale.

Chaque pays doit pourvoir au moins un des ports du littoral de chacune de ses mers d'un organisation et d'un outillage suffisants pour recevoir un navire, quel que soit son état sanitaire.

Les bateaux de cabotage feront l'objet d'un régime spécial à établir d'un commun accord entre les pays intéressés.

TITRE IX. *Mesures à prendre à l'égard des navires provenant d'un port contaminé et remontant le Danube.*

En attendant que la ville de Soulina soit pourvue d'une bonne eau potable, les bateaux qui remontent le fleuve devront être soumis à une hygiène rigoureuse.

L'encombrement des passagers sera strictement interdit.

Les bateaux entrant en Roumanie par le Danube seront retenus jusqu'à la visite médicale et jusqu'à parachèvement des opérations de désinfection.

Les bateaux se présentant à Soulina devront subir, avant de pouvoir remonter le Danube, une ou plusieurs visites médicales faites de jour. Chaque matin, à une heure indiquée, le médecin s'assurera de l'état de santé de tout le personnel du bateau et ne permettra l'entrée que s'il constate que cet état est satisfaisant. Il délivrera sans frais au capitaine ou au batelier un passeport sanitaire ou patente, ou certificat dont la production sera exigée aux garages ultérieurs.

Il y aura une visite chaque jour. La durée de l'arrêt à Soulina des navires non infectés ne dépassera pas six jours. La désinfection des linges contaminés sera effectuée dès l'arrivée.

On substituera une eau potable de bonne qualité à l'eau douteuse qui pourrait être à bord.

L'eau de la cale sera désinfectée.

Les mesures qui viennent d'être indiquées ne seront applicables qu'aux provenances des ports contaminés de peste.

Il est bien entendu qu'un navire provenant d'un port non contaminé pourra, s'il ne veut pas être soumis aux mesures restrictives précédemment indiquées, ne pas accepter les voyageurs venant d'un port contaminé.

Le régime pour les bateaux suspects et infectés sera le même que dans les autres ports d'Europe.

CHAPITRE III.

INSTRUCTIONS RECOMMANDEES POUR FAIRE LES OPERATIONS DE DESINFECTION.

1°. Les hardes, vieux chiffons, pansements infectés, les papiers et autres objets sans valeur seront détruits par le feu.

2°. Les linges, objets de literie, vêtement, matelas, tapis, etc., contaminés ou suspects, seront désinfectés dans des étuves fonctionnant à *la pression normale ou à la pression d'une atmosphère et demie à deux atmosphères, avec ou sans circulation de vapeur saturée.*

Pour être considérées comme instruments de désinfection efficaces, ces étuves doivent être soumises à des épreuves indiquant, à l'aide du *thermomètre à signal*, le moment où la température réelle obtenue au sein d'un matelas s'élève au moins à 100°.

Pour être certain de l'efficacité de l'opération, cette température doit être maintenue réelle pendant dix à quinze minutes.

3°. Solutions désinfectantes :

a. Solution de sublimé à 1 pour 1000, *additionnée de* 10 *grammes de chlorure de sodium.*

Cette solution sera colorée avec du *bleu d'aniline ou du bleu d'indigo.* Elle ne sera pas mise dans des vases métalliques ;

b. Solution d'acide phénique pur cristallisé à 5 % *ou d'acide phénique brut, impur, du commerce* à 5 % *dans une dissolution chaude de savon noir ;*

c. Le lait de chaux fraîchement préparé (1).

4°. Recommandations spéciales à observer dans l'emploi des solitions désinfectantes.

On plongera dans la solution de sublimé les linges, vêtements, objets souillés par les déjections des malades. La solution d'acide phénique pur et la solution savonneuse phéniquée conviennent parfaitement pour le même usage. Les objets resteront dans la solution six heures au moins.

On lavera avec la solution de sublimé les objets qui ni peu-

---

(1) Pour avoir du lait de chaux très actif, on prend de la chaux de bonne qualité, on la fait se déliter en l'arrosant petit à petit avec la moitié de son poids d'eau. Quand la délitescence est effectuée, on met la poudre dans un récipient soigneusement bouché et placé dans un endroit sec. Comme un kilogramme de chaux qui absorbe 500 gr. d'eau pour se déliter a acquis un volume de 2 litres 200, il suffit de la délayer dans le double de son volume d'eau, soit 4 kgr. 400 gr., pour avoir un lait de chaux qui soit environ à 20 pour 100.

vent supporter sans détérioration la température de l'étuve (100°), les objets en cuir, bois collé, feutre, velours, soie, etc.; les pièces de monnaie pourront être désinfectées par la solution phéniquée savonneuse.

Les personnes qui donnent des soins aux malades se laveront les mains et le visage avec la solution de sublimé ou une des solutions phéniquées.

Les solutions phéniquées serviront surtout pour désinfecter les objets qui ne supportent ni la température de 100° cent., ni le contact du sublimé, tels que les métaux, les instruments, etc.

Le lait de chaux est spécialement recommandé pour la désinfection des déjections et des vomissements. Les crachats et les matières purulentes doivent être détruits par le feu.

5°. Désinfection des bateaux occupés par des malades atteints de peste.

On videra la ou les cabines et toutes les parties du bâtiment occupées par des malades ou des suspects; on soumettra tous les objets aux prescriptions précédentes.

On désinfectera les parois à l'aide de la solution de sublimé additionnée de 10% d'alcool. La pulvérisation se fera en commençant par la parti supérieure de la paroi suivant une ligne horizontale; on descendra successivement de telle sorte que toute la surface soit couverte d'une couche de fines gouttelettes.

Les planchers seront lavés avec la même solution.

Deux heures après, on frottera et on lavera les parois et le plancher à grande eau.

6°. Désinfection de la cale d'un navire infecté.

Pour désinfecter la cale d'un navire on injectera d'abord, afin de neutraliser l'hydrogène sulfuré, une quantité suffisante de sulfate de fer, on videra l'eau de la cale, on la lavera à l'eau de mer; puis on injectera une certaine quantité de la solution de sublimé.

L'eau de cale ne sera pas déversée dans un port.

CHAPITRE IV.

MESURES DE PRESERVATION QU'IL EST RECOMMANDE DE PRENDRE À BORD DES NAVIRES AU MOMENT DU DEPART, PENDANT LA TRAVERSEE ET LORS DE L'ARRIVEE.

NOTE. La transmission de la peste paraît se faire par les

excrétions des malades (crachats, déjections), les produits morbides [suppuration des bubons, des anthrax, etc.] et, par suite, par les linges, les vêtements et les mains souillés.

I. Mesures à prendre au point de départ.

1°. Le capitaine veillera à ne pas laisser embarquer les personnes suspectes d'être atteintes de la peste. Il refusera d'accepter à bord les linges, hardes, objets de literie et en général tous objets sales ou suspect.

Les objets de literie, vêtements, hardes, etc, ayant appartenu à des malades atteints de peste ne seront pas admis à bord.

2°. Avant l'embarquement, le navire sera mis dans un état de propreté parfaite ; au besoin il sera désinfecté.

3°. Il est indispensable que l'eau potable embarquée a bord soit prise à une source qui soit à l'abri de toute contamination possible.

L'eau n'expose à aucun danger si elle est distillée ou bouillie.

II. Mesures à prendre pendant la traversée.

1°. Il est désirable que dans chaque navire un endroit spécial soit réservé pour isoler les personnes atteintes d'une affection contagieuse.

2°. S'il n'en existe pas, la cabine ou tout autre endroit dans lequel une personne est atteinte de peste sera mise en interdit.

Seules les personnes chargées de donner des soins aux malades y pourront pénétrer. Elles-mêmes seront isolées de tout contact avec les autres personnes.

3°. Les objets de literie, les linges, les vêtements qui auront été en contact avec le malade seront immédiatement et dans la chambre même du malade plongés dans une solution désinfectante. Il en sera de même pour les vêtements des personnes qui leur auront donné des soins et qui auraient été souillés.

Ceux de ces objets qui n'ont pas de valeur seront brûlés ou jetés à la mer, si le navire n'est pas dans un port ou dans un canal. Les autres seront portés à l'étuve dans des sacs imperméables lavés avec une solution de sublimé, de façon à éviter tout contact avec les objets environnants.

S'il n'y a pas d'étuve à bord, ces objets resteront plongés dans la solution désinfectante pendant six heures.

4°. Les excrétions des malades (crachats, matières, fécales, urine) seront reçues dans un vase dans lequel on aura préalablement versé un verre d'une solution désinfectante indiquée plus haut.

Ces excrétions seront immédiatement jetées dans les cabinets. Ceux-ci seront rigoureusement désinfectés après chaque projection.

5°. Les locaux occupés par les malades seront rigoureusement désinfectés suivant les règles indiquées plus haut.

6°. Les cadavres, préalablement enveloppés d'un suaire imprégné de sublimé, seront jetés à la mer.

7°. Toutes les opérations prophylactiques exécutées pendant la traversée seront inscrites sur le journal du bord, qui sera présenté à l'autorité sanitaire au moment de l'arrivée dans un port.

8°. Ces prescriptions devront être appliquées à tout ce qui a èté en contact avec les malades, quelles qu'aient été la gravité et l'issue de la maladie.

III. Mesures à prendre lors de l'arrivée.

1°. Si le navire est infecté, les personnes atteintes seront débarquées et isolées dans un local spécial.

Seront considérés comme douteux les individus ayant été en contact avec les malades.

2°. Tous les objets contaminés et les objets tels que les habits, les objets de literie, matelas, tapis et autres objets qui ont été en contact avec le malade, les vêtements de ceux qui lui ont donné des soins, les objets contenus dans la cabine du malade et dans les cabines, le pont ou les parties du pont sur lesquelles le malade aurait séjourné, seront désinfectés.

CHAPITRE V.

SURVEILLANCE ET EXECUTION.

Compétence du Conseil Supérieur de santé de Constantinople

(Mer Rouge—Golfe Persique—Frontières Turco—Persane et Turco—Russe).

1°. La mise en pratique est la surveillance des mesures contre l'invasion de la peste arrêtées par la présente Convention, sont confiées, dans l'étendue de la compétence du Conseil Supérieur de santé de Constantinople, au Comité établi par l'article 1 de l'annexe IV de la Convention de Paris, du 3 avril 1894, avec cette disposition interprétative, que les membres de ce Comité seront pris exclusivement dans le sein du Conseil Supérieur de santé de Constantinople et représenteront les Puissances qui auront adhéré ou adhéreront aux Conventions sanitaires de Venise 1892, de Dresde 1893, de Paris 1894 et de Venise 1897.

2°. Le corps de médecins diplômés et compétents, de désinfecteurs et de mécaniciens bien exercés et de gardes sanitaires recrutés parmi les personnes ayant fait le service militaire, comme officiers ou sous-officiers, prévu à l'article 2 de l'annexe IV de la même Convention, est chargé d'assurer le bon fonctionnement des divers établissements sanitaires énumérés et institués par les règlements actuels.

3°. Les dépenses d'établissement des postes sanitaires définitifs et provisoires prévus par la présente Convention sont, quant à la construction des bâtiments, à la charge du Gouvernement ottoman. Le Conseil Supérieur de santé de Constantinople est autorisé, si besoin est et vu l'urgence, à faire l'avance des sommes nécessaires sur le fonds de réserve, qui lui seront fournies, sur sa demande, par la "Commission mixte chargée de la révision du tarif sanitaire". Il devra, dans ce cas, veiller à la construction de ces établissements.

4°. Le conseil Supérieur de santé de Constantinople devra, en outre, organiser sans délai les établissements sanitaires de Hannikim et de Kizil Dizé, près de Bayazid, sur les frontières turco-persane et turco-russe, au moyen des fonds qui sont dès maintenant mis à sa disposition.

5°. Les articles 4, 5 et 6 de l'annexe IV de la Convention de Paris de 1894 sont applicables aux dispositions du présent règlement.

Compétence du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte.

6°. Les dépenses résultant des mesures prévues par les

règlements contenus dans la Convention pourront être couvertes par les moyens suivants que la Conférence a recommandés autant pour les nouvelles installations aux Sources de Moïse que pour l'augmentation du personnel dépendant du Conseil sanitaire:

a. Prorogation, avec l'assentiment des Puissances, du Décret Khédivial du 28 décembre 1896 (fixant au 1 Juillet 1897 l'entrée en vigueur du tarif réduit des droits de phare) jusqu'au moment où la différence entre le rendement du tarif actuel et du tarif réduit aura atteint le chiffre de L. ég. 4000. La somme ainsi réalisée sera affectée aux dépenses extraordinaires [nouvelles installations aux Sources de Moïse]

b. pour les dépenses *ordinaires* (augmentation du personnel) versement annuel au Conseil sanitaire, par le Gouvernement égyptien, d'une somme de L. ég. 4000, qui pourrait être prélevée sur l'excédent du service des phares resté à la disposition de Gouvernement. Toutefois il sera déduit de cette somme le produit d'une taxe quarantenaire supplémentaire de P. T. 10 (piastres tarif) par pèlerin, à prélever à El-Tor.

Au cas où le Gouvernement égyptien verrait des difficultés à supporter cette part dans les dépenses, les Puissances représentées au Conseil sanitaire s'entendraient avec le Gouvernement Khédivial pour assurer la participation de ce dernier aux dépenses prévues.

VERTALING.

CONVENTIE.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en in Hoogstderzelver naam Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk; Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van Pruisen, in naam van het Duitsche Rijk; Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Bohemen, enz., enz., en Apostolisch Koning van Hongarije; Zijne Majesteit de Koning der Belgen; Zijne Majesteit de Koning van Spanje en in Hoogstdeszelfs naam Hare Majesteit de Koningin-Regentes van het Koninkrijk; de President dar Fransche Republiek; Hare Majesteit de Koningin van het Vereenigd Koninkrijk van Groot Brittannië en Ierland, Keizerin van Indië; Zijne Majesteit de Koning der Hellenen; Zijne Majesteit de Koning van Italië; Zijne Koninklijke Hoogheid de Groot-Hertog van Luxemburg; Zijne Hoogdheid de Vorst van Montenegro; Zijne Majesteit de Keizer der Ottomanen; Zijne Majesteit de Schah van Perzië; Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven; Zijne Majesteit de Koning van Rumenië; Zijne Majesteit de Keizer aller Russen; Zijne Majesteit de Koning van Servië; de Zwitsersche Bondsraad,

Besloten hebbende zich met elkander te verstaan omtrent het vaststellen van maatregelen ter voorkoming van het binnendringen en verspreiden der pest en omtrent het daarvoor in te stellen gezondheidstoezicht in de Roode Zee en de Perzische golf, hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd;

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en in Hoogstdeszelver naam Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk:

Jhr. P. J. F. M. VAN DER DOES DE WILLEBOIS, Politiek agent en Consul-Generaal der Nederlanden in Egypte, Ridder der Orde van den Nederlandschen Leeuw,

den heer dr. W. P. RUYSCH, Adviseur van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, ridder der Orde van den Nederlandschen Leeuw;

Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van Pruisen, in naam van het Duitsche Rijk:

den heer OTTO VON MÜHLBERG, Hoogstdeszelfs werkelijken geheimen gezantschapsraad,

den heer CURT LEHMANN, Hoogstdeszelfs werkelijken Gezantschapsraad;

Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Boheme; enz., enz., enz., Apostolisch Koning van Hongarije:

den heer Graaf HENRY VON LÜTZOW, Hoogstdeszelfs Kamerheer en Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Dresden,

den Heer A. Ridder VON SUZZARA, Hof- en Ministerieraad aan het Keizerlijk en Koninklijk Ministerie van Buitenlandsche Zaken,

den heer dr. Ridder VON KUSY, Ministerieraad aan het Keizerlijk en Koninklijk Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Oppergezondheidsraad;

den heer N. EBNER VON EBENTHALL, Ministerieraad aan het Keizerlijk en Koninklijk Ministerie van Koophandel.

den heer Dr. CHYZER, Ministerieraad en Hoofd der gezondheidsafdeeling aan het Koninklijk Hongaarsch Ministerie van Binnenlandsche Zaken;

den heer E. ROEDIGER, Afdeelingsraad aan het Koninklijk Hongaarsch Ministerie van Koophandel;

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

den heer BECO, Secretaris-Generaal van Hoogstdeszelfs Ministerie van Landbouw en Openbare Werken, Commandeur der Koninklijke Leopoldsorde;

den heer Dr. E. VAN ERMENGEM, Hoogleeraar in de gezondheidsleer en bacteriologie aan de Universiteit van Gent, Officier der Koninklijke Leopoldsorde;

Zijne Majesteit de Koning van Spanje en in Hoogstdeszelfs naam Hare Majesteit de Koningin-Regentes van het Koninkrijk:

DON SILVERIO BAGUER DE CORSI Y RIVAS, graaf de Baguer, Hoogstdeszelfs Minister-Resident,

den heer Dr. CALVO Y MARTIN, Hoogleeraar aan de Faculteit van Geneeskunde, Adviseur voor het Openbaar Onderwijs, levenslang Senator van het Koninkrijk, Lid van de Koninklijke Academie van Geneeskunde van Madrid, Grootkruis van de 1ste klasse van Isabella de Katholieke, Commandeur der Orde van Carel III,

don MANUEL ALONSO SAÑUDO, Hoogleeraar in de geneeskundige kliniek der Faculteit van Madrid en lid der Koninklijke Akademie van Geneeskunde van Saragossa:

De President der Fransche Republiek:

den heer CAMILLE BARRÈRE, Ambassadeur der Fransche Republiek bij den Zwitserschen Bond, Commandeur der Nationale Orde van het Legioen van Eer.

den heer Professor BROUARDEL, Voorzitter van het raadgevend Comité van openbare gezondheid van Frankrijk, Deken van de Medische Faculteit van Parijs, Lid der Akademie van Wetenschap, Lid der Akademie van Geneeskunde, Commandeur der Nationale Orde van het Legioen van Eer.

den heer Professor PROUST, Inspecteur-Generaal van den sanitairen dienst, Hoogleeraar in de hygiene aan de faculteit van Geneeskunde van Parijs, Lid van de Akademie van Geneeskunde, Commandeur der Nationale Orde van het Legioen van Eer;

H. M. de Koningin van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Ierland, Keizerin van Indië;

den heer MICHAEL HERBERT, Lid der Badorde, Hoogstderzelver Ambassade-secretaris;

den heer Dr. R. THORNE THORNE, Lid der Badorde, Hoofd der Sanitaire afdeeling van den "Local Government Board",

den heer JAMES CLEGHORN, Chirurgijn-Generaal, Directeur-Generaal van den Medischen Dienst van Britsch-Indië,

den heer J. LANE NOTTER, Chirurgijn-Kolonel van den Militairen Geneeskundigen Dienst, Hoogleeraar in de Militaire hygiene aan de militaire geneeskundige school te Netley,

den heer H, FARNALL, Lid der Orde van den Heiligen MICHAEL en den Heiligen JORIS, Secretaris van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te Londen;

Zijne Majesteit de Koning der Hellenen:

den heer Dr. ZANCAROL, Hoogstdeszelfs Gedelegeerde bij den sanitairen, maritiemen en quarantainen Raad van Egypte, Commandeur der Nationale Orde van den Verlosser:

Zijne Majesteit de Koning van Italië:

den heer Graaf LELIO BONIN-LONGARE, Hoogstdeszelfs Onder-Secretaris van Staat voor Buitenlandsche Zaken,

den heer Professor R. SANTOLIQUIDO, Afdeelingschef voor de openbare gezondheid aan het Koninklijk Ministerie van Binnenlandsche Zaken,

den heer Dr. FOÀ, Hoogleeraar in pathologische anatomie aan de Universiteit van Turijn;

Zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Luxemburg:

den heer BECO, Secretaris-Generaal van het Belgische Ministerie van Landbouw en Openbare Werken, Commandeur der Koninklijke Leopoldsorde;

Zijne Hoogheid de Vorst van Montenegro:

den heer Graaf H. VON LÜTZOW, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zijne Keizerlijke en Apostolische Koninklijke Majesteit in Saksen;

Zijne Majesteit de Keizer der Ottoman:

den heer Dr. COZZONIS EFFENDI, Inspecteur-Generaal van de sanitaire Administratie van het Ottomaansche Rijk, Grootkruis der Medjidië-orde, Groot-Officier der Osmanié-orde, enz.;

Zijne Majesteit de Schah van Perzië:

den heer Dr. PANAYOTE BEY, Gedelegeerde van Perzië in den Oppersten Gezondheidsraad te Constantinopel, Commandeur der Keizerlijke Orden van den Leeuw en de Zon, van Osmanié en Medjidié;

Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven:

den heer A. D. DE OLIVEIRA SOARES, Hoogstdeszelfs tijdelijken Zaakgelastigde in Italië,

den heer Professor J. THOMAZ DE SOUSA-MATINS, oud-lid van het centraal Gezondheidscomité, Hoogleeraar in de algemeene pathologie, Commandeur der Nationale Orde van den Heiligen Jacobus met den Degen;

Zijne Majesteit de Koning van Rumenië:

den heer A. E. LAHOVARY, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning van Italië, Commandeur der Koninklijke Orde van de Kroon enz.;

Zijne Majesteit de Keizer aller Russen:

den heer ALEXANDER YONINE, Hoogstdeszelfs Geheimraad en Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij den Zwitserschen Bond,

den heer Dr. LOUKIANOW, Staatsraad in werkelijken dienst, Directeur van het Keizerlijk Instituut voor proefondervindelijke geneeskunde;

Zijne Majesteit de Koning van Servië:

den heer MILAN JOVANOVITCH BATUT, Hoogleeraar in de openbare gezondheidsleer aan de Faculteit van Wetenschappen te Belgrado;

De Zwitsersche Bondsraad:

den heer GASTON CALIN, Zijn Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij zijne Majesteit den Koning van Italië,

den heer Dr. F. SCHMID, Directeur van het sanitair Zwitsersch Bondsbureau,

welke, na uitwisseling hunner in behoorlijken vorm bevonden volmachten, zijn overeengekomen nopens de volgende bepalingen betreffende de streken, die door de pest besmet zijn, en betreffende de herkomsten van die streken.

I. Zijn aangenomen de maatregelen, aangeduid en omschreven in het "Algemeen Sanitaire Reglement ter voorkoming van het binnendringen en het zich verspreiden van de pest", hetwelk bij deze overeenkomst is gevoegd en dezelfde kracht heeft alsof het daarin was opgenomen.

II. Den bevoegden autoriteiten in Marocco zal worden aanbevolen om in de havens van dat land maatregelen toe te passen welke in overeenstemming zijn met die van het bovengenoemd reglement.

III. De landen, die aan de conferentie geen deel hebben genomen of de overeenkomst niet hebben geteekend, zullen op hun verlangen kunnen toetreden.
Die toetreding zal langs diplomatieken weg ter kennis worden gebracht der Koninklijke Italiaansche Regeering en door deze van de overige onderteekend hebbende Regeeringen.

IV. Deze overeenkomst zal een duur hebben van 5 jaren, te rekenen van de uitwisseling der akten van bekrachtiging af. Zij zal telkens stilzwijgend met vijf jaren verlengd worden, tenzij eene der Hooge Contracteerende Partijen zes maanden vóór het verstrijken van dien termijn van 5 jaar de bedoeling mocht hebben te kennen gegeven haar te doen eindigen.
Voor het geval dat eene der Mogendheden de Overeenkomst mocht opzeggen, zal die opzegging slechts ten haren opzichte van kracht zijn.

V. De Hooge Contracteerende Partijen behouden zich de bevoegdheid voor om langs diplomatieken weg de wijzigingen uit te lokken, die zij in de Overeenkomst of hare bijlage noodig achten.
Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden; den van akte bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk te Rome worden

nedergelegd, uiterlijk binnen een jaar na den dag van onderteekening.

Ter oorkonde waarvan de respectieve gevolmachtigden haar hebben onderteekend en van hun zegel voorzien.

Gedaan in achttien exemplaren te Venetië, den negentienden Maart 1800 zeven en negentig.

RUYSCH.
V. MÜHLBERG:
LEHMANN.
H. LÜTZOW.
SUZZARA.
DR. VON KUSY.
EBNER.
CHYZER.
ROEDIGER.
E. BECO.
DR. VAN ERMENGEM.
GRAAF DE BAGUER.
Voor de Doctoren CALVO et SAÑUDO,
BAGUER.
CAMILLE BARRÈRE.
P. BROUARDEL.
A. PROUST.
MICHAEL HEBERT.
R. THORNE THORNE.
JAMES CLEGHORN.
J. LANE NOTTER.
H. FARNALL.
G. ZANCAROL.
BONIN.
ROCCO SANTOLIQUIDO.
PIO FOÀ.
E. BECO.
DR. VAN ERMENGEM.
H. LÜTZOW.
DR. COZZONIS.
PANAYOTE.
A. D. DE OLIVEIRA SOARES.
J. T. DE SOUSA MARTINS.
A. E. LAHOVARY.
A. YONINE.
S. LOUKIANOW.
Dr. M. JOVANOVITCH BATUT.
CARLIN.
Dr. SCHMID.

ALGEMEEN SANITAIR REGLEMENT TER VOORKOMING VAN HET BINNENDRINGEN EN HET ZICH VERSPREIDEN DER PEST.

HOOFDSTUK I.

MAATREGELEN TE NEMEN BUITEN EUROPA.

I.

KENNISGEVING.

De Regeeringen der landen, die tot deze Overeenkomst zullen toetreden, zullen, overeenkomstig den 1sten titel van hoofdstuk II "Maatregelen te nemen in Europa", elk geval van pest, dat zich op hun gebied voordoet, per telegraaf ter kennis brengen van de verschillende Regeeringen.

De titels II, III en IV van hetzelfde tweede hoofdstuk zijn eveneens van toepassing.

Het is wenschelijk dat de maatregelen, bestemd om de onderteekend hebbende Regeeringen op de hoogte te houden van de verschijning eener pest-epidemie, evenals de voor Europa aangegeven middelen om haar verbreiding en invoering in onbesmette landen te voorkomen, ook in de andere landen worden toegepast.

II.

SANITAIRE POLITIE OVER DE SCHEPEN, DIE UIT BESMETTE HAVENS VERTREKKEN.

Maatregelen voor gewone schepen en pelgrimsschepen beide.

1°. Verplicht geneeskundig onderzoek van ieder afzonderlijk, die overtocht aan boord van een schip genomen heeft, gedaan bij dag en aan land, op het oogenblik der inscheping,

gedurende den noodigen tijd, door een officieel aangewezen geneesheer.

De consulaire autoriteit, onder wien het schip staat, kan bij dat onderzoek tegenwoordig zijn;

2°. Verplichte en strenge ontsmetting, aan land, onder toezicht van een officieel aangewezen geneesheer, van elk besmet of verdacht voorwerp, onder de voorwaarden van art. 5 van hoofdstuk III der bijlage van deze Overeenkomst;

3°. Verbod van inscheping voor ieder, die symptomen van pest vertoont.

Pelgrimsschepen.

1°. Wanneer zich gevallen van pest in de haven voordoen, zal de inscheping aan boord der pelgrimsschepen eerst mogen geschieden nadat de personen groepsgewijze aan een waarneming zijn onderworpen, waardoor het mogelijk is geweest zich te verzekeren dat geen van hen door pest is aangetast.

Elke Regeering zal bij de uitvoering van dezen maatregel rekening kunnen houden met de locale omstandigheden en met hetgeen ter plaatse mogelijk is. (1)

2°. Indien de plaatselijke omstandigheden het veroorloven, zijn de pelgrims verplicht aan te toonen dat zij de strikt noodige middelen bezitten voor het volbrengen der reis heen en terug en voor het verblijf op de Heilige Plaatsen.

Maatregelen te nemen aan boord der pelgrimsschepen.

TITEL I. ALGEMEENE BEPALINGEN.

Artikel 1.

De volgende bepalingen zijn van toepassing op de pelgrimsschepen, die Mohammedaansche pelgrims naar of van den Hedjaz op de Perzische Golf vervoeren.

---

(1) De Conferentie heeft bij wege van interpretatie uitgemaakt dat in Ned.-Indië die waarneming zal kunnen plaats vinden aan boord der voor vertrek gereed liggende schepen.

Artikel 2.

Als pelgrimsschip wordt niet beschouwd het vaartuig, dat behalve zijn gewone passagiers, waaronder de pelgrims van hoogere klassen begrepen kunnen worden, minder pelgrims der laagste klasse aan boord heeft dan één op de 100 ton bruto.

Artikel 3.

Elk pelgrimsschip moet bij het invaren der Roode Zee en der Perzische Golf zich gedragen naar de voorschriften, vervat in het "Bijzonder Reglement voor de bedevaarten naar den Hedjaz", dat in overeenstemming met de in deze overeenkomst nedergelegde beginselen door den Gezondheidsraad te Constantinopel zal worden uitgevaardigd.

Artikel 4.

Alleen stoomschepen zijn toegelaten tot het vervoer van pelgrims in de groote vaart. Dit is aan andere vaartuigen verboden.

De pelgrimsschepen, die de kustvaart uitoefenen en bestemd zijn voor vervoer van korten duur, z.g. kustreizen, zijn onderworpen aan de voorschriften, vervat in het in art. 3 genoemde bijzondere reglement.

TITEL II. MAATREGELEN TE NEMEN VÓÓR HET VERTREK.

Artikel 5.

De kapitein of, bij gebreke van den kapitein, de eigenaar of de agent van een pelgrimsschip, is verplicht om ten minste drie dagen vóór het vertrek aan het bevoegd gezag (1) in de haven van vertrek kennis te geven van zijn voornemen om pelgrims in te schepen. Die verklaring moet inhouden den

---

(1) De bevoegde autoriteit is op dit oogenblik in Britsch-Indië een "officer" te dien einde door het plaatselijk bestuur aangewezen (Native passenger ships Act 1887 art. 7), in Ned.-Indië de havenmeester, in Turkije de geneeskundige autoriteit, in Oostenrijk-Hongarije de geneeskundige autoriteit, in Italië de haven-kapitein, in Frankrijk, Tunis en Spanje de geneeskundige autoriteit, in Egypte de geneeskundige quarantaine-autoriteit, enz.

voorgenomen dag van vertrek en de bestemming van het schip.

Artikel 6.

Op deze verklaring gaat het bevoegd gezag voor rekening van den gezagvoerder over tot het *onderzoek* en de *meting* van het schip. De consulaire ambtenaar, onder wien het schip staat kan dit onderzoek bijwonen.

Tot onderzoek alleen wordt overgegaan, indien de gezaghebber reeds voorzien is van een meetbrief, afgegeven door het bevoegd gezag van zijn land, tenzij er verdenking bestaat dat het stuk niet meer aan den tegenwoordigen toestand van het schip beantwoordt.

Artikel 7.

Het bevoegd gezag staat het vertrek van een pelgrimsschip slechts toe na zich er van te hebben overtuigd :

a. dat het schip in volkomen zindelijken staat gebracht en zoo noodig ontsmet is;

b. dat het schip in staat is om de reis zonder gevaar te ondernemen, dat het goed uitgerust, ingericht en gelucht is, dat het voorzien is van een voldoend getal sloepen, dat het niets aan boord heeft, wat schadelijk voor de gezondheid en gevaarlijk voor de veiligheid der passagiers is of kan worden, dat het dek en het tusschendek van hout of van met hout bedekt ijzer zijn ;

c. dat er behalve de proviand voor de bemanning, levensmiddelen en brandstof behoorlijk gestuwd aan boord zijn, alles van goede hoedanigheid en in eene hoeveelheid, die voldoende is voor alle pelgrims en voor den geheelen aangegeven duur van de reis ;

d. dat het ingescheepte drinkwater van goede hoedanigheid is en afkomstig van eene plaats, tegen elke besmetting beveiligd, dat er een voldoend hoeveelheid van aanwezig is, dat de waterbakken aan boord tegen bevuiling beschut en zoodanig afgesloten zijn, dat de uitdeeling van water slechts kan geschieden door middel van kranen of pompen ;

e. dat het schip een distilleertoestel bezit hetwelk een hoeveelheid van ten minste vijf liter water, per hoofd en per

dag, voor elk ingescheept persoon, de bemanning inbegrepen, kan afleveren;

f. dat het schip een ontsmettingsoven bezit, waarvan geconstateerd is dat hij veilig is en afdoende werkt;

g. dat er zich onder de bemanning een geneesheer bevindt, gediplomeerd en aangesteld, hetzij door de Regeering van het land, waartoe het schip behoort, hetzij door de Regeering van de haven, waar het schip pelgrims inneemt (1), dat het schip geneesmiddelen aan boord heeft; een en ander overeenkomstig hetgeen gezegd zal worden in de artt. 11 en 23;

h. dat zich op het dek van het schip geen koopwaren en hinderlijke voorwerpen bevinden;

i. dat de inrichting van het schip van dien aard is dat de maatregelen, door Titel III voorgeschreven, kunnen worden ten uitvoergelegd.

Artikel 8.

De kapitein is gehouden om aan boord op een zichtbare en voor de belanghebbenden toegankelijke plaatsbiljetten aan te plakken, gesteld in de voornaamste talen der landen waar de in te schepen pelgrims wonen, aanwijzende:

1°. be bestemming van het schip;

2°. het dagelijksche rantsoen water en levensmiddelen voor elken pelgrim;

3°. het tarief der levensmiddelen, die niet onder het dagelijksch rantsoen begrepen zijn en afzonderlijk moeten betaald worden.

Artikel 9.

De kapitein kan niet vertrekken dan nadat hij in handen heeft:

1°. een lijst, door het bevoegd gezag geviseerd en aanwij-

---

(1) Uitzonderingen worden hierop toegelaten voor die Regeeringen, welke geen aangestelde geneesheeren kennen.

zende de namen, het geslacht en het totaal getal der pelgrims, die hij mag inschepen;

2°. een gezondheidspas, vermeldende den naam, de nationaliteit en de tonnemaat van het schip, den naam van den gezagvoerder, dien van den dokter, het juist getal der opvarenden: bemanning, pelgrims en andere passagiers, den aard der lading, de plaats van vertrek.

Het bevoegd gezag zal op den pas aanteekenen of het reglementair aantal pelgrims bereikt is of niet en, zoo niet, het getal passagiers, dat het schip alsnog in de volgende havens mag opnemen.

Artikel 10.

Het bevoegd gezag is verplicht om afdoende maatregelen te nemen ten einde de inscheping van elk verdacht persoon of voorwerp te verhinderen (1) volgens de voorschriften betreffende de in de havens te nemen voorzorgen.

TITEL III. VOORZORGEN GEDURENDE DEN OVERTOCHT.

Artikel 11.

Elk schip, dat 100 of meer pelgrims heeft ingescheept, moet aan boord hebben een geneesheer, die behoorlijk gediplomeerd is en aangesteld door de regeering van het land, waartoe het schip behoort of door de Regeering van de haven waar het schip pelgrims inneemt. Een tweede geneesheer moet zich aan boord bevinden, zoodra het getal der op het schip aanwezige pelgrims 1000 te boven gaat.

Artikel 12.

De geneesheer onderzoekt de pelgrims, behandelt de zieken en waakt er voor dat aan boord de voorschriften der hygiëne worden in acht genomen. Hij moet inzonderheid:

1°. zich er van verzekeren dat de aan de pelgrims uitgereikte levensmiddelen van goede hoedanigheid zijn, dat de

(1) Zie hoofdstuk IV, titel 1, artt. 1 en 2 van deze overeenkomst.

hoeveelheid overeenkomt met de aangegane verplichtingen en dat zij behoorlijk zijn toebereid;

2°. zich er van verzekeren dat de voorschriften van artikel 20 betreffende de wateruitdeeling worden nageleefd;

3°. indien er twijfel bestaat omtrent de hoedanigheid van het drinkwater, den kapitein schriftelijk aan de voorschriften van art. 21 hieronder herinneren;

4°. zich er van verzekeren dat het schip voortdurend zindelijk wordt gehouden en in het bijzonder dat de gemakken overeenkomstig de voorschriften van art. 18 hieronder worden schoongemaakt;

5°. zich er van verzekeren dat de verblijfplaatsen der pelgrims rein en gezond worden gehouden en dat, in geval van besmettelijke ziekte, de ontsmetting geschiedt op de wijze als bepaald in art. 19 hieronder;

6°. dagboek houden van alle gebeurtenissen op sanitair gebied die zich in den loop der reis hebben voorgedaan en dat dagboek aan het bevoegd gezag in de haven van aankomst toonen.

Artikel 13.

Het schip moet de pelgrims in het tusschendek kunnen bergen.

Op het schip moet voor ieder persoon (de bemanning niet inbegrepen), van welken leeftijd ook, een oppervlakte beschikbaar zijn van 1,50 vierkante meter, d. w. z. zestien vierkante Engelsche voeten, met een tusschendekhoogte van ongeveer 1,80 Meter.

De schepen, die de kustvaart uitoefenen, moeten voor ieder pelgrim een ruimte beschikbaar hebben van ten minste 2 Meter breedte langs de boorden van het schip.

Artikel 14.

Op het dek mogen zich gedurende den overtocht geen hinderlijke voorwerpen bevinden; het dek moet dag en nacht gereserveerd blijven voor de ingescheepte personen en kosteloos te hunner beschikking zijn.

Artikel 15.

De groote bagage der pelgrims wordt ingeschreven, ge-

nummerd en in het ruim geplaatst. De pelgrims mogen slechts de strikt noodzakelijke voorwerpen bij zich houden. De reglementen, die elke regeering voor hare schepen zal maken, zullen den aard, de hoeveelheid en de afmetingen dier voorwerpen bepalen.

Artikel 16.

Elken dag moeten, terwijl de pelgrims op het dek zijn, de tusschendekken zorgvuldig worden gereinigd en geboend met droog zand, vermengd met doelmatige ontsmettende stoffen.

Artikel 17.

Aan elke zijde van het schip moet op het dek een plek afgezonderd zijn, aan het gezicht onttrokken en voorzien van een handpomp om ten behoeve der pelgrims zeewater te kunnen geven. Een van die plaatsen moet uitsluitend voor vrouwen bestemd blijven.

Artikel 18.

Het schip moet, behalve de gemakken ten dienste der bemanning, voor elke honderd ingescheepte personen ten minste één bestekamer met waterdoorloop hebben.

Er moeten afzonderlijke gemakken zijn voor vrouwen.

Tusschendeks en in het ruim mogen geen gemakken zijn.

De gemakken, zoowel die voor de passagiers als die voor de bemanning bestemd, moeten zindelijk gehouden, schoon gemaakt en drie maal per dag ontsmet worden.

Artikel 19.

De ontsmetting van het schip moet geschieden overeenkomstig de voorschriften van nrs. 5 en 6 van hoofdstuk 3 der bijlage van deze overeenkomst.

Artikel 20.

De hoeveelheid drinkwater, die dagelijks gratis ter beschikking van iederen pelgrim, van welken leeftijd ook, moet gesteld worden, moet ten minste 5 liter bedragen.

Artikel 21.

Indien er twijfel bestaat omtrent de hoedanigheid van het drinkwater of omtrent de mogelijkheid dat het, hetzij op de

plaatsen van herkomst, hetzij tijdens de reis is besmet geworden, moet het gekookt of op andere wijze gesteriliseerd worden, en is de kapitein verplicht om het in zee te werpen in de eerste haven, waar hij binnenloopt en waar hij zich beter drinkwater kan verschaffen.

Artikel 22.

Het schip moet voorzien zijn van twee localiteiten, bestemd voor de eigen keuken der pelgrims.

Het is den pelgrims verboden elders vuur aan te maken inzonderheid op het dek.

Artikel 23.

Elk schip moet geneesmiddelen en de voorwerpen, die voor de verpleging der zieken noodig zijn, aan boord hebben.

De reglementen, die iedere regeering voor hare schepen maakt, zullen de soort en de hoeveelheid der geneesmiddelen bepalen.

Behandeling en medicijnen worden den pelgrim gratis verstrekt.

Artikel 24.

Een behoorlijk ingerichte ziekenzaal, die goede waarborgen voor veiligheid en gezondheid aanbiedt, moet voor de zieken bestemd blijven.

Zij moet, met beschikbaarstelling eener ruimte van 3 vierkante meter per persoon, ten minste 5 pct. der ingescheepte pelgrims kunnen opnemen. (1)

---

(1) Na kennis te hebben genomen van de voorwaarden, volgens welke krachtens art. 53 der door het Indische Gouvernement uitgevaardigde Act op de pelgrimsschepen de ziekenzalen moeten zijn ingericht, beveelt de Conferentie de uitvoering daarvan aan. Deze zou geacht kunnen worden in de plaats te treden van artikel 24. (Uittreksel) De ziekenzaal zal ingericht worden op de op het dek geplaatste gedeelten van het opperdek. Die vaste ziekenzaal zal ten minste zes bedden bevatten, en eene oppervlakte hebben van ten minste 144 vierkante voeten en een ruimte van ten minste 864 kubieke voeten. Als het schip 50 of meer vrouwen aan boord heeft, moet er een tweede vaste ziekenzaal zijn van ten minste 2 bedden met een oppervlakte van 72 vierkante voet en een ruimte van ten minste 288 kubieke voeten. Die ziekenzaal zal gereserveerd blijven voor vrouwen en voor kinderen onder de 12 jaar.

Artikel 25.

Personen, door pest aangetast, moeten behoorlijk op het schip kunnen worden afgezonderd.

De pestlijders zullen alleen bezocht mogen worden door hen, die met hunne verpleging belast zijn, terwijl laatstgenoemden geen aanraking mogen hebben met de andere personen aan boord.

Het beddegoed, de vloerkleeden en de kleedingstukken, die met de zieken in aanraking geweest zijn, moeten onmiddellijk ontsmet worden. Op naleving van dit voorschrift wordt meer in het bijzonder aangedrongen ten opzichte van de kleederen der personen, die bij de zieken komen en bevuild kunnen zijn.

Voor zoover de bovengenoemde voorwerpen geen waarde hebben, moeten zij òf in zee worden geworpen, — indien het schip zich niet in een haven bevindt — òf worden verbrand. De andere moeten in waterdichte zakken, doortrokken met sublimaat-oplossing, naar den oven gebracht worden.

De uitwerpselen der zieken moeten opgevangen worden in potten, waarin zich een ontsmettende oplossing bevindt. Die potten worden geledigd in de gemakken, welke na iedere dergelijke storting zorgvuldig moeten worden gedesinfecteerd.

De ziekenzalen moeten mede zorgvuldig worden onsmet.

De ontsmetting moet geschieden overeenkomstig n°. 5 van hoofdstuk III dezer overeenkomst.

Verlichting en luchtverversching van die ziekenzalen moeten den inspecteur voldoende voorkomen. Zij moeten geplaatst zijn op een ten minste 10 centimeter hoog platform, stevig gebouwd, het dak moet goed gebreeuwd zijn. Het is beter ze van ijzer dan van hout te bouwen.

Onder geen voorwendsel mogen in de vaste ziekenzaal lijders aan pokken, cholera, gele koorts of pest worden opgenomen.

Het schip moet aan boord het noodige materiaal hebben om op het opperdek een tweede tijdelijke ziekenzaal te bouwen bestemd voor de zieken, die afgezonderd moeten worden (cholera, pest, gele koorts, pokken en andere besmettelijke ziekten).

De plaats, welke de tijdelijke ziekenzaal moet innemen, zal van te voren door den inspecteur worden aangewezen. Zij zal op gelijke wijze als de vaste ziekenzaal gebouwd worden. Zij moeten ten minste eene oppervlakte hebben van 144 vierkante voeten.

Artikel 26.

Indien er zich een sterfgeval tijdens den overtocht voordoet, moet de kapitein daarvan melding maken achter den naam op de lijst, die door het bevoegd gezag in de haven van vertrek voor gezien is geteekend, en bovendien den naam van den overleden persoon, diens leeftijd, woonplaats, de vermoedelijke oorzaak van den dood volgens het getuigschrift van den geneesheer en den datum van overlijden in het scheepsboek inschrijven.

Indien de dood aan een besmettelijke ziekte te wijten is, moet het lijk, na vooraf in een in sublimaat gedrenkt lijkkleed gewikkeld te zijn, in zee geworpen worden.

Artikel 27.

De in de haven van vertrek uitgereikte pas mag niet tijdens de reis worden verwisseld.

Zij wordt geviseerd door het sanitair gezag in elke haven van oponthoud. Dit teekent er op aan:

1°. het getal in die haven ontscheepte of nieuw ingescheepte reizigers;

2°. het op zee voorgevallene, voor zoover het op de gezondheid of het leven der ingescheepte personen betrekking heeft;

3°. den gezondheidstoestand van de haven van oponthoud.

Artikel 28.

In iedere haven, die hij aandoet, moet de kapitein de lijst, ter voldoening aan art. 9 opgemaakt, door het bevoegd gezag voor gezien doen teekenen.

Voor het geval, dat een pelgrim tijdens de reis ontscheept is, moet de gezagvoerder de ontscheping op de lijst achter den naam van den pelgrim vermelden.

Bij inscheping moeten de ingescheepte personen op die lijst worden vermeld overeenkomstig art. 9 en vóór het nieuwe visum, hetwelk het bevoegd gezag er op moet stellen.

Artikel 29.

De kapitein moet zorgen dat alle voorbehoedsmiddelen, die gedurende de reis genomen zijn, in het scheepsboek wor-

den ingeschreven. Dat boek wordt door hem aan het bevoegd gezag van de haven van aankomst vertoond.

Artikel 30.

De kapitein is verplicht om alle sanitaire rechten te betalen, die onder den prijs van het billet begrepen moeten zijn.

TITEL IV. STRAFBEPALINGEN.

Artikel 31.

Ieder kapitein, van wien bewezen wordt dat hij zich ten opzichte der uitdeeling van water, levensmiddelen of brandstof niet naar de op zich genomen verplichtingen gedragen heeft, zal een boete van twee Turksche ponden (1) moeten betalen. Die boete wordt geheven ten voordeele van den pelgrim, die het slachtoffer van de tekortkoming geweest is, als hij kan aantoonen dat hij te vergeefs nakoming van de aangegane verbindtenis gevorderd heeft.

Artikel 32.

Iedere inbreuk op art. 8 wordt gestraft met eene boete van 30 Turksche ponden.

Artikel 33.

Ieder gezagvoerder, die eenig bedrog pleegt, of met zijn medeweten heeft laten plegen ten opzichte van de lijst der pelgrims of den gezondheidspas, bedoeld in artikel 9, zal gestraft worden met eene boete van 50 Turksche ponden.

Artikel 34.

Ieder scheepskapitein, die aankomt zonder gezondheidspas van de haven van vertrek of zonder visa van de havens van oponthoud, of die niet voorzien is van de reglementaire en volgens de artt. 9, 27 en 28 geregeld bijgehouden lijst, is voor elk dier gevallen strafbaar met eene boete van 12 Turksche ponden.

Artikel 35.

Ieder kapitein, van wien blijkt dat dij meer dan 100 pel-

---

(1) Het Turksche pond doet 20 francs 50.

grims aan boord heeft of gehad heeft zonder de tegenwoordigheid van een overeenkomstig de voorschriften van art. 11 aangesteld geneesheer zal gestraft worden met eene boete van 300 Turksche ponden.

Artikel 36.

Ieder kapitein, van wien blijkt dat hij een getal pelgrims aan boord heeft of gehad heeft, grooter dan dat hetwelk hij krachtens de voorschriften van art. 9 gerechtigd is om in te schepen, zal gestraft worden met eene boete van 5 Turksche ponden voor elken pelgrim boven het geoorloofd getal.

Op den eersten post, waar een bevoegd gezag aanwezig is, worden de pelgrims, waarmede het voorgeschreven getal is overschreden, ontscheept. De kapitein is verplicht hun het noodige geld tot voortzetting hunner reis naar de plaats van bestemming te verschaffen.

Artikel 37.

Ieder gezagvoerder, van wien blijkt dat hij zonder hun toestemming of buiten geval van overmacht pelgrims heeft ontscheept op eene andere plaats dan die hunner bestemming, zal gestraft worden met eene boete van 20 Turksche ponden voor elken ten onrechte ontscheepten pelgrim.

Artikel 38.

Iedere inbreuk op de verdere voorschriften van dit reglement zal gestraft worden met eene boete van 10 tot 100 Turksche ponden.

Artikel 39.

Iedere overtreding, gedurende den loop der reis geconstateerd, wordt zoowel op den gezondheidspas als op de lijst der pelgrims aangeteekend. Het bevoegd gezag maakt er proces-verbaal van op en legt dit over waar zulks behoort.

Artikel 40.

In de Turksche havens wordt de overtreding geconstateerd en de boete opgelegd door het bevoegd gezag, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk V dezer Overeenkomst.

Artikel 41.

Alle ambtenaren, geroepen om tot de uitvoering van dit

reglement mede te werken, zullen voor misgrepen, door hen bij de toepassing begaan, overeenkomstig de wet van hun land gestraft worden.

Artikel 42.

Dit reglement zal in de taal van den staat van het schip en in de voornaamste talen der door de in te schepen pelgrims bewoonde landen op een zichtbare en toegankelijke plaats aan boord van ieder vaartuig, dat pelgrims vervoert, worden aangeplakt.

III.

Maatregelen ter voorkoming van het invoeren van de pest.

1. *Aan land.*

De maatregelen, welke aan de landzijde genomen worden tegen de herkomsten van door pest besmette streken, moeten in overeenstemming zijn met de beginselen van sanitair beleid, die door deze overeenkomst zijn geformuleerd. De landquarantaine moet worden vervangen door ontsmetting volgens de moderne praktijk.

Te dien einde zullen op goedgekozen punten aan de door de reizigers gevolgde wegen ovens en andere ontsmettingswerktuigen geplaatst worden. Dit zal eveneens geschieden bij de reeds bestaande of nog aan te leggen spoorwegen. Koopwaren zullen ontsmet worden volgens de in deze overeenkomst aangenomen beginselen.

Iedere regeering is vrij om hare grenzen voor reizigers en koopwaren te sluiten.

2. *Zeeweg.*

A. Maatregelen te nemen in de Roode Zee.

Artikel 1. *Onbesmette schepen.* *a.* De schepen, die na geneeskundig onderzoek als onbesmet zijn erkend, zullen onmiddellijk tot het vrije verkeer worden toegelaten, hoe ook hun gezondheidspas luidt.

Tien volle dagen zullen echter moeten verloopen zijn sedert het schip uit de laatste besmette haven is vertrokken.

De eenige behandeling, welke de overheid van de haven van aankomst ten hunnen opzichte zal kunnen gelasten, bestaat in de maatregelen op verdachte schepen (geneeskundig onderzoek, ontsmetting van het vuile linnen, loozing van het

ruimwater en vervanging van het aan boord aanwezige drinkwater door goed drinkwater).

b. De gewone onbesmette schepen zullen het Suez-kanaal in quarantaine mogen doorvaren. Zij zullen in de Middellandsche zee binnenkomen onder voortzetting der tiendaagsche quarantaine. De schepen die een geneesheer en een oven aan boord hebben, zullen vóór de doorvaart in quarantaine niet ontsmet worden.

Artikel 2. *Verdachte schepen.* Verdachte schepen zijn die, welke tijdens het vertrek of gedurende den overtocht gevallen van pest aan boord hebben gehad, doch sedert 12 dagen geen enkel nieuw geval. Deze schepen zullen op verschillende wijzen behandeld worden, al naar gelang zij al of niet een geneesheer en een ontsmettingstoestel (oven) aan boord hebben.

a. De schepen met een geneesheer en een aan de vereischten voldoend ontsmettingstoestel (oven) aan boord, zulzullen het Suez-kanaal in quarantaine mogen passeeren, volgens de voorschriften van het reglement van doorvaart.

b. De andere verdachte schepen, die noch geneesheer noch ontsmettingsoven aan boord hebben, zullen, alvorens in quarantaine te mogen doorvaren, aan de Bronnen van Mozes opgehouden worden zoolang als noodig is om het vuile linnen, het lijfgoed en andere voorwerpen die besmetting kunnen overbrengen te ontsmetten en zich van den gezondheidstoestand van het schip te overtuigen.

Een mailboot of een speciaal voor het vervoer van passagiers ingericht vaartuig, zonder ontsmettingsoven maar met een geneesheer aan boord, zal tot de doorvaat in quarentaine worden toegelaten, indien de plaatselijke overheid door een officieel onderzoek de overtuiging heeft gekregen dat de gezondheids- en ontsmettingsvoorzorgen behoorlijk toegepast zijn, hetzij op de plaats van vertrek hetzij gedurende den overtocht.

Mailbooten of speciaal voor het vervoer van passagiers ingerichte vaartuigen, zonder ontsmettingsoven, maar met een geneesheer aan boord, zullen te Suez tot het vrije verkeer toegelaten kunnen worden, zoodra de ontsmeting is afgeloopen indien het laatste geval van pest ten minste 14 dagen te voren is voorgekomen en de gezondheidstoestand van het schip bevredigend is.

De passagiers bestemd voor Egypte, van een schip dat

minder dan 14 dagen reis zonder ziektegeval heeft, zullen aan de Bronnen van Mozes ontscheept en afgezonderd worden gedurende den tijd noodig om 10 dagen vol te maken. Nadat hun vuil linnen en hunne reisbenoodigdheden ontsmet zijn, zullen zij tot het vrije verkeer worden toegelaten. De schepen die minder dan 14 dagen reis zonder ziektegeval hebben en in Egypte tot het vrije verkeer wenschen te worden toegelaten, zullen eveneens aan de Bronnen van Mozes worden opgehouden; zij zullen de reglementaire ontsmetting ondergaan.

Artikel 3. *Besmette schepen.* Besmette schepen zijn die welke pest aan boord hebben of aan boord waarvan gedurende de laatste 12 dagen nieuwe gevallen van pest zijn voorgekomen. Zij worden verdeeld in schepen met geneesheer en ontsmettingstoestel (oven) en schepen zonder geneesheer en zonder ontsmettingstoestel (oven).

a. De schepen zonder geneesheer en zonder ontsmettingsmettingstoestel (oven) zullen aan de Bronnen van Mozes opgehouden en de door pest aangetaste personen ontscheept en in een hospitaal afgezonderd worden. De ontsmetting zal op volledige wijze plaats hebben. De andere passagiers zullen ontscheept, en in zoo klein mogelijke groepen afgezonderd worden, zoodat indien de pest mocht uitbreken, allen gezamenlijk niet van eene bijzondere groep afhankelijk zullen zijn. Het vuile linnen, de reisbenoodigdheden, de kleederen van de bemanning en van de passagiers zullen evenals het schip ontsmet worden.

Koopmansgoederen behoeven niet gelost te worden, maar alleen het besmette gedeelte van het schip moet worden ontsmet.

De passagiers zullen 10 dagen in de inrichting van de Bronnen van Mozes blijven; wanneer de gevallen van pest verscheidene dagen geleden zijn voorgekomen, zal de duur der afzondering verkort worden. De duur zal afhangen van het tijdstip, waarop zich het laatste geval geopenbaard heeft.

Derhalve zal wanneer sedert 8, 10, 11 of 12 dagen geen nieuw geval is voorgekomen, de waarneming 24 uren duren; wanneer zulks sedert acht dagen niet het geval was, zal de waarneming 2 dagen duren; wanneer zulks sedert 7 dagen niet het geval was zal de waarneming 3 dagen duren, en zoo voorts, gelijk verderop is aangewezen.

b. Schepen met geneesheer en ontsmettingstoestel (oven). De

schepen met geneesheer en oven zullen aan de Bronnen van Mozes opgehouden worden.

De scheepsdokter zal onder eede verklaren welke personen aan boord door pest aangetast zijn. Die zieken zullen ontscheept en afgezonderd worden.

Na de ontscheping van die zieken zal het vuile linnen van de overige passagiers en van de bemanning aan boord ontsmet worden.

Wanneer de pest zich uitsluitend onder de bemanning heeft voorgedaan, zal de ontsmetting van het lijfgoed zich alleen uitstrekken tot het vuile linnen der bemanning en het goed in de verblijven der bemanning.

De scheepsdokter zal evenzoo onder eede aanwijzing doen van het gedeelte of de afdeeling van het schip, en de plaats in het hospitaal waarheen de zieke of zieken overgebracht zijn.

Eveneens zal hij onder eede verklaren welke personen met den pestlijder in aanraking zijn geweest sedert de ziekte zich het eerst openbaarde, hetzij in rechtstreeksche aanraking, hetzij in aanraking met voorwerpen die de besmetting kunnen overbrengen. Alleen die personen zullen als "verdacht" beschouwd worden.

Het gedeelte of de afdeeling van het schip en de plaats in het hospitaal, waarheen de zieke of zieken overgebracht zijn, zullen volledig ontsmet worden. Onder "gedeelte van het schip" verstaat men de hut van den zieke, de aangrenzende hutten, den gang naar deze hutten, het dek en de gedeelten van het dek waarop de zieke of zieken verblijf mochten hebben gehouden.

Wanneer de ontsmetting van het gedeelte of de afdeeling van het schip, waarin de door pest aangetaste personen verblijf hebben gehouden, niet mogelijk is zonder de verdacht verklaarde personen te ontschepen, zullen die personen óf worden overgebracht naar een speciaal daartoe bestemd vaartuig, óf worden ontscheept en gehuisvest in de sanitaire inrichting, geheel buiten aanraking met de zieken die in het hospitaal zijn opgenomen.

De duur van het verblijf op het vaartuig of aan wal in het belang der ontsmetting zal zoo kort mogelijk zijn en 24 uren niet te boven gaan.

De verdachte zullen eene waarneming ondergaan, hetzij op hun schip, hetzij op het daartoe bestemde vaartuig; de duur van die waarneming zal verschillen als bepaald in de volgende tabel:

wanneer het laatste geval van pest zich in den loop van den 12den, 11den, 10den of 9den dag voor aankomst te Suez heeft voorgedaan, zal de waarneming 24 uren duren;

wanneer het zich in den loop van den 8sten dag voor aankomst te Suez heeft voorgedaan, zal de waarneming 2 dagen duren;

wanneer het zich in den loop van den 7den dag voor de aankomst te Suez heeft voorgedaan, zal de waarneming 3 dagen duren;

wanneer het zich in den loop van den 6den dag voor aankomst te Suez heeft voorgedaan, zal de waarneming 4 dagen duren;

wanneer het zich in den loop van den 5den of 4den dag voor aankomst te Suez heeft voorgedaan, zal de waarneming 5 en 6 dagen duren;

wanneer het zich in den loop van den 3den of 2den dag voor aankomst te Suez heeft voorgedaan, zal de waarneming 7 en 8 dagen duren;

wanneer het zich een dag voor aankomst te Suez heeft voorgedaan, zal de waarneming 9 dagen duren.

Doorvaart in quarantaine zal vóór het verloop van het in bovenstaande tabel aangeduide oponthoud kunnen worden toegestaan, wanneer de sanitaire overheid zulks doenlijk oordeelt; in ieder geval zal zij na afloop der ontsmetting wortoegestaan, wanneer het schip behalve de zieke ook de zoogenaamde verdachte personen achterlaat.

Een op een schuit geplaatste ontsmettingsoven zal langs zijde van het schip mogen komen ten einde de ontsmetting sneller te doen plaats hebben.

De besmette schepen die in Egypte tot het vrije verkeer wenschen te worden toegelaten, zullen 10 dagen aan de Bronnen van Mozes worden opgehouden, te rekenen van het laatst aan boord voorgekomen geval af en zullen de reglementaire ontsmetting ondergaan.

De voor ontsmetting gevorderde tijd is in den duur der waarneming inbegrepen.

Regeling van het toezicht en de ontsmetting te Suez en aan de Bronnen van Mozes.

1°. Het bij het reglement voorgeschreven geneeskundig onderzoek van elk te Suez aankomend schip zal door een der geneesheeren van het station gehouden worden. Dit zal voor de herkomsten van door pest besmette havens overdag geschieden.

2°. Er zullen 7 geneesheeren zijn: één dirigeerend geneesheer, 4 geneesheeren en 2 plaatsvervangers. Indien de

geneeskundige dienst nog onvoldoende mocht zijn, zal men zijn toevlucht nemen tot de geneesheeren van de marine der verschillende Mogendheden. Dezen zullen onder het gezag van den dirigeerenden geneesheer van het sanitair station komen te staan.

3°. Zij zullen van een regelmatig diploma voorzien moeten zijn en bij voorkeur gekozen worden uit die geneesheeren, welke een speciale practische studie van epidemiologie en bacteriologie gemaakt hebben.

4°. Zij zullen door den Minister van Binnenlandsche Zaken, op voordracht van den sanitairen, maritiemen en quarantainen Raad in Egypte benoemd worden.

5°. Zij zullen een jaarwedde ontvangen die voor de plaatsvervangende geneesheeren frs. 6000 zal zijn, voor de geneesheeren zal beginnen met frs. 8000 en kan opklimmen tot frs. 12,000, en voor den dirigeerenden geneesheer van frs. 12,000 tot 15,000.

6°. Het ontsmettings- en afzonderingsstation aan de Bronnen van Mozes wordt onder het bestuur van den dirigeerenden geneesheer te Suez geplaatst.

7°. Wanneer aldaar zieken ontscheept zijn, zullen er twee der geneesheeren van Suez geinterneerd worden: de een ter behandeling van de pestlijders, de ander ter behandeling van de niet door pest aangetaste personen.

8°. Het aantal ziekenoppassers zal op 20 gebracht worden. Een daarvan zal in het bijzonder belast zijn met het onderhoud der bij de Bronnen van Mozes geplaatste ovens.

9°. In het ontsmettings- en afzonderingsstation aan de Bronnen van Mozes zullen aanwezig zijn:

a. Ten minste drie ontsmettingsovens waarvan één op eene schuit geplaatst zal zijn;

b. Een nieuw afzonderingshospitaal van 12 bedden, ter opneming van zieken en verdachten. Dit hospitaal zal zoodanig ingericht worden, dat zieken en verdachten, mannen en vrouwen van elkaar gescheiden zijn;

c. Barakken, hospitaaltenten, of gewone tenten voor de ontscheepte personen;

d. Een voldoend aantal badkuipen en stortbaden;

e. De noodige gebouwen voor den algemeenen dienst; het geneeskundig personeel, de wachters enz.; een magazijn, een waschhuis;

f. Een waterreservoir.

Doorvaart in quarantaine door het Suez-kanaal.

1°. De doorvaart in quarantaine wordt toegestaan door de geneeskundige overheid te Suez, die er den Raad onmiddellijk van in kennis stelt. In twijfelachtige gevallen beslist de Raad.

2°. Een telegram wordt dadelijk afgezonden aan de daartoe door iedere Mogendheid aangewezen overheid. De verzending van het telegram geschiedt op kosten van het schip.

3°. Iedere Mogendheid zal strafbepalingen vaststellen tegen die vaartuigen welke met afwijking van den door den gezagvoerder opgegeven koers ten onrechte eene der havens tot het grondgebied van die Mogendheid behoorende, mochten aandoen. Eene uitzondering zal gemaakt worden in gevallen van overmacht en van binnenloopen van een noodhaven.

Bij den aanvang van het geneeskundig onderzoek is de gezagvoerder gehouden te verklaren of hij inlandsche stokers of loontrekkende ondergeschikten in welke hoedanigheid ook, aan boord heeft, die niet op de monsterrol of het daartoe dienende register voorkomen. De volgende vragen zullen den gezagvoerders van alle schepen, die Suez aandoen en uit het zuiden komen, gesteld worden. Zij zullen ze onder eede moeten beantwoorden:

"Hebt gij helpers: stokers of andere manschappen, die niet op de monsterrol of op het bijzonder register zijn ingeschreven? Van welke nationaliteit zijn zij? Waar hebt gij ze aan boord genomen?"

De geneesheeren van den gezondheidsdienst zullen zich van de aanwezigheid van die helpers moeten vergewissen, en, als zij bemerken dat er ontbreken, zorgvuldig de oorzaak van die afwezigheid opsporen.

4°. Eén sanitair ambtenaar en 2 sanitaire wachters komen aan boord. Zij moeten het schip tot Port-Saïd vergezellen, toezien dat geen gemeenschap plaats vinde en waken voor

de naleving der voorgeschreven maatregelen gedurende den tocht door het kanaal.

5°. De passagiers kunnen zich te Port-Saïd in quarantaine inschepen, doch elke in-, ont- en overscheping van passagiers en van goederen is verboden op de reis door het Kanaal van Suez tot Port-Saïd.

6°. De schepen, die in quarantaine doorvaren, zullen de reis van Suez tot Port-Saïd moeten afleggen zonder te stoppen op de wisselplaatsen.

In geval van vastraken of wanneer het stoppen op een wisselplaats niet te vermijden is, zullen de noodige werkzaamheden door het personeel van het schip zelf verricht en daarbij elke gemeenschap met het personeel der Suez-Kanaal-maatschappij vermeden worden.

De troepenschepen die in quarantaine doorvaren, zullen gehouden zijn het Kanaal alleen bij dag te bevaren.

Indien zij een nacht in het Kanaal moeten doorbrengen, zullen zij in het meer Timsah moeten ankeren.

7°. Het aanleggen in de haven van Port-Saïd is verboden voor schepen die in quarantaine doorvaren, behalve in het geval van § § 5 en 8.

Het innemen van nieuwe victualiën zal met het aan boord voorhanden materieel behooren te geschieden. De sjouwerlieden of andere personen die aan boord gegaan mochten zijn, zullen op de quarantaine-schuit afgezonderd worden. Hunne kleederen zullen er de voorgeschreven ontsmetting ondergaan.

8°. Wanneer schepen die in quarantaine doorvaren, noodzakelijk te Port-Saïd kolen moeten innemen, zullen zij dit moeten doen op een plaats, waar de afzondering en het sanitair toezicht voldoende verzekerd zijn en die door den Gezondheidsraad zal worden aangewezen. Het stuwen van kolen zal door werklieden uit de haven mogen geschieden, indien aan boord van het schip een afdoend toezicht op die werkzaamheden gehouden kan worden en iedere aanraking met opvarenden kan worden vermeden. Des nachts zal de plaats der werkzaamheden electrisch verlicht moeten worden.

9°. De loodsen, de werklieden, die het electrisch licht bedienen, de beambten der Maatschappij en de sanitaire wachters zullen te Port-Saïd ontscheept worden buiten de haven tusschen de hoofden en van daar rechtstreeks naar de quarantaine-schuit overgebracht worden, waar hunne kleederen volledig ontsmet zullen worden.

Maatregelen, te nemen voor schepen, die uit een door pest besmette haven langs de Middellandsche Zee in Egypte komen.

1°. Gewone onbesmette schepen, die uit een door pest besmette haven van Europa of van het bekken der Middellandsche zee komen en het Suez-kaal wenschen te passeeren, zullen dit kunnen doen in quarantaine. Zij zullen hun tocht onder de tiendaagsche waarneming voortzetten.

2°. Gewone onbesmette schepen, die Egypte willen aandoen zullen zich te Alexandrië of te Port-Saïd kunnen ophouden, alwaar de reizigers den observatietijd zullen voltooien, hetzij in het lazaret van Gabari, hetzij aan boord, volgens de beslissing van het plaatselijk sanitair gezag.

3°. De maatregelen waaraan besmette en verdachtte schepen zullen onderworpen zijn, die uit een door pest besmette haven van Europa of van de kusten der Middellandsche zee komen en een der havens van Egypte wenschen aan te doen of het Suez-kanaal te passeeren, zullen door den Gezondheidsraad worden vastgesteld in overeenstemming met het door deze Overeenkomst aangenomen reglement.

Om ten uitvoer te kunnen worden gelegd, zullen deze maatregelen eerst moeten worden goedgekeurd door de in den Raad vertegenwoordigde Mogendheden. Zij zullen de behandeling van schepen, passagiers en koopwaren regelen.

De Raad zal den Mogendheden insgelijks voorleggen een reglement, hetwelk dezelfde punten ten opzichte der cholera behandelt.

Deze twee reglementen moeten zoo spoedig mogelijk ter goedkeuring worden aangeboden.

SANITAIR TOEZICHT OP DE BEDEVAARTEN IN DE ROODE ZEE.

Sanitair stelsel, in het (gereorganiseerd) sanitair station te Camaran op de van een besmette haven komende pelgrimsschepen toepasselijk.

De pelgrimsschepen, die uit het Zuiden komen en zich naar den Hedjaz begeven, moeten vooraf het sanitair station van Camaran aandoen en zullen aan de navolgende behandeling worden onderworpen.

De na geneeskundig onderzoek als onbesmet erkende sche-

pen zullen tot het vrije verkeer worden toegelaten, nadat het volgende zal hebben plaats gehad :

De pelgrims zullen ontscheept worden; zij zullen een stortbad of een zeebad nemen; hun vuile linnen en dat gedeelte van hun reisbenoodigdheden en van hun bagage, hetwelk volgens de meening der sanitaire overheid verdacht kan zijn, zal ontsmet worden ; een en ander, met inbegrip van de ontscheping en de inscheping, zal niet langer dan 72 uren duren.
Indien tijdens deze behandeling geen geval van pest is waargenomen, zullen de pelgrims onmiddellijk weder worden ingescheept en zal het schip naar den Hedjaz vertrekken.
De verdachte schepen, d. w. z. die waarop zich gevallen van pest voordeden op het oogenblik van vertrek, doch op welke sedert 12 dagen geen nieuw geval voorkwam, zullen op de volgende wijze behandeld worden : De pelgrims zullen ontscheept worden, zij zullen een stort- of zeebad nemen; hun vuile linnen en dat gedeelte van hun reisbenoodigdheden en van hun bagage, hetwelk volgens de meening van de geneeskundige autoriteit verdacht kan zijn, zullen ontsmet worden; het ruimwater zal verwisseld worden. De door de zieken bewoonde gedeelten van het schip zullen ontsmet worden. Een en ander, daaronder begrepen de ontscheping en de inscheping, zal niet langer dan 72 uur duren. Indien inmiddels geen geval van pest is geconstateerd, zullen de pelgrims onmiddellijk weder worden ingescheept en zal het schip naar Djeddah vertrekken, waar een tweede geneeskundig onderzoek aan boord zal plaats vinden. Indien de uitslag daarvan gunstig is en de geneesheeren van het schip schriftelijk onder eede verklaren dat zich gedurende den overtocht geen geval van pest heeft voorgedaan, zullen de pelgrims onmiddellijk ontscheept worden.
Indien daarentegen een of meer gevallen van pest gedurende de reis of op het oogenblik van aankomst zijn waargenomen, zal het schip naar Camaran worden teruggezonden, waar het aan de behandeling voor besmette schepen zal worden onderworpen.

De besmette schepen, d. w. z. schepen, aan boord waarvan zich gevallen van pest voordoen of in de laatste twaalf dagen voorgedaan hebben, zullen de volgende behandeling ondergaan :

De personen, door pest aangetast, zullen ontscheept en in het hospitaal afgezonderd worden. De ontsmetting zal volledig geschieden. De overige passagiers zullen worden ontscheept en in zoo klein mogelijke groepen worden afzonderd,

zoodat, indien de pest in een bepaalde groep mocht uitbreken, niet allen daarvan afhankelijk zijn.

Het vuile linnen, de reisbenoodigdheden en kleederen van bemanning en passagiers zullen, evenals het schip, ontsmet worden.

Het plaatselijk sanitair gezag zal uitmaken of het uitladen der groote bagage en der koopmansgoederen noodig is, en of het geheele schip dan wel een gedeelte daarvan moet worden ontsmet.

De passagiers zullen 12 dagen in het etablissement te Camaran blijven; wanneer de gevallen van pest meerdere dagen oud zijn, zal de duur der afzondering verkort kunnen worden. Die duur zal kunnen verschillen naar gelang van het tijdstip, waarop het laatste geval zich voordeed, en naar de beslissing van het sanitair gezag.

Het schip zal vervolgens naar Djeddah vertrekken, waar een streng geneeskundig onderzoek aan boord zal plaats vinden. Indien de uitslag gunstig is, zullen de pelgrims ontscheept worden. Indien daarentegen de pest zich gedurende de reis of op het oogenblik van aankomst aan boord heeft voorgedaan, zal het schip, naar Camaran worden teruggezonden, waar het opnieuw de behandeling voor besmette schepen zal ondergaan.

Verbetering, aan te brengen aan het sanitair station te Camaran.

A. Volledige ontruiming van het eiland Camaran door de bewoners.

B. Middelen ter verzekering der veiligheid en ter vergemakkelijking van de scheepvaartbeweging in de baai van het eiland Camaran.

1°. Het aanbrengen van boeien en bakens in voldoenden getale.

2°. Het bouwen van een havenhoofd of kade voor het ontschepen van passagiers en goederen.

3°. Het aanbrengen van verschillende steigers om de pelgrims van elk kampement afzonderlijk in te schepen.

4°. Een voldoend getal sloepen met een stoomsleepboot ter verzekering van den dienst van ontscheping en inscheping der pelgrims.

De ontscheping der pelgrims van de besmette schepen zal worden verricht met de zich aan boord bevindende middelen.

C. Het inrichten van den gezondheidspost, waaronder zal worden begrepen:

1°. Een spoorwegnet, hetwelk de aanlegplaats verbindt met de bestuurs- en ontsmettingsgebouwen en met de gebouwen der verschillende takken van dienst en met de kampementen.

2°. Gebouwen voor het bestuur en het personeel van den gezondheidsdienst en van andere diensttakken.

3°. Inrichtingen voor het ontsmetten en het wasschen van niet gedragen kleedingstukken en andere zaken.

4°. Gebouwen, waarin de pelgrims stort- of zeebaden zullen moeten nemen tijdens de ontsmetting hunner kleederen.

5°. Volkomen afgezonderde ziekenhuizen, voor elk der beide sexen afzonderlijk:

a. voor de waarneming der verdachten;

b. voor de pestlijders;

c. voor de zieken, die door andere besmettelijke ziekten zijn aangetast;

d. voor de gewone zieken.

6°. De kampementen zullen op afdoende wijze van elkander moeten zijn afgescheiden en de onderlinge afstand zal zoo groot mogelijk moeten zijn; de voor de pelgrims bestemde verblijfplaatsen moeten volgens de strengste eischen der gezondheidsleer gebouwd worden en mogen niet meer dan 25 personen bevatten.

7°. Een kerkhof, goed gelegen en verwijderd van elke bewoonde plaats, zonder eenige aanraking te hebben met grondwater en gedraineerd tot 50 centimeter beneden den plattegrond der graven.

D. Geneeskundig materiaal.

1°. Een voldoend aantal stoomovens, die aan alle eischen van veiligheid, afdoende werking en snelheid voldoen.

2°. Sproeiers, ontsmettingsovens en de noodige middelen voor chemische reiniging, gelijk zij zijn aangewezen in hoofdstuk III van de bijlage dezer Overeenkomst.

3°. Distilleermachines, werktuigen om door hitte het water te steriliseeren, ijsmachines.

Voor het verstrekken van drinkwater; waterleidingen en gesloten vergaarbakken, volkomen dicht en niet geledigd kunnende worden dan door middel van kranen of pompen.

4°. Een bacteriologisch laboratorium met het noodige personeel.

5°. Vervoerbare tonnen voor het opnemen van vooraf ontsmette uitwerpselen.

Verspreiding dier stoffen op een der van de kampementen meest verwijderde gedeelten van het eiland, met inachtneming van hetgeen uit een gezondheidsoogpunt voor de goede werking van die velden noodig is.

6°. Het vuile water moet uit de kampementen worden verwijderd zonder dat het kan stilstaan of voor voedingsdoeleinden worden gebruikt.

Het gebruikte water van de ziekenhuizen moet door kalkwater worden ontsmet volgens de voorschriften van hoofdstuk III der bijlage van deze Overeenkomst.

E. De sanitaire overheid zal zorg dragen dat er in elk kampement een magazijn is voor levensmiddelen en een voor brandstof.

Het tarief der door de bevoegde overheid vastgestelde prijzen wordt op verschillende plaatsen in de voornaamste talen van de landen der pelgrims in het kampement aangeplakt.

Het toezicht op de hoedanigheid der levensmiddelen en op het voldoende van den aanvoer geschiedt dagelijks door den geneesheer van het kampement.

Water wordt kosteloos verstrekt.

Verbeteringen aan te brengen op de sanitaire stations van Abou-Säad, Vasta en Abou-Ali.

1°. Het oprichten van twee ziekenhuizen voor pestlijders, mannen en vrouwen, op Abou-Ali.

2°. Het oprichten op Vasta van een hospitaal voor gewone zieken.

3°. Het bouwen op Abou-Säad en Vasta van steenen huizen, die elk 50 personen kunnen bevatten.

4°. Drie ontsmettingsovens op Abou-Säad, Vasta en Abou-Ali met waschplaatsen en bijbehooren.

5°. Het inrichten van stortbaden op Abou-Säad en Vasta.

6°. Op elk der eilanden Abou-Säad en Vasta distilleermachines die samen 15 ton water per dag kunnen leveren.

7°. Voor de kerkhoven, de uitwerpselen en het vuile water zal de behandeling geregeld worden volgens de voor Camaran aangenomen beginselen. Op een der eilanden zal een kerkhof worden aangelegd.

Wat levensmiddelen en water betreft, zullen de regelen, onder letter E voor Camaran aangenomen, ook van toepassing zijn op de kampementen van Abou-Säad, Vasta en Abou-Ali.

Het is wenschelijk dat de inrichtingen op Abou-Säad, Vasta en Abou-Ali zoo spoedig mogelijk gereed zijn.

Reorganisatie van het sanitair station te Djebel-Tor.

De Conferentie bevestigt de vroeger geformuleerde aanbevelingen en wenschen en laat het aan den Gezondheidsraad over om die verbeteringen te verwezenlijken. Bovendien is zij van oordeel:

1°. Dat het noodig is den pelgrims goed drinkwater te verschaffen, hetzij dit ter plaatse gevonden wordt, hetzij men het door distilleering verkrijge.

2°. Dat het van belang is alle levensmiddelen, die door de pelgrims van Djeddah en Yambo zijn medegebracht, indien er in den Hedjaz pest is, als verdacht te ontsmetten of, als zij zich in bedorven toestand bevinden, geheel te vernietigen.

3°. Dat maatregelen moeten worden genomen om de pelgrims te beletten bij het vertrek van Djebel-Tor waterzakken mede te nemen. Deze moeten worden vervangen door aarden kruiken of metalen veldflesschen.

4°. Dat iedere afdeeling een geneesheer moet hebben.

5°. Dat te El-Tor een havenkapitein moet benoemd worden om de ontscheping te leiden en voor de inachtneming der reglementen door de gezagvoerders en de Samboukdji zorg te dragen.

6°. Dat gedurende de bedevaarten de pelgrims alleen in observatie gehouden worden te Djebel-Tor.

7°. Dat het dorp Kouroum ontruimd wordt.

8°. Dat een telegraaflijn het kampement Djebel-Tor met het sanitair station te Suez verbindt.

REGLEMENT, TOEPASSELIJK IN DE ARABISCHE HAVENS VAN DE ROODE ZEE TIJDENS DE BEDEVAARTEN.

Sanitaire behandeling, toe te passen op de pelgrimsschepen die van het Noorden komen.

I. Heenreis.

Indien noch in de havens van vertrek noch in de omstreken pest is waargenomen en zich gedurende den overtocht geen geval van pest heeft voorgedaan, wordt het schip terstond tot het vrije verkeer toegelaten.

Indien in de haven van vertrek of omstreken pest is waargenomen of een geval zich op reis heeft voorgedaan, zal het schip te Djebel-Tor onderworpen worden aan de behandeling, ingesteld voor de schepen die van het Zuiden komen en zich te Camaran ophouden.

II. Terugreis.

Artikel 1.

Elk schip, komende uit eene door pest besmette haven van den Hedjaz of elders aan de Arabische kust der Roode Zee, hetwelk bedevaartgangers of andere bij troepen reizende menschen met bestemming naar Suez of naar een haven aan de Middellandsche Zee aan boord heeft, is gehouden zich naar El-Tor te begeven om er de hieronder omschreven reglementaire waarneming te ondergaan.

Er zal aldaar worden overgegaan tot ontscheping en ont-

smetting van de passagiers, de bagage en de koopmansgoederen, die besmetting kunnen overbrengen, alsmede van de reisbenoodigdheden en van het schip.

Artikel 2.

De schepen die bedevaartgangers terugvoeren, zullen het Kanaal slechts in quarantaine mogen doorvaren.

De Egyptische bedevaartgangers zullen, na El-Tor verlaten te hebben, moeten landen hetzij te Ras Mallap hetzij op eenige andere door den Gezondheidsraad aangewezen plaats, ten einde er de waarneming van 3 dagen en een geneeskundig onderzoek te ondergaan alvorens tot het vrije verkeer te worden toegelaten.

Ingeval tijdens den overtocht van El-Tor naar Suez aan boord van die schepen een verdacht geval mocht zijn voorgekomen, zullen zij gedwongen worden naar El-Tor terug te keeren.

Artikel 3.

Aan de agenten der scheepvaart-maatschappijen en de gezagvoerders wordt medegedeeld, dat wanneer hunne waarneming aan het sanitair station te El-Tor en te Ras Mallap geëindigd is, alleen de Egyptische bedevaartgangers het schip voor goed zullen mogen verlaten om naar hunne haardsteden terug te keeren. Als Egyptenaren of ingezetenen van Egypte zullen alleen die bedevaartgangers erkend worden, welke houder zijn van eene door eene Egyptische overheid afgegeven kaart van ingezetenschap overeenkomstig het vastgestelde model. Exemplaren van deze kaart zullen worden toegezonden aan de consulaire en sanitaire overheidspersonen te Djeddah en te Yambo, bij wie ze voor de agenten en gezagvoerders van schepen ter inzage liggen.

De bedevaartgangers die geen Egyptenaren zijn, zooals Turken, Russen, Persen, Tunesiërs, Algerijnen, Marokkanen enz. zullen na El-Tor verlaten te hebben niet in eene Egyptische haven ontscheept kunnen worden.

Bijgevolg worden de agenten van schepen en de gezagvoerders gewaarschuwd dat overscheping van vreemde bedevaartgangers in Egypte verboden is zoowel te Tor, als te Suez, Port-Säad of Alexandrië.

De schepen die bedevaartgangers aan boord mochten hebben, behoorende tot eene der in de voorgaande paragraaf opgesomde nationaliteiten, zullen in hetzelfde geval verkeeren als die bedevaartgangers en in geene Egyptische haven aan de Middellandsche Zee worden toegelaten.

Artikel 4.

Indien er geen pest in den Hedjaz is en gedurende de geheele bedevaart niet is voorgekomen, worden de schepen te Djebel-Tor onderworpen aan dezelfde behandeling, die te Camaran op onbesmette schepen wordt toegepast.

De pelgrims moeten ontscheept worden; zij moeten een stort- of zeebad nemen; hun vuile linnen en dat gedeelte van hun reisbenoodigdheden en bagage, dat naar de meening van de sanitaire overheid verdacht kan zijn, zullen ontsmet worden; de duur van die verrichtingen, in- en ontscheping er onder begrepen, zal 72 uren niet te boven gaan.

Indien er pest in den Hedjaz is of gedurende de bedevaart geweest is, zullen de schepen te Djebel-Tor onderworpen worden aan de behandeling, die te Camaran voor besmette schepen geldt.

De door pest aangetaste personen zullen ontscheept en in het ziekenhuis afgezonderd worden. Er moet eene volledige ontsmetting plaats vinden. De verdere passagiers zullen ontscheept en in zoo klein mogelijke groepen worden afgezonderd, zoodat, indien er pest in een bijzondere groep mocht uitbreken, niet allen daarvan afhandelijk zullen zijn.

Het vuile linnen, de reisbenoodigdheden en kleederen van bemanning en passagiers zullen, evenals het schip, ontsmet worden.

De plaatselijke sanitaire overheid zal uitmaken of lossing der groote bagage en der koopwaren noodig is, en of het geheele schip dan wel slechts een gedeelte moet onbesmet worden.

Alle pelgrims zullen gedurende 12 dagen, te rekenen van den dag af waarop de ontsmettingshandelingen ten einde gebracht zijn, in observatie worden gehouden. Indien zich in een afdeeling een geval van pest heeft voorgedaan, begint voor die afdeeling de termijn van 12 dagen eerst te loopen van den dag af, waarop het laatste geval is geconstateerd.

Artikel 5.

Schepen, komende uit eene door pest besmette haven van den Hedjaz of uit eenige andere haven van de Arabische kust der Roode Zee zonder er bedevaartgangers of andere bij troepen reizende menschen ingescheept te hebben en die gedurende den overtocht geen verdacht verschijnsel aan boord hebben gehad, worden gerangschikt in de klasse der gewone verdachte schepen. Zij zullen aan dezelfde voor-

zorgsmaatregelen en aan dezelfde behandeling worden onderworpen als die aan deze schepen wordt opgelegd.

Wanneer zij naar Egypte bestemd zijn, zullen zij eene waarneming van tien dagen — te rekenen van den dag van vertrek af — aan de bronnen van Mozes ondergaan; zij zullen bovendien onderworpen worden aan alle maatregelen, voor verdachte schepen voorgeschreven (ontsmetting enz.), en niet tot het vrije verkeer worden toegelaten dan na een gunstig gezondheidsonderzoek.

Indien deze schepen gedurende den overtocht verdachte verschijnselen aan boord hebben gehad, zal de waarneming bij de Bronnen van Mozes worden gehouden en 12 dagen duren.

Artikel 6.

De karavanen bestaande uit Egyptische bedevaartgangers zullen, alvorens in Egypte te komen, te El-Tor eene verplichte quarantaine van 12 dagen ondergaan; vervolgens zullen zij naar Ras-Mallap vertrekken om er eene waarneming van 5 dagen te ondergaan, waarna zij niet tot het vrije verkeer zullen worden toegelaten dan na een gunstig gezondheidsonderzoek en ontsmetting van de bagage.

De karavanen bestaande uit vreemde bedevaartgangers die zich langs den landweg naar hunne haardsteden moeten begeven, zullen aan dezelfde maatregelen onderworpen worden als de Egyptische karavanen en tot aan de grenzen van de woestijn vergezeld moeten worden door sanitaire wachten.

De karavanen die uit den Hedjaz komen langs den weg van Akaba of van Moïla, zullen bij hunne aankomst aan het Kanaal aan een geneeskundig onderzoek en aan ontsmetting van het vuile linnen en van de reisbenoodigdheden onderworpen worden.

Artikel 7.

1°. Overscheping van bedevaartgangers is ten strengste verboden in de Egyptische havens.

2°. Schepen met schoonen gezondheidspas, komende uit den Hedjaz of uit eene haven aan de Arabische kust der Roode Zee, zonder bedevaartgangers of andere bij troepen reizende menschen aan boord te hebben, en die gedurende den overtocht geen verdacht verschijnsel hebben gehad, zullen te Suez tot het vrije verkeer worden toegelaten na gunstig geneeskundig onderzoek.

Artikel 8.

Aan schepen die met schoonen gezondheidspas uit den

Hedjaz vertrekken en bedevaartgangers aan boord hebben bestemd voor eene haven aan de Afrikaansche kust der Roode Zee, is het vergund zich naar Souakin te begeven om er de waarneming van 3 dagen te ondergaan, met ontscheping der passagiers aan het quarantainekampement.

Artikel 9.

De karavanen van bedevaartgangers, die langs den landweg aankomen, zullen aan de Bronnen van Mozes aan een geneeskundig onderzoek en aan ontsmetting worden onderworpen.

Sanitaire maatregelen, toe te passen bij het vertrek van pelgrims uit de havens van den Hedjaz naar het Zuiden.

In de havens van inscheping moeten sanitaire inrichtingen zijn, volledig genoeg om op de pelgrims, die naar hun land terugkeeren, de maatregelen te kunnen toepassen, welke voorgeschreven zijn bij het vertrek van pelgrims uit de havens, aan gene zijde der straat van Bab-el Mandeb gelegen.

De toepassing dier maatregelen zal facultatief zijn, d. w. z. dat zij slechts zal plaats vinden wanneer de consulaire autoriteit van het land, waartoe de pelgrim behoort of de geneesheer van het schip, waarop hij zich zal inschepen, haar noodig zal oordeelen.

B. Maatregelen te nemen in de Perzische Golf.

I. *Sanitaire behandeling van alles wat in de Perzische golf over zee aankomt.*

Als besmet wordt beschouwd elk schip, dat pest aan boord heeft of waarop zich in de laatste 12 dagen een of meer gevallen van pest hebben voorgedaan.

Als verdacht wordt beschouwd elk schip, aan boord waarvan zich op het oogenblik van vertrek of gedurende de reis gevallen van pest hebben voorgedaan, doch sedert 12 dagen geen nieuw geval.

Als onbesmet wordt beschouwd elk schip dat, zelfs uit een besmette haven komende, noch vóór het vertrek, noch gedurende den overtocht, noch op het oogenblik van aankomst sterfgevallen of gevallen van pest aan boord heeft gehad.

besmette schepen worden aan de volgende behandeling onderworpen :

1°. De zieken worden onmiddellijk ontscheept en afgezonderd;

2°. De andere personen moeten zoo mogelijk eveneens worden ontscheept en aan een waarneming worden onderworpen, waarvan de duur zal verschillen naar gelang van den sanitairen toestand van het schip en den datum van het laatste geval, zonder dat die waarneming tien dagen te boven zal mogen gaan.

3°. Het vuile linnen, de lijfsbenoodigdheden en goederen van bemanning en passagiers zullen, wanneer zij volgens het sanitair gezag van de haven als besmet beschouwd moeten worden, ontsmet worden, evenals het schip of het besmette gedeelte van het schip.
Het plaatselijk gezag zal eene meer algemeene ontsmetting kunnen gelasten.

Verdachte schepen zijn aan de volgende maatregelen onderworpen:

1°. Geneeskundig onderzoek;

2°. Ontsmetting: het vuile linnen, de lijfsbenoodigdheden en goederen van bemanning en passagiers, die volgens het plaatselijk sanitair gezag als besmet moeten beschouwd worden, zullen worden ontsmet;

3°. Alle gedeelten van het schip, die door zieken of verdachten bewoond zijn geweest, zullen ontsmet worden. Het plaatselijk gezag zal een meer algemeene ontsmetting kunnen gelasten;

4°. Loozing van het ruimwater na ontsmetting en vervanging van het aan boord zijnde drinkwater door goed drinkwater;

5°. Bemanning en passagiers zullen aan een waarneming van 10 dagen onderworpen worden, te rekenen van het oogenblik, dat geen gevallen van pest meer aan boord voorkwamen.

De *onbesmette* schepen zullen onmiddellijk tot het vrije verkeer worden toegelaten, onverschillig hoe hun pas luidt.

Er zullen echter 10 volle dagen verloopen moeten zijn of nog moeten verloopen, sedert die schepen de laatste besmette haven verlaten hebben.

De eenige behandeling, die de overheid van de haven van aankomst te hunnen opzichte kan voorschrijven, bestaat in de maatregelen, toepasselijk op verdachte schepen (geneeskundig onderzoek, ontsmetting, loozing van het ruimwater en vervanging van het aan boord zijnde drinkwater door goed drinkwater).

Het bevoegd gezag in de haven van aankomst zal steeds van den geneesheer of bij diens ontstentenis van den kapitein onder eede een certificaat kunnen eischen, ten bewijze dat er sedert het vertrek geen pest aan boord van het schip was.

Het bevoegd gezag van de haven zal bij de toepassing van deze maatregelen rekening houden met de aanwezigheid van een geneesheer en een ontsmettingsinrichting (oven) aan boord van de schepen der bovengenoemde categoriën.

Bijzondere maatregelen kunnen worden voorgeschreven ten opzichte van schepen, die in slechte hygiënische omstandigheden verkeeren.

De koopmansgoederen, die over zee worden aangebracht, kunnen, wat aangaat ontsmetting, verbod van in- en doorvoer, en quarantaine, op geene andere wijze behandeld worden dan die, welke over land zijn vervoerd.

Indien een schip zich niet wenscht te onderwerpen aan de door de havenoverheid voorgeschreven verplichtingen, mag het weder zee kiezen.

Het zal verlof kunnen bekomen om zijn koopmansgoederen aan land te brengen, nadat de noodige voorzorgsmaatregelen genomen zullen zijn, te weten:

1°. Afzondering van schip, bemanning en reizigers;

2°. Loozing van het ruimwater na ontsmetting;

3°. Vervanging van het aan boord zijnde water door goed drinkwater.

Het zal eveneens verlof kunnen bekomen om de reizigers, die daartoe het verzoek mochten doen, te ontschepen, op voorwaarde dat dezen zich onderwerpen aan de door de plaatselijke overheid voorgeschreven maatregelen.

Sanitaire etablissementen in de Perzische Golf.

In de Perzische Golf moeten twee sanitaire etablissementen worden opgericht, het eene in de straat van Ormutz (het eiland Ormutz, het eiland Kishm of anders een plaats in hunne nabijheid), het andere in de buurt van Bassorah op een nader te bepalen plaats.

Aan het sanitaire station in de straat van Ormutz moeten ten minste twee geneesheeren zijn, verder sanitaire suppoosten en wachters en een volledige desinfecteerinrichting. Een klein ziekenhuis moet er opgericht worden.

Aan het station in de buurt van Bassorah moeten gebouwd worden een groot lazaret en inrichtingen voor de ontsmetting van koopwaren met een uit meerdere geneesheeren bestaanden geneeskundigen dienst.

Alvorens de Perzische Golf binnen te komen, moeten de schepen aan het sanitaire station in de straat van Ormutz onderzocht worden. Zij zullen er de door het reglement voorgeschreven sanitaire behandeling ondergaan. Indien er pestlijders aan boord zijn, zullen dezen ontscheept moeten worden.

De schepen, die den Chat-el-Arab moeten opvaren, zullen echter, indien de tijd van waarneming niet ten einde is, hun weg mogen vervolgen onder voorwaarde van de Perzische golf en den Chat-el-Arab in quarantaine te passeeren. Een hoofdwachter en twee sanitaire wachters, te Ormutz opgenomen, zullen het schip tot aan Bassorah bewaken, alwaar een tweede geneeskundig onderzoek zal plaats vinden en waar de noodige ontsmetting zal geschieden.

Schepen, die Perzische havens moeten aandoen om passagiers of koopwaren te ontschepen, zullen een en ander te Bender-Bouchir kunnen doen, zoodra eene passende sanitaire inrichting aldaar zal zijn gevestigd; tot zoolang zal dat alles te Ormutz of te Bassorah geschieden.

Een schip, hetwelk onbesmet blijft na verloop van tien dagen, te rekenen van den datum af waarop het de laatste door pest besmette haven heeft verlaten, zal vrij verkeer hebben in de havens van de golf, nadat bij aankomst de onbesmette toestand zal zijn geconstateerd.

De sanitaire etablissementen van Ormutz en Bassorah zullen onder den Oppersten Gezondheidsraad van Constantinopel gesteld worden. Voor het station Ormutz zal daartoe tusschen de Turksche en Perzische Regeeringen eene schikking getroffen worden.

In afwachting dat de Perzische en Turksche Regeeringen die schikking zullen getroffen hebben, zal reeds terstond op een der eilanden van de Straat van Ormutz een sanitaire post worden opgericht, waar door de zorgen van den Gezondheidsraad geneesheeren en sanitaire wachters zullen geplaatst worden. Deze laatsten zullen de in quarantaine doorgaande schepen vergezellen tot aan den Chat-el-Arab naar het in de omstreken van Bassorah gelegen etablissement.

De Opperste Gezondheidsraad van Constantinopel zal bovendien zonder uitstel de sanitaire etablissementen van Han-

nikim en van Kizil Dizé, bij Bayarrid aan de Turksch-Russische en Turksch-Perzische grenzen organiseeren.

HOOFDSTUK II.

MAATREGELEN TE NEMEN IN EUROPA.

TITEL I.

Maatregelen bestemd om de Regeeringen, die de Conventie onderteekend hebben, op de hoogte te houden van den stand eener pestepidemie, alsmede van de middelen gebezigd om hare uitbreiding en overbrenging naar onbesmette plaatsen te voorkomen.

Kennisgeving en latere mededeelingen.

De Regeering van het besmette land moet aan de verschillende Regeeringen kennis geven van het voorkomen van elk geval van pest. Deze maatregel is een hoofdzaak.

Hij zal slechts van wezenlijke waarde zijn, wanneer de Regeering zelve verwittigd wordt van de pestgevallen en van de verdachte gevallen, die op haar grondgebied zijn voorgekomen. Aan de verschillende Regeeringen kan daarom niet genoeg worden aanbevolen het aangeven der pestgevallen door de geneeskundigen verplichtend te stellen.

Het zich vertoonen van gevallen van pest, de plaats waar zich die vertoond hebben en de datum waarop het is geschied, het aantal geconstateerde gevallen en dat der sterfgevallen zullen het onderwerp der kennisgeving uitmaken.

De kennisgeving zal geschieden aan de diplomatieke of consulaire agentschappen in de hoofdstad van het besmette land. Voor de landen die aldaar niet vertegenwoordigd zijn, zal de kennisgeving rechtstreeks per telegraaf aan de vreemde Regeeringen plaats hebben.

Deze eerste kennisgeving zal gevolgd worden door latere mededeelingen op regelmatige wijze, en zoo, dat de Regeeringen op de hoogte worden gehouden van het verloop der epidemie. Die mededeelingen hebben ten minste eenmaal per week plaats.

De inlichtingen over het uitbreken en over den voortgang der ziekte moeten zoo volledig mogelijk zijn. Maar in het bijzonder zal worden aangegeven welke maatregelen zijn genomen ten einde de verbreiding der epidemie te voorkomen. Nauwkeurig zal moeten vermeld worden welke voorbehoedsmaatregelen zijn aangewend met betrekking tot:

het sanitair onderzoek of het bezoek der lijders door geneeskundigen;

de afzondering;

de ontsmetting;

alsmede de maatregelen welke zijn voorgeschreven ten opzichte van het vertrek van schepen en van den uitvoer van voorwerpen, die besmetting kunnen overbrengen.

Het is wèl verstaan dat aan elkander grenzende landen zich voorbehouden bijzondere schikkingen te treffen met het doel een dienst van rechtstreeksche berichtgeving in het leven te roepen tusschen de bestuurshoofden in de grensstreken.

De Regeering van elken Staat is gehouden onmiddellijk bekend te maken welke maatregelen zij meent te moeten uitvaardigen tegen de herkomsten van een besmet land of van een besmetten kring van het grondgebied.

Zij deelt die bekendmaking dadelijk mede aan den diplomatieken of consulairen agent van het besmette land, die in hare hoofdstad gevestigd is. Bij ontstentenis van een diplomatieken of consulairen agent in de hoofdstad geschiedt de mededeeling rechtstreeks aan de Regeering van het betrokken land.

Zij zal insgelijks gehouden zijn langs dezelfde wegen mededeeling te doen van de intrekking dier maatregelen of van wijzigingen, welke daarin mochten worden gemaakt.

Titel II.

Omstandigheden onder welke een kring (1) *van het grondgebied als besmet of als vrij van besmetting moet worden beschouwd.*

Elke kring, waar het zich vertoonen van een geval van pest officieel is geconstateerd wordt als besmet beschouwd.

Elke kring waarin een geval voorgekomen is, maar waar

---

(1) Onder het woord *kring* wordt verstaan een gedeelte van het grondgebied van een land, dat onder eene welomschreven administratieve overheid is geplaatst, zooals eene provincie, een gouvernement, een district, een departement, een kanton, een eiland, eene gemeente, een stad, een dorp, een haven, een polder, enz., welke ook de uitgestrektheid en de bevolking van die deelen van het grondgebied mogen zijn.

officieel geconstateerd wordt dat sedert 10 dagen na de genezing of het overlijden van den laatsten pestlijder noch sterfgevallen noch nieuwe gevallen van pest zijn voorgekomen, houdt op als besmet te worden beschouwd, mits de noodige ontsmettingsmaatregelen zijn uitgevoerd.

De voorzorgsmaatregelen zullen tegen het besmette gebied worden toegepast van het oogenblik af, waarop de gevallen van pest officieel geconstateerd zullen zijn.

Die maatregelen zullen niet meer worden toegepast zoodra officieel geconstateerd zal zijn dat de kring wederom vrij van besmetting is.

De omstandigheid dat zich eenige van buiten gekomen gevallen, die zich niet verbreid hebben, in een kring van het grondgebied hebben voorgedaan zal niet beschouwd worden aanleiding te geven tot de toepassing dier maatregelen.

Titel III.

Noodzakelijkheid om de maatregelen, bestemd om den voortgang der epidemie tegen te gaan, tot de besmette kringen van het grondgebied te beperken.

Om de maatregelen alleen tot de aangetaste streken te beperken moeten de Regeeringen ze slechts toepassen op de herkomsten van besmette kringen.

Deze beperking tot den besmetten kring zal echter niet toegepast worden dan onder uitdrukkelijke voorwaarde dat de Regeering van het besmette land de noodige maatregelen neme om den uitvoer uit den besmetten kring te verhinderen, van voorwerpen die besmetting kunnen overbrengen.

Wanneer een kring besmet is, zal geen enkele beperkende maatregel worden genomen tegen de herkomsten, welke dien kring ten minste vijf dagen vóór het eerste geval van pest hebben verlaten.

Titel IV.

Toepasselijkheid der verbodsbepalingen tegen in- en doorvoer en der maatregelen van ontsmetting op de goederen of voorwerpen die besmetting knnnen overbrengen.

I.

In- en Doorvoer.

De eenige voor besmetting vatbare voorwerpen of goederen, waarvan de invoer verboden kan worden, zijn:

1°. Lijfgoed, oude en gedragen kleederen (reisbehoeften); ebruikt beddegoed.
Wanneer die voorwerpen als bagage of ten gevolge van :erandering van woonplaats (als verhuisgoed) vervoerd worden, worden zij aan eene bijzondere behandeling onderworpen.
Pakketten, door soldaten of matrozen nagelaten en na hun overlijden naar hun vaderland teruggezonden, worden gelijk gesteld met de goederen, bedoeld in bovenstaand 1o.

2°. Vodden en lompen, de vodden onder waterdruk samengeperst en als koopwaar in balen vervoerd, daarvan niet uitgezonderd.

3°. Oude zakken, tapijten, en gedragen borduursels.

4°. Onbereide huiden, ongelooide en versche vellen.

5°. Versche afval van dieren, hoorn, hoeven, haren, ook van staarten en manen, ruwe zijde en wol.

6°. Menschenhaar.

De doorvoer van goederen of voorwerpen, die besmetting kunnen overbrengen, mag niet worden verboden indien zij zoodanig verpakt zijn dat zij onderweg geenerlei bewerking of behandeling (manipulatie) kunnen ondergaan.
Wanneer bedoelde goederen of voorwerpen op zoodanige wijze vervoerd worden dat zij onderweg niet in aanraking kunnen geweest zijn met bevuilde voorwerpen, mag hun doorvoer door een besmette kring van het grondgebied geen hinderpaal opleveren voor hun invoer in het land van bestemming.
Goederen en voorwerpen, die besmetting kunnen overbrengen, zullen niet onderworpen zijn aan de toepassing der verbodsbepalingen bij den invoer wanneer aan de overheid van het land van bestemming gebleken is, dat zij ten minste vijf dagen vóór het éérste geval van pest zijn verzonden.
Aanhouding van goederen in quarantaine op de landgrenzen wordt niet toegelaten. Eenvoudig verbod zonder meer of ontsmetting zijn de eenige maatregelen die genomen kunnen worden.

II.

Ontsmetting.

Bagage. — De ontsmetting zal verplichtend zijn voor vuil

linnengoed, kleederen en voorwerpen die deel uitmaken van reisgoederen of inboedels (verhuisgoed) komende uit een besmet verklaarden kring van het grondgebied, en die door de plaatselijke sanitaire overheid als besmet worden beschouwd.

Koopmansgoederen. — De ontsmetting zal slechts toegepast worden op goederen en voorwerpen die door de plaatselijke sanitaire overheid als besmet worden beschouwd, of op die welker invoer kan worden verbonden.

De overheid van het land van besmetting heeft de wijze en de plaats van ontsmetting te bepalen.

De ontsmetting zal op zoodanige wijze moeten plaats hebben dat de voorwerpen zoo weinig mogelijk beschadigd worden.

Iedere Staat heeft voor zich zelf de vraag te regelen betreffende eventueele vergoeding van schade uit ontsmetting voortspruitende.

Brieven en correspondentie, drukwerken, boeken, dagbladen, dienststukken, enz. (postpakketten niet inbegrepen) zullen aan geene enkele beperking of ontsmetting worden onderworpen.

TITEL V.

Maatregelen aan de landgrenzen te nemen. Dienst der spoorwegen. Reizigers.

De rijtuigen bestemd tot het vervoer van reizigers, van de post en van bagage, kunnen aan de grenzen niet worden aangehouden.

Wanneer het voorkomt dat een der rijtuigen bevuild is, zal het van den trein gehaakt worden om ontsmet te worden hetzij aan de grens hetzij op de eerstvolgende stopplaats zoo dit mogelijk is.

Hetzelfde geldt voor de goederenwagens.

Landquarantaines zullen niet meer worden ingesteld. Alleen personen, die kenteekenen van pest vertoonen, kunnen worden aangehouden.

Dit beginsel beperkt niet het recht van iederen Staat om zoo noodig een gedeelte zijner grenzen te sluiten.

Het is van belang dat de reizigers wat den staat hunner gezondheid betreft aan het toezicht van het personeel der spoorwegen worden onderworpen.

De tusschenkomst van een geneeskundige zal beperkt worden tot een onderzoek der reizigers en tot het verleenen van hulp aan de zieken.

Wanneer er geneeskundig onderzoek plaats heeft, zal dit zooveel mogelijk met het douane-onderzoek samenvallen, zoodat de reizigers zoo kort mogelijk worden opgehouden.

Zoodra de reizigers, komende uit eene besmette plaats, op hunne bestemming zijn aangekomen is het van het hoogste nut hen aan een toezicht van 10 dagen te onderwerpen, te rekenen van den dag van hun vertrek.

De maatregelen betreffende het overschrijden der grens door het personeel van den spoorweg en door dat der posterijen behooren tot de bevoegdheid der betrokken besturen. Zij zullen zóó worden genomen dat zij den geregelden dienst niet storen.

De Regeeringen behouden zich het recht voor bijzondere maatregelen te nemen ten opzichte van zekere klassen van personen met name tegen:

a. landloopers en zigeuners (bohémiens):

b. landverhuizers en personen die troepsgewijze reizen of de grens overtrekken.

Titel VI.

Bijzondere regeling voor de grensstreken.

De regeling van het grensverkeer en van de vragen met dat verkeer samenhangende, alsmede het vaststellen van bijzondere maatregelen van toezicht, moeten worden overgelaten aan bijzondere schikkingen tusschen de aan elkander grenzende Staten.

Titel VII.

Waterwegen, rivieren, kanalen en meren.

Aan de Regeeringen en Oeverstaten moet worden overgelaten bij afzonderlijke overeenkomsten de sanitairen maatregelen voor de waterwegen vast te stellen.

Titel VIII.

Maritiem gedeelte. Maatregelen in de havens te nemen.

Als *besmet* wordt beschouwd een schip dat pest aan boord heeft of aan boord waarvan sedert twaalf dagen nieuwe gevallen van pest zijn voorgekomen.

Als *verdacht* wordt beschouwd een schip aan boord waarvan op het oogenblik van vertrek of gedurende den overtocht gevallen van pest zijn voorgekomen, maar geen enkel nieuw geval sedert twaalf dagen.

Als *onbesmet* wordt beschouwd een schip dat, hoewel uit eene besmette haven komende, geen sterfgeval of ziektegeval van pest aan boord gehad heeft, noch vóór zijn vertrek, noch gedurende den overtocht, noch op het oogenblik van aankomst.

Besmette schepen worden aan de volgende behandeling onderworpen :

1°. de zieken worden onmiddellijk ontscheept en afgezonderd ;

2°. de andere personen moeten zoo mogelijk eveneens ontscheept en aan eene waarneming of bewaking (1) worden onderworpen, welker duur zal afhangen van den sanitairen toestand van het schip en van den datum van het laatste geval, zonder tien dagen te boven te kunnen gaan ;

3°. het vuile linnen, de reisbenoodigdheden en de voorwerpen van de bemanning en van de passagiers, die volgens het oordeel van de sanitaire overheid der haven als besmet worden beschouwd, zullen ontsmet worden ;

4°. het ruimwater zal na de ontsmetting geloosd worden en men zal het aan boord opgeslagen drinkwater door goed drinkwater vervangen ;

5°. alle gedeelten van het schip, die door pestlijders bewoond waren, zullen ontsmet worden. Een volledige ontsmetting zal door de sanitaire overheid kunnen gelast worden.

---

(1) Het woord "waarneming" wil zeggen, afzondering der reizigers hetzij aan boord van een schip, hetzij in een lazaret, alvorens zij tot het vrije verkeer worden toegelaten. Het woord "bewaking" wil zeggen : de reizigers zullen niet afgezonderd worden ; zij worden terstond tot het vrije verkeer toegelaten, maar gevolgd naar de plaats waarheen zij zich begeven en onderworpen aan een geneeskundig onderzoek betreffende hunnen gezondheidstoestand.

Verdachte schepen worden aan de volgende maatregelen onderworpen:

1°. gezondheidsonderzoek;

2°. ontsmetting: het vuile linnen, de reisbenoodigdheden en de voorwerpen van de bemanning en van de passagiers, die volgens het oordeel van de plaatselijke sanitaire overheid als besmet worden beschouwd, zullen ontsmet worden;

3°. verwijdering van het ruimwater na ontsmetting en vervanging van het drinkwater aan boord door drinkwater van goede hoedanigheid;

4°. ontsmetting van al de gedeelten van het schip, welke door de pestlijders bewoond zijn geweest. Het plaatselijke sanitair gezag zal een meer uitgebreide ontsmetting kunnen gelasten.

Het verdient aanbeveling de bemanning en de passagiers gedurende 10 dagen, te rekenen van de aankomst van het schip, aan een geneeskundig toezicht te onderwerpen.

Evenzoo wordt aanbevolen de bemanning, behalve om redenen van dienst, niet van boord te laten gaan.

Onbesmette schepen worden onmiddellijk tot het vrije verkeer toegelaten, overschillig hoe hun gezondheidspas luidt.

De eenige maatregelen, welke de overheid in de haven van aankomst te hunnen aanzien kan voorschrijven bestaan in die, welke op verdachte schepen van toepassing zijn (gezondheidsonderzoek, ontsmetting, verwijdering van het ruimwater en vervanging van het drinkwater aan boord door drinkwater van goede hoedanigheid), behalve dat, wat op de ontsmetting van het schip betrekking heeft.

Het verdient aanbeveling de bemanning en de passagiers gedurende 10 dagen, te rekenen van den dag van vertrek uit de besmette haven, aan een geneeskundig toezicht te onderwerpen.

Evenzoo wordt aanbevolen de bemanning, behalve om redenen van dienst, niet van boord te laten gaan.

De bevoegde overheid in de haven van aankomst zal steeds een beëedigd certificaat kunnen eischen van den scheepsgeneesheer of bij diens ontstentenis van den gezagvoerder, de verklaring inhoudend dat sedert het vertrek geene pestgevallen op het schip zijn voorgekomen.

De bevoegde havenoverheid zal voor de toepassing dier maatregelen rekening houden met de aanwezigheid van een

geneesheer en van een ontsmettingsoven aan boord van de schepen der drie bovengenoemde klassen.

Bijzondere maatregelen kunnen worden voorgeschreven ten aanzien van schepen met veel volk aan boord, met name van schepen met landverhuizers en van elk ander schip dat in een slechten hygienischen toestand verkeert.

Goederen over zee aangevoerd kunnen ten opzichte van de ontsmetting en het verbod van in- en doorvoer en van quarantaine niet anders worden behandeld dan goederen over land aangebracht.

Het zal aan elk schip dat zich niet wenscht te onderwerpen aan de door de havenoverheid opgelegde verplichtingen vrijstaan weder zee te kiezen.

Het kan vergunning bekomen zijne goederen te lossen nadat de volgende voorzorgsmaatregelen genomen zullen zijn:

1°. afzondering van schip, bemanning en passagiers;

2°. verwijdering van het ruimwater na ontsmetting;

3°. vervanging van het drinkwater aan boord door drinkwater van goede hoedanigheid.

Het kan eveneens vergunning bekomen de passagiers te ontschepen, die daartoe het verzoek mochten doen, op voorwaarde dat dezen zich onderwerpen aan de maatregelen door de plaatselijke overheid voorgeschreven.

Elk land moet ten minste eene der havens van het kustgebied van elke zijner zeeën van eene voldoende inrichting en hulpmiddelen voorzien om een schip te ontvangen, in welken sanitairen toestand het zich ook bevinde.

Schepen in de kustvaart zullen het onderwerp uitmaken van eene gemeenschappelijke door de daarbij betrokken landen vast te stellen bijzondere regeling.

Titel IX.

Maatregelen te nemen ten aanzien van de schepen die uit eene besmette haven komen en den Donau opvaren.

In afwachting dat de stad Sulina van goed drinkwater voorzien worde, zullen de schepen die de rivier opvaren aan een gestreng geneeskundig toezicht worden onderworpen.

Opeenhooping van passagiers is ten strengste verboden.

De schepen, die Rumenië langs den Donau binnenvaren, zullen worden aangehouden tot aan het geneeskundig onder-

zoek en totdat de ontsmettingsmaatregelen zullen zijn afgeloopen.

De schepen, die zich te Sulina vertoonen, moeten, alvorens den Donau te kunnen opvaren, overdrag een- of meermalen een streng geneeskundig onderzoek ondergaan. Iederen morgen, op een vastgesteld uur, verzekert de geneesheer zich van den staat der gezondheid van al de opvarenden van het schip en hij staat het opvaren niet toe dan wanneer hij geconstateerd heeft dat die staat bevredigend is. Hij heeft kosteloos aan den gezagvoerder of den schipper een sanitair paspoort of gezondheidsbrief of een certificaat af, waarvan overlegging aan de latere aanlegplaatsen gevorderd zal worden.

Iederen dag heeft een onderzoek plaats. De duur van het oponthoud te Sulina van niet besmette schepen mag zes dagen niet te boven gaan. De ontsmetting van het besmette linnen zal dadelijk bij aankomst geschieden.

Het water van twijfelachtige hoedanigheid, dat aan boord mocht zijn, zal door goed drinkwater worden vervangen.

Het ruimwater zal worden ontsmet.

De aangegeven maatregel zijn slechts toepasselijk op de herkomsten der havens, die met pest besmet zijn.

Een schip komende uit eene niet besmette haven kan, wanneer het niet wil onderworpen worden aan de hiervoren aangeduide beperkende maatregelen, weigeren passagiers, die uit eene besmette haven komen, aan boord te nemen.

De behandeling der verdachte en besmette schepen zal dezelfde zijn als in de andere havens van Europa.

HOOFDSTUK III.

INSTRUCTIE, AANBEVOLEN VOOR DE ONTSMETTING.

1°. Lompen, oude vodden, besmette verbanden, papieren en andere voorwerpen zonder waarde zullen door het vuur vernietigd worden.

2°. Linnengoed, beddengoed, kleederen, matrassen, tapijten enz., die besmet of verdacht zijn, zullen ontsmet worden in ovens onder werking van eene normale drukking of van een drukking van 1½ à 2 atmosferen, al of niet met doorloop van verzadigden stoom.

Om als doeltreffende ontsmettingswerktuigen beschouwd te worden, moeten die ovens onderworpen worden aan proeven, welke met behulp van een signaalthermometer aantoo-

nen wanneer binnen in een matras eene temperatuur van minstens 100° verkregen is.

Om zeker te zijn van de doeltreffendheid der bewerking moet men die temperatuur gedurende 10 à 15 minuten laten duren.

3°. Ontsmettende oplossingen :

a. Sublimaatoplossing van 1 op 1000, waarvan 10 gram chloornatrium toegevoegd wordt.

Deze oplossing wordt gekleurd met aniline- of indigoblauw. Zij mag niet in metalen vaatwerk gedaan worden.

b. Oplossing van zuiver gekristalliseerd phenielzuur ter sterkte van 5 pct. of van ruw, ongezuiverd phenielzuur, zooals het in den handel is, ter sterkte van 5 pct., warm opgelost in zwarte zeep.

c. Versch bereide kalkmelk. (1)

4°. Bijzondere aanbevelingen in acht te nemen bij het gebruik van ontsmettende oplossingen.

Linnengoed, kleederen en door uitwerpselen der zieken bevuilde voorwerpen worden in sublimaatoplossing gedompeld. Zuivere en zeepachtige phenieloplossingen zijn voor hetzelfde doel eveneens zeer geschikt. De voorwerpen moeten ten minste 6 uren in de oplossing blijven.

Voorwerpen, die zonder te bederven de temperatuur van den oven (100°) niet kunnen doorstaan, voorwerpen van leder, gelijmd hout, vilt, fluweel, zijde enz., worden met sublimaatoplossing gewasschen; geldstukken zullen met zeepachtige phenieloplossing ontsmet kunnen worden.

De personen, die de zieken verplegen, wasschen zich de handen en het gelaat met een sublimaat- of phenieloplossing.

---

(1) Om krachtig werkende kalkmelk te verkrijgen neme men kalk van goede hoedanigheid, die men laat blusschen door haar bij kleine heeveelheden te gelijk met de helft van haar gewicht aan water te begieten. Wanneer de blussching is afgeloopen, doet men het poeder in een zorgvuldig gesloten en op een droge plaats bewaarde pot. Daar een K.G. kalk, die 500 gram water opneemt, om te blusschen een volume van 2 L. 200 heeft verkregen, heeft men haar slechts met het dubbele volume aan water (dus 4.4 K.G.) te verdunnen om kalkmelk van ongeveer 20 op 100 te verkrijgen.

De phenieloplossingen dienen vooral om de voorwerpen te ontsmetten, die noch de temperatuur van 100° C. noch sublimaat kunnen verdragen, zooals metalen, instrumenten enz.

Kalkmelk wordt in het bijzonder aanbevolen voor de ontsmetting van uitwerpselen en van braaksel. Fluimen en etterstoffen moeten door vuur vernietigd worden.

5°. Ontsmetting der schepen waarop pestlijders aanwezig zijn.

De hut of de hutten en al de gedeelten van het vaartuig, waarin zieken of verdachten verblijf houden, worden ontruimd; alle voorwerpen worden aan de voorgaande voorschriften onderworpen.

De beschotten worden ontsmet door middel van sublimaatoplossing, waaraan 10 pct. alcohol toegevoegd wordt. De besprenkeling geschiedt te beginnen bij het bovengedeelte van het beschot, eene horizontale lijn vormende en vervolgens afdalende, zoodat de geheele oppervlakte bedekt wordt met een laag vloeistof in fijne druppeltjes.

De vloeren worden met dezelfde oplossing gewasschen.

Twee uren later boent en spoelt men de beschotten, vloeren en zolders af met water.

6°. Ontsmetting van het ruim van een besmet schip.

Om het ruim van een schip te ontsmetten, spuite men er eerst, ten einde de zwavelwaterstof te neutraliseeren, eene voldoende hoeveelheid ijzersulfaat in; men verwijdere het ruimwater en wassche het ruim met zeewater; vervolgens spuite men er eene zekere hoeveelheid sublimaatoplossing in.

Het ruimwater zal niet in eene haven geworpen mogen worden.

HOOFDSTUK IV.

Aanbevelingswaardige voorzorgsmaatregelen aan boord der schepen te nemen op het oogenblik van vertrek, gedurende den overtocht en bij aankomst.

N.B. De overbrenging der pest schijnt te geschieden door hetgeen de zieken afscheiden (fluimen, uitwerpselen enz.), door de ziektestoffen (etter der bubonen, pestbuilen enz.), en bijgevolg door linnen, kleederen en vuile handen.

I. Maatregelen te nemen bij het vertrek.

1°. De gezagvoerder wake er voor, dat geene personen aan boord worden toegelaten, die verdacht worden door pest

aangetast te zijn. Hij weigere linnengoed, lompen, beddegoed en in het algemeen alle vuile of verdachte voorwerpen aan boord te nemen.

Beddegoed, kleeren, lompen, enz., welke aan zieken toebehoord hebben die door pest aangetast waren, mogen niet aan boord worden toegelaten.

2°. Vóór de inscheping worde het schip volkomen gereinigd en desnoods ontsmet.

3°. Het is vooral noodzakelijk dat het drinkwater aan boord uit eene bron genomen worde, die beschut is tegen alle mogelijke besmettelijke invloeden.

Water stelt aan geen gevaar bloot wanneer het gedistilleerd of gekookt is.

II. Maatregelen te nemen gedurende den overtocht.

1°. Het is wenschelijk, dat op ieder schip eene plaats vrij gehouden worde om de personen af te zonderen die door eene besmettelijke ziekte aangetast zijn.

2°. Wanneer zij er niet is, worde de toegang verboden tot de hut of tot elke andere plaats waar iemand verblijft, die door de pest aangetast is.

Alleen de personen, belast met de verzorging der zieken, zullen daar mogen komen. Dezen echter mogen wederom met anderen geen aanraking hebben.

3°. Het beddegoed, het linnen en de kleederen, die met den zieke in aanraking geweest zijn, moeten onmiddellijk en wel in de kamer van den zieke zelf gedompeld worden in eene ontsmettende oplossing. Hetzelfde geschiede met de kleederen der personen die hem oppassen en welke bevuild mochten zijn.

Voorwerpen welke geene waarde hebben, moeten worden verbrand of in zee geworpen, wanneer het schip noch in eene haven, noch in een kanaal is. De andere moeten naar den oven worden overgebracht in waterdichte zaken, welke in een sublimaatoplossing gedrenkt zijn, zoodat elke aanraking met omringende voorwerpen vermeden worde.

Wanneer er geen oven aan boord is, moeten die voorwerpen gedurende 6 uur in de ontsmettende oplossing gedompeld blijven.

4°. De afscheidselen der zieken (fluimen, faecale stoffen en urine) moeten worden opgevangen in een pot waarin men van te voren van eene der boven aangegeven ontsmettende oplossingen een glasvol gegoten heeft,

Die afscheidselen moeten onmiddellijk in de gemakken worden geworpen. Deze moeten na iedere uitstorting zorgvuldig worden ontsmet.

5°. De vertrekken, waarin de zieken verblijf houden, moeten volgens de hierboven aangegeven regelen zorgvuldig worden ontsmet.

6°. De lijken moeten in zee worden geworpen, na van te voren gewikkeld te zijn in een in sublimaat gedrenkt lijkkleed.

7°. Al de voorbehoedmaatregelen welke gedurende de reis toegepast zijn, moeten in het scheepsjournaal worden vermeld, dat bij aankomst in een haven aan de geneeskundige autoriteit vertoond moet worden.

8°. Deze regelen zijn ook van toepassing op alles wat met de zieken in aanraking is geweest, welke ook de hevigheid en de afloop der zieke moge geweest zijn.

III. Maatregelen te nemen bij aankomst.

1°. Indien het schip besmet is, zullen de aangetaste personen ontscheept en afgezonderd worden in een afzonderlijk lokaal.

Als twijfelachtig worden beschouwd de personen die met de zieken in aanraking geweest zijn.

2°. Alle besmette voorwerpen en voorwerpen als kleederen, beddegoed, matrassen, tapijten en andere, die met den zieke in aanraking zijn geweest, de kleederen van hen die hem opgepast hebben en de voorwerpen welke zich bevinden in de hut van den zieke en in de hutten op het dek of de gedeelten van het dek waarop de zieke verblijf mocht hebben gehouden, zullen ontsmet worden.

HOOFDSTUK V.

TOEZICHT EN UITVOERING.

Bevoegdheid van den Oppersten Gezondheidsraad van Constantinopel, (Roode Zee, Perzische Golf, Turksch–Perzische en Russische grenzen.)

1°. De uitvoering van en het toezicht op de door deze Overeenkomst vastgestelde maatregelen tegen het binnendringen van de pest zijn — binnen de grenzen van de bevoegdheid van den Oppersten Gezondheidsraad te Constantinopel — toevertrouwd aan het Comité, ingesteld door art. 1 van bijlage IV der Overeenkomst van Parijs van 3 April 1894, met dien verstande dat de leden van dit Comité uitsluitend zullen worden genomen uit den boezem van den Oppersten Gezondheidsraad van Constantinopel en dat zij de Mogendheden zullen vertegenwoordigen, die hunne adhaesie verleend hebben of zullen verleenen aan de Sanitaire Overeenkomsten van Venetië 1892, Dresden 1893, Parijs 1894 en Venetië 1897.

2°. Het korps gediplomeerde en bevoegde geneesheeren, goed geoefende ontsmetters en werktuigkundigen, en sanitaire oppassers, gerecruteerd uit hen die als officier of onderofficier in militairen dienst geweest zijn, bedoeld in art. 2 van Bijlage IV dierzelfde Overeenkomst, is belast met de verzekering van de goede werking der verschillende door de tegenwoordige reglementen opgenoemde en ingestelde etablissementen.

3°. De kosten van inrichting der door deze Overeenkomst voorgeschreven vaste en voorloopige sanitaire posten zijn, voor zoover de oprichting der gebouwen betreft, ten laste der Turksche Regeering.

De Opperste Gezondheidsraad van Constantinopel is bevoegd ingeval van dringende behoefte uit het reservefonds de noodige sommen voor te schieten, die hem op aanvrage door de "Gemengde Commissie tot herziening van het sanitair tarief" zullen worden verschaft. In dat geval zal hij op het bouwen dier etablissementen toezicht moeten houden.

4°. De Opperste Gezondheidsraad van Constantinopel zal bovendien zonder uitstel de sanitaire etablissementen van Hannikim en van Kizil Dizé bij Bayazid aan de Turksche-Russische en Turksche-Perzische grenzen moeten organisee-

ren door middel der fondsen, die van nu af te zijner beschikking gesteld zijn.

5°. Artikelen 4, 5 en 6 van bijlage IV der Overeenkomst van Parijs van 1894 zijn toepasselijk op de bepalingen van dit regelment,

Bevoegdheid van den sanitairen, maritiemen en quarantainen Raad van Egypte.

6°. De uitgaven welke voortspruiten uit de maatregelen, voorgeschreven door de in de Overeenkomst opgenomen reglementen, zullen gedekt kunnen worden door de volgende middelen, welke de Conferentie heeft aanbevolen zoowel voor de nieuwe inrichtingen bij de Bronnen van Mozes als voor de uitbreiding van het onder den Gezondheidsraad staande personeel.

a. Opschorting met toestemming der Mogendheden van het Khediviaal besluit van 28 December 1896 (hetwelk op 1 Juli 1897 de inwerkingtreding van het verlaagd tarief der vuurtorenrechten heeft vastgesteld) tot het oogenblik waarop het verschil in opbrengst tusschen het tegenwoordig en het verlaagd tarief het cijfer van 4000 Eg. ponden bereikt zal hebben. De aldus verkregen som zal besteed worden aan buitengewone uitgaven (nieuwe inrichtingen aan de Bronnen van Mozes).

b. voor de *gewone* uitgaven (vermeerdering van personeel) uitkeering door de Egyptische Regeering aan den Gezondheidsraad eener som van 4000 Eg. ponden welke genomen zou kunnen worden van het ter beschikking van die Regeering gebleven overschot van den dienst der vuurtorens. Van die som zal echter worden afgetrokken de opbrengst van een extra quarantaine recht van P. T. 10 (piaster tarief) per pelgrim, te heffen te El-Tor.

Voor het geval dat Egypte er bezwaar in mocht zien dit deel der uitgaven te dragen, zullen de in den Gezondheidsraad vertegenwoordigde Mogendheden zich met de Khediviale Regeering verstaan om hare deelneming aan die onkosten te verzekeren.

PROCES-VERBAL.

Les Parties contractantes ayant unanimement accepté que

l'échange des ratifications de la Convention sanitaire de Venise du 19 mars 1897 se ferait moyennant le dépôt des instruments respectifs aux archives du Ministère des Affaires Etrangères d'Italie, le présent procès-verbal de dépôt a été, à cet effet, ouvert au Ministère Royal des Affaires Etrangères, cejourd'hui 19 mars 1898.

Les Parties contractantes sont d'accord à considérer comme étant régulièrement prorogé jusqu'au 19 september 1898 le délai que la Convention avait fixé pour léchange des ratifications.

La Légation de Sa Majesté le Roi d'Italie à Lisbonne, par son rapport du 18 février 1898, ayant informé que le Gouvernement de Portugal, par deux communications, en date du 5 et du 8 du même mois, lui avait fait savoir qu'il ne donnait pas son adhésion finale à la Convention internationale sanitaire de Venise, il est acquis que le Portugal, dont les délégués avaient signé la Convention *ad referendum* ne peut pas être considéré comme Partie contractante.

(*L.S.*) A. van Loo.
(*L.S.*) Bonin.

Sur quoi, le dépôt des ratifications de Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi d'Italie, Son Altesse Royale de Grand-Duc de Luxembourg a été effectué ce même jour, 19 mars 1898.

Ont été successivement présentées au dépôt:

(*L.S.*) Saurma.

Le 15 juin 1898, la ratification de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne.

(*L.S.*) Camille Barrère.

Le 5 juillet 1898, la ratification du Président de la République française,

L.S.) A. Kroupensky.

Le 27 juillet 1898, la tatification de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies.

(*L-S.*) Lad Müller.

Le 6 août 1898, la ratification de Sa Majesté l'Empereur d'Autrich, Roi de Bohême, etc. et Roi Apostolique de Hongrie.

(*L.S.*) J. LOUDON.

Le 15 September 1898, la ratification de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

(*L.S.*) ALEX. LAHOVARY.

Le 30 décembre 1898, la ratification de Sa Majesté le Roi de Roumanie, le délai pour le dépôt des ratifications ayant été, d'un commun accord, prorogé jusqu'au 31 décembre 1898.

(*L.S.*) CARLIN.

Ce même jour, 30 décembre 1898, a été présentée au dépôt la ratification du Conseil fédéral suise.

(*L.S.*) PHILIP CURRIE.

Et à la même date du 30 décembre 1898, la ratification de Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, a été également présentée au dépôt.

(*L.S.*) M. PASETTI.

Ce jour, 20 janvier 1899, la ratification de Son Altesse le Prince de Monténégro a été déposée par l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie près le Roi d'Italie, à ce dûment délégué par le Gouvernement Princier.

(*L.S.*) C. DEL MAZO.

Ce jour, 19 mars 1899, a été déposée la ratification de Sa Majesté la Reine Régente d'Espagne, le délai pour le dépôt des ratifications ayant été encore une fois prorogé jusqu'à cette date.

Une dernière prorogation de ce délai ayant été, enfin, consentie par les Etats signataires de la Convention jusqu'au 31 octobre 1899, en ce même jour la ratification de Sa Majesté le Shah de Perse a été déposée, avec la déclaration, que tous

(*L.S.*) N. MALCON.

les Gouvernements signataires et ratifiants avaient préalablement admise, à savoir "qu'il demeure entendu que le pavillon qui flottera sur la station sanitaire d'Ormuz sera le pavillon persan et que les gardes armés qui seraient nécessaires pour assurer l'observation des mesures sanitaires, seront fournis par le Gouvernement Persan".

Ce même jour, 31 october 1899, le présente procès-verbal de dépôt des ratifications a été définitivement clos.

Les Etats signataires de la Convention, dont l'énumerations suit, n'ont pas déposé leur ratification, à savoir :

1°. le Portugal, dont la déclaration est reproduït ci-dessus ;

2°. la Serbie, qui a formellement annoncé, le 21 janvier 1899, sa décision de ne pas ratifier la Convention, que son délégué à la Conférence de Venise avait signée *ad referendum*;

3°. la Turquie, qui a déclaré de vouloir subordonner sa ratification à des réserves non acceptées par l'unanimité des autres Parties contractantes ;

4°. la Grèce, qui vient de déclarer, sous la date du 18 octobre 1899, son intention de ne ratifier la Convention que le jour où celle-ci serait ratifiée par la Turquie.

Le présente procès-verbal de dépôt, revêtu des signatures et des sceaux des Représentants respectifs, reste déposé, comme original unique, aux archives du Ministère Royal des Affaires Etrangères d'Italie, par les soins duquel une copie certifiée conforme sera délivrée à chacun des Etats qui ont pris part au dépôt.

(*L. S.*) Rome, ce 31 october 1899.

Vertaling.

PROCES-VERBAAL.

Aangezien de Contracteerende Partijen eenstemming hebben goedgevonden, dat de uitwisseling van de akten van bekrachtiging der Sanitaire Conventie van Venetië van 19 Maart 1897 zou geschieden door nederlegging der onderscheiden stukken in de archieven van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken van Italië, is te dien einde heden, 19 Maart 1898, aan het Koninklijk Ministerie van Buitenlandsche Zaken dit proces-verbaal van nederlegging geopend.

De Contracteerende Partijen zijn overeengekomen den termijn door de Conventie vastgesteld voor de uitwisseling der akten van bekrachtiging te beschouwen als regelmatig uitgesteld tot 19 September 1898.

Daar het Gezantschap van Zijne Majesteit den Koning van Italië te Lissabon bij zijn rapport van 18 Februari 1898 gemeld heeft dat de Regeering van Portugal door twee mededeelingen van den 5en en 8en dier maand, hem had doen weten hare toestemming niet te geven tot de Internationale Sanitair Conventie van Venetië, staat vast dat Portugal, welker gedelegeerden de Conventie *ad reverendum* hadden onderteekend, niet als Contracteerende Partijen beschouwd kan worden.

Daarop heeft dezen zelfden dag, 19 Maart 1898, plaats gehad de nederlegging der akten van bekrachtiging van Zijne Majesteit den Koning der Belgen, Zijne Majesteit den Koning van Italië, Zijne Koninklijke Hoogheid den Groot-Hertog van Luxemburg.

(*L.S.*) A. van Loo.
(*L.S.*) Bonin.

Achtereenvolgens zijn ter nederlegging aangeboden:

Op 15 Juni 1898, de akte van bekrachtiging van Z. M. den Keizer van Duitschland.

(*L.S.*) Saurma.

Op 5 Juli 1898, de akte van bekrachtiging van den President der Fransche Republiek.

(*L.S.*) Camille Barrère.

(*L.S.*) A. KROUPENSKY.

Op 27 Juli 1898, de akte van bekrachtiging van Z. M. den Keizer aller Russen.

(*L.S.*) LAD MÜLLER.

Op 6 Augustus 1898, de akte van bekrachtiging van Z. M. den Keizer van Oostenrijk, Koning van Boheme, enz., en Apostolisch Koning van Hongarije.

(*L.S.*) J. LOUDON.

Op 15 September 1898, de akte van bekrachtiging van H. M. de Koningin der Nedrlanden.

(*L.S.*) ALEX. LAHOVARY.

Op 30 December 1898, de akte van bekrachtiging van Z. M. den Koning van Rumenië, nadat met algemeen goedvinden, de termijn voor de nederlegging der akten bekrachtiging tot 31 December 1898 was verlengd.

(*L.S.*) CARLIN.

Op dienzelfden dag, 30 December 1899, is ter nederlegging aangeboden de akte van bekrachtiging van den Zwitserschen Bondsraad.

(*L.S.*) PHILIP CURRIE.

En op den zelfden datum, 30 December 1898, is de akte van bekrachtiging eveneens ter nederlegging aangeboden van H. M. de Koningin van het Vereenigd Koninkrijk van Groot Brittannië en Ierland, Keizerin van Indië.

(*L.S.*) M. PASETTI.

Op heden, 20 Januari 1899, is de akte van bekrachtiging van Z. H. den Vorst van Montenegro door den Ambassadeur van Oostenrijk-Hongarije bij den Koning van Italië nedergelegd, hiertoe door de Vorstelijke Regeering behoorlijk gemachtigd.

(*L.S.*) C. DEL MAZO.

Op heden, 19 Maart 1899, is de akte van bekrachtiging van H. M. de Koningin-Regentes van Spanje nedergelegd, nadat de termijn voor de nederlegging der akten van bekrachtiging nader tot dezen datum was verlengd.

(*L.S.*) N. MALCON.

Nadat ten slotte door de Staten, die de Conventie hadden onderteekend, in een laatste uitstel tot 31 October 1899 was toegestemd, is dienzelfden dag de akte van bekrachtiging nedergelegd van Z. M. den Shah van Perzië, met de verklaring, die al de Regeeringen, welke tot de onderteekening en de bekrachtiging waren overgegaan, tevoren hadden toegelaten, n.l. "dat het wel verstaan blijft, dat de vlag, welke op het gezondheidsstation te Ormuz geplaatst zal worden, de Perzische vlag zal zijn, en dat de gewapende wachten, welke noodig mochten zijn ter verzekering van de nakoming der sanitaire maatregelen, zullen worden geleverd door de Perzische Regeering".

Op dienzelfden dag, 31 October 1899, is dit proces-verbaal betreffende de nederlegging der akten van bekrachtiging voor goed gesloten.

De Staten, onderteekenaars der Conventie, welke hieronder vermeld zijn, hebben hunnen akte van bekrachtiging niet nedergelegd te weten:

1°. Portugal, welks verklaring hiervoren is wedergegeven;

2°. Servië, dat op 21 Januari 1899 formeel heeft medegedeeld zijn besluit om de Conventie niet te bekrachtigen, wel-

ke zijn gedelegeerde ter Conferentie van Venetie *ad reverendum* had onderteekend;

3°. Turkije, dat verklaard heeft zijne bekrachtiging te willen afhankelijk maken van reserves door de gezamenlijke andere Contracteerende Partijen niet aanvaard;

4°. Griekenland, dat onder dagteekening van 18 October 1899 zijn voornemen heeft te kennen gegeven de Conventie niet te bekrachtigen dan op den dag, waarop deze door Turkije zou worden bekrachtigd.

Dit Proces-verbaal van nederlegging, voorzien van de handteekeningen en de zegels der onderscheiden Vertegenwoordigers blijft, als het eenig oorspronkelijke berusten in de archieven van het Koninklijk Ministerie van Buitenlandsche Zaken in Italië, door welks zorgen een eensluidend gewaarmerkt afschrift zal worden verstrekt aan iederen Staat, die aan de nederlegging heeft deelgenomen.

(*L. S.*) Rome, 31 October 1899.